

■ MARS 2018

■ INJEPR-2018/02

Radicalisations et jeunesses

Revue de littérature

ISABELLE LACROIX

■ Chercheuse postdoctorante en sociologie au laboratoire Printemps, université Versailles-Saint-Quentin/Paris Saclay

■ Commanditaire : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)



Radicalisations et jeunesses

Revue de littérature

Isabelle Lacroix

Pour citer ce document

LACROIX I., 2018, *Radicalisations et jeunesse. Revue de littérature*, INJEP Notes & rapports/Revue de littérature.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
Contexte d'émergence du questionnement « jeunes et radicalisations ».....	5
Dans les politiques publiques	5
Dans la recherche.....	6
Dans les médias.....	7
Ce n'est pas le phénomène qui est nouveau mais la centralité de l'utilisation de la notion de radicalisation.....	7
L'illusion de la nouveauté du phénomène.....	7
L'effet « buzzword » du terme de radicalisation	8
L'apparente nouveauté de la présence importante des jeunes dans le processus de radicalisation	9
Des difficultés épistémologiques à penser la radicalisation des jeunes.....	11
Enjeu de définition de la notion de radicalisation.....	11
Un cloisonnement des champs de la sociologie de la radicalisation et de la jeunesse : entre éclatement des interprétations, essentialisation ou omission de cet âge de la vie.....	13
Obstacles méthodologiques.....	15
La quantification du phénomène.....	15
Les sources mobilisées : la faiblesse des sources de première main.....	16
Accès au terrain.....	16
Objectifs et éléments de construction de cette revue de littérature	17
Principales questions posées par cette recension des travaux existants.....	17
Méthodologie utilisée pour la revue de littérature	17
Annonce du plan	19
1. MORPHOLOGIE DE CETTE JEUNESSE « RADICALISÉE ».....	21
De quelle radicalisation parle-t-on pour les jeunes ?.....	21
Une focalisation sur la radicalisation religieuse des jeunes	21
Présence toujours constante de radicalisation politique des jeunes dans d'autres territoires idéologiques	24
Une frontière poreuse entre radicalisation religieuse et politique dans le cadre des djihadistes.....	26
Une focalisation sur les formes de radicalisation violente des jeunes, en particulier celle qui emprunte les voies du terrorisme.....	27
De quelles jeunes parle-t-on ?	
Profils des jeunes recensés dans les travaux scientifiques	28
De la révolte de la jeunesse bourgeoise des années 1970 face à l'ordre patriarcal et moral.....	28
... à celle des jeunes de banlieues et des jeunes des bastions ouvriers en déshérence nés dans les années 1990 : entre djihadisme et extrémisme de droite	29
La montée des classes moyennes et des convertis dans le djihadisme depuis 2013.....	31
Les jeunes filles et femmes comme actrices dans le processus de radicalisation : un impensé récurrent.....	32
Les adolescents radicalisés : nouvelle catégorie de jeunes pris en charge par les pouvoirs publics..	34
Quelles figures de jeunes radicaux construisent les médias ?.....	36

Un champ de recherche qui s'est d'abord construit sur l'analyse de la place des médias dans les stratégies des groupes violents.....	36
La construction médiatique des figures de jeunes radicalisés, un territoire scientifique encore peu exploré.....	36
Des démarches inspirantes de recherche sur le traitement médiatique des profils de terroristes.....	38
2. LES FACTEURS DE RADICALISATION DES JEUNES.....	41
Un phénomène multiscale qui fait l'objet d'intenses controverses entre chercheurs dans le cas du djihadisme.....	41
Des oppositions qui se structurent autour de l'« islamisation de la radicalité » des jeunes ou de la « radicalisation de l'islam ».....	43
Sortir des querelles pour une approche multi-causale et processuelle de la radicalisation.....	44
Les causes structurelles et idéologiques de la radicalisation.....	44
Des conflits de génération des années 1970 aux « jeunesses en crise » aujourd'hui : le poids de la marginalisation socio-économique dans l'interprétation du passage à la violence.....	44
Les facteurs politiques.....	46
Les facteurs religieux.....	49
L'importance des lieux dans les modes de radicalisation et de recrutement des jeunes : lieux physiques et numériques.....	50
L'université et la rue, vecteurs de socialisation politique radicale.....	51
La prison, un accélérateur plus qu'une cause de radicalisation.....	52
La mosquée.....	53
Internet, lieu de socialisation militante plus que facteur de radicalisation.....	55
Les agents de socialisation : le mythe de l'autoradicalisation des jeunes.....	59
Entre continuités et ruptures de socialisations familiales.....	59
Le poids du groupe de pairs.....	61
La montée des perspectives subjectives dans l'interprétation des phénomènes de radicalisation des jeunes.....	63
Interprétation en termes de frustration et de discrimination.....	65
Interprétation en termes de construction identitaire.....	66
Interprétation en termes de rétributions.....	67
Des motifs d'engagement dans l'islamisme radical qui se composent à l'infini des processus de subjectivation.....	68
L'apport de l'articulation d'une sociologie de la jeunesse à la sociologie de la radicalisation : une temporalité transitoire de la jeunesse propice à la disponibilité biographique dans les engagements radicaux.....	70
CONCLUSION ET PISTES D'AVENIR.....	73
Bibliographie.....	77

INTRODUCTION

Contexte d'émergence du questionnement « jeunes et radicalisations »

Cette revue de littérature¹ porte sur les engagements juvéniles dans la violence politique à travers le prisme de la notion de « radicalisation ». Depuis les attentats du 11 septembre 2001 et ceux plus récents survenus en Europe au cours de la dernière décennie, la notion de « radicalisation » s'est imposée dans les discours médiatiques et politiques, dans une acception le plus souvent religieuse, pour qualifier des comportements en rupture avec les valeurs des sociétés occidentales. Si depuis plusieurs années, de nombreux jeunes issus des sociétés européennes partaient combattre au sein de l'État Islamique, Daech, en Syrie et en Irak, c'est au moment où ces derniers commettent des attentats sur le sol européen que le thème de la « radicalisation » est mis à l'agenda politique et scientifique en France. L'attentat du 11 septembre 2001 était conçu comme une menace extérieure, les jeunes djihadistes impliqués dans sa mise en œuvre provenant essentiellement de pays du Moyen-Orient. La radicalisation dite « endogène » (*homegrown*) – provenant d'une minorité de jeunes musulmans de naissance ou convertis, nés et élevés en Europe – amène les pouvoirs publics à se préoccuper du phénomène.

Dans les politiques publiques

À partir de 2014, des mesures politiques pour endiguer la « radicalisation » sont instaurées par le gouvernement à travers le premier « plan de lutte contre la radicalisation et les filières terroristes ». Elles se poursuivent par un deuxième plan en 2016. À la suite des attentats de 2015, apparaissent de nombreux outils de lutte à destination des familles et des jeunes² et des rapports de sénateurs évaluant la prévention de la radicalisation³ comme la « déradicalisation⁴ ». La « dé-radicalisation » est devenue une catégorie d'action publique mise en place auprès d'une jeunesse dont les formes

¹ Je remercie vivement Yaëlle Amsellem-Mainguy, Marianne Autain, Laurent Lardeux et Jeanne Moeneclaey pour leurs relectures attentives et leurs précieux conseils.

² Tels que le site Internet : www.stop-djihadisme.gouv.fr, créé par le gouvernement le 28 janvier 2015.

³ Au niveau européen, de nombreux rapports ont été publiés sur cette question tels celui de Sevinj Fataliyeva, *Prévenir la radicalisation des enfants en s'attaquant à ses causes profondes* (2016), pour l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui cible spécifiquement la catégorie d'âge de la jeunesse et qui appelle à ce que les États membres du Conseil de l'Europe élaborent des politiques de prévention contre la radicalisation politique et religieuse des jeunes en s'attaquant aux causes profondes de l'extrémisme. En France, mentionnons le rapport de Jean-Pierre Sueur au nom de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe, déposé le 1^{er} avril 2015, celui de Sébastien Pietrasanta sur « La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme », auprès du ministre de l'intérieur, en juin 2015 ; celui de Jean-Marie Bockel et Luc Carvounas au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation, *Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation*, enregistré à la Présidence du Sénat le 29 mars 2017. À la lecture de ces différents rapports, qui ne mentionnent pas la jeunesse dans leur titre, c'est pourtant cette catégorie d'âge qui est majoritairement visée.

⁴ Le rapport d'information d'Esther Benbassa et Catherine Troendlé, n° 633 (2016-2017), déposé le 12 juillet 2017, fait un état des lieux des politiques de « déradicalisation ». Très critiques à leur égard, ces deux sénatrices encouragent à changer de paradigme.

d'engagement sont considérées comme « déviantes ». Elle associe ainsi deux mondes qui ne s'articulaient pas jusqu'alors : la sécurité et le travail social. La justice des mineurs et celle antiterroriste ne dialoguaient pas jusque-là ensemble, chacun ayant ses propres logiques (Baranger et *al.*, 2017). Dans une note du 10 février 2017, la directrice de la protection judiciaire de la jeunesse précise les modalités de prise en charge éducative des mineurs radicalisés ou en danger de radicalisation violente⁵. Tous les secteurs éducatifs sont donc mis à l'épreuve de cette prévention – politique de la ville, éducation nationale par exemple – pour réenchanter les valeurs de la république auprès d'une jeunesse en rupture avec celles-ci. Selon Stéphane Audoin-Rouzeau (2017), l'après-13 novembre a permis, pour une brève période, de faire émerger en France une « culture de guerre » qui s'apparente à celle qui s'est formée en 1914-1918, notamment, par la manifestation d'un puissant patriotisme défensif et la reprise du « mythe de l'unité ». Les Pays-Bas, dès 2004 et l'Angleterre, dès 2005, se sont emparés plus vite de la question de la radicalisation des jeunes engagés dans le djihadisme ; l'appréhension du fait religieux dans un contexte national marqué par la très forte prégnance de la notion de laïcité explique cette prise en compte plus tardive en France (Ragazzi, 2014).

Dans la recherche

Du côté de la recherche, on assiste à une temporalité similaire : l'Agence nationale de la recherche proposait déjà lors de son appel à projet générique pour 2014-2015, dans son défi n°9 « Liberté et sécurité de l'Europe, de ses citoyens et de ses résidents », la thématique de « la radicalisation violente des individus ou groupes d'individus ». Mais la lettre d'Alain Fuchs, directeur du CNRS, cinq jours après les attentats du 13 novembre 2015, qui demande aux chercheurs de lancer des projets de recherche sur les problématiques soulevées par les attentats, et le rapport de l'Alliance Athena (2016) remis au gouvernement faisant le bilan des travaux existants en la matière, ont été un tournant dans le champ de la recherche. Cela a suscité de nombreuses controverses au motif que la recherche ne devait pas suivre les émotions. La confluence entre agenda scientifique et politique a pu sembler sans précédent. Pour autant, dans les années 1970, les pouvoirs publics et les chercheurs d'autres pays travaillaient déjà ensemble dans ce domaine. Boris Gobille, qui présente les travaux de l'historien Charles Tilly sur la violence politique dans la revue *Tracés*, montre que face au mouvement des droits civiques, aux émeutes dans les ghettos entre 1964 et 1968, au durcissement du mouvement noir et à la radicalisation des protestations des étudiants contre la guerre au Vietnam, le président Johnson crée en 1968 une commission nationale sur les causes et la prévention de la violence. Charles Tilly et Ted Gurr, éminents universitaires spécialistes des mouvements sociaux et de la violence, y participeront mais en toute indépendance (Gobille, 2010). Néanmoins, il semblerait aujourd'hui, à l'instar de ce que décrit Francesco Ragazzi (2014, p. 39) pour l'Angleterre, que l'ensemble des débats politiques ou universitaires « sont désormais soumis aux impératifs de la « lutte contre la radicalisation » ». Que l'on parle par exemple du financement des mosquées, de la dégradation des banlieues françaises, des programmes d'enseignements par exemple, tout est rapporté à cette question.

⁵ Catherine Sultan, directrice de la protection judiciaire de la jeunesse, « Note du 10 février 2017 relative à la prise en charge éducative des mineurs radicalisés ou en danger de radicalisation », BOMJ, n°2017-02 du 28 février 2017. <http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&r=41882>

Dans les médias

Quant aux médias, il faut attendre également 2014 pour que le traitement médiatique de la radicalisation devienne central. David Thomson, l'un des premiers journalistes qui, depuis 2011, interrogent les jeunes djihadistes, souligne que les premiers Français sont partis en 2012, puis en 2013 en Syrie et en Irak, sans qu'il y ait aucune mention de cette lame de fond dans les médias. Il témoigne, dans son plus récent livre⁶, que son travail fut fortement décrié lors de la parution de son premier livre en avril 2014⁷ quand il annonce la possibilité que ces jeunes partis en Syrie puissent réaliser des actions en Europe. Dans une circularité de l'information, les médias comme les experts demandés par les médias, argumentaient que cette menace n'existait pas sur le sol français. Il faut toutefois noter la médiatisation inédite en France dont ont fait l'objet les actions perpétrées par Mohammed Merah en 2012. Aujourd'hui, dans le discours des médias et des pouvoirs publics, alors que d'autres formes de radicalisation chez les jeunes existent (extrême droite, pro-vie, autonomes, etc.), les jeunes de banlieues, représentés comme une « classe dangereuse » lors des émeutes de 2005 sont transformés en une nouvelle figure de l'ennemi de l'intérieur « le jeune djihadiste » qui passe d'une violence spontanée sans idéologie à des formes d'action clairement identifiées et organisées. Plus que relater les faits, le récit médiatique les construit pleinement. Selon Diego Landivar et *al.* (2016), qui ont étudié l'espace médiatique post-attentat, on assiste à la fabrication de nouvelles altérités avec la figure anxiogène du terroriste. Il en est de même pour Caroline Guibet Lafaye et Pierre Brochard (2016, p. 19), qui constatent à travers une analyse de la presse écrite que le champ sémantique de la radicalisation, reflet, selon eux, des représentations émanant du pouvoir politique, « s'est au cours des dernières années, considérablement appauvri pour devenir synonyme de terrorisme islamique, dans la presse écrite, car l'étude de la littérature scientifique conduit à des résultats d'une autre nature, faisant davantage place à la diversité des formes de radicalité politique ainsi qu'aux innovations dont elles sont porteuses ».

Ce n'est pas le phénomène qui est nouveau mais la centralité de l'utilisation de la notion de radicalisation

L'illusion de la nouveauté du phénomène

Le sentiment de nouveauté de la radicalisation est prégnant. Pour autant, si on regarde ce phénomène dans le temps long, les travaux d'historiens (Audigier, Girard, 2011) montrent, à différentes périodes, la présence en France de groupes radicaux qui utilisent la violence. On assiste ainsi à un déni d'antériorité, phénomène que l'on peut également retrouver s'agissant des questions de violence en tant que telles (Bugnon, Lacroix, 2017).

En effet, cette apparente jeunesse du champ d'étude sur la radicalisation ne doit cependant pas occulter que des chercheurs étaient déjà bien présents sur les thèmes de la violence politique et du terrorisme. La recherche sur le terrorisme et la violence politique utilisait jusque-là peu le concept de radicalisation. On

⁶ Thomson D., 2016, *Les Revenants. Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*, Le Seuil, Paris.

⁷ Thomson D., 2014, *Les Français jihadistes*, Les Arènes, Paris.

considérait que le contexte expliquait tout et on donnait peu d'importance à l'individu (Coolsaet, 2015). Dans la littérature sur la violence politique, sur le terrorisme ou, de manière plus générale, sur l'action collective, on parlait plutôt de radicalisation de certains mouvements⁸. Peu à peu on est passé d'une réflexion sur les « racines » de l'engagement radical (le pourquoi de l'engagement) à l'étude des mécanismes d'entrée dans des causes radicales (le comment de l'engagement), en raison de l'impossibilité pour les chercheurs d'identifier des « causes » objectives aux trajectoires extrémistes (Ducol, 2015a). Pour autant, les chercheurs qui sont passés des causes (qui étaient essentiellement analysées dans une dimension collective) aux processus (désormais davantage analysés dans une perspective individuelle), employaient encore peu le terme de radicalisation⁹. Ce sont les termes d'« engagement » dans une carrière violente, dans les organisations armées, dans la violence politique, d'engagement à haut risque qui étaient utilisés. De même, on parlait de désengagement plus que de déradicalisation.

L'effet « buzzword » du terme de radicalisation

Aujourd'hui, dans le champ des études sur le terrorisme et la militance clandestine violente, le terme de radicalisation est devenu un véritable *buzzword*¹⁰ (Ducol, 2015a, 2015c ; Crettiez, 2016). Il était presque inexistant dans les deux principales revues anglo-saxonnes dans ce domaine : *Terrorism and Political Violence* et *Studies in Conflict and Terrorism* (Crettiez, 2016). En effet, dans le champ du terrorisme, « 3 % des travaux publiés entre 1980 et 1999 avaient pour thématique la radicalisation, contre 77 % sur la période 2006-2010 (Neumann, Kleinmann 2013 : 368) » [Ducol, 2015c, p. 49]. Et l'on peut se demander à l'instar de Caroline Guibet Lafaye si, face aux événements violents perpétrés, au nom de l'Islam, en Europe et aux États-Unis depuis les années 2000, ce qui est décrit sous le terme de « terrorisme » et aujourd'hui de « radicalisation » a complètement changé de nature ou si c'est la façon dont on s'y rapporte et dont on se représente ces phénomènes qui a changé (2016)¹¹. Selon Guillaume Brie et Cécile Rambourg, le développement de la notion de radicalisation fait suite à un double mouvement : « sur le plan politique, une volonté de réforme de l'appareil antiterroriste ; sur le plan scientifique, une volonté de réforme des analyses » (2015 p. 9). Comme le souligne à juste titre Francesco Ragazzi (2014, p. 4), le passage de la lutte contre « l'islam radical » à la « radicalisation » dans le discours politique et des politiques publiques traduit plus qu'une évolution lexicale. Non plus

⁸ Ainsi, par exemple, l'article de Sylvie Chaperon (1995, « La radicalisation des mouvements féminins français de 1960 à 1970 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 48, octobre-décembre, p. 61-74), le dossier « Extrême droite : la radicalisation », dans la *Revue politique et parlementaire* (n° 995, paru les mois de juillet-août 1998) ou bien le chapitre 3, « Les processus de radicalisation » de l'ouvrage d'Isabelle Sommier (2008, *La violence révolutionnaire*) abordent la radicalisation essentiellement par les groupes militants, ces derniers pouvant se radicaliser sous l'effet de la répression des forces de l'ordre, de la concurrence et des influences réciproques entre organisations. Il en est de même pour la presse, comme par exemple l'article paru dans *Le Monde diplomatique* en 1973, écrit par Adèle Lauzon et Roger Marchand, évoquant l'arrestation de leaders syndicaux au Québec intitulé « Radicalisation du mouvement ouvrier et actions illégales ».

⁹ Néanmoins, il faut noter le livre collectif d'Annie Collovald et de Brigitte Gaïti, dans *La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation politique*, qui invite en 2006, dans une analyse processuelle à suivre « la radicalisation pas à pas » (p. 32).

¹⁰ Mot à la mode (source de traduction : Word reference).

¹¹ Au moment des attentats du 11 septembre 2001, il y a par ailleurs eu un regain d'intérêt pour les études sur le terrorisme avec tout un débat entre auteurs, entre ceux qui pensent qu'on est entré dans un nouveau terrorisme et ceux qui soulignent la continuité de cet attentat avec les formes anciennes (Boubekeur, 2010 ; Lazar, 2017).

centrée vers la seule préparation des actes terroristes, « la lutte anti-terroriste se donne désormais pour objectif de remonter plus en amont dans les différentes étapes du passage des individus à la violence politique ». La sémantique actuelle tend à glisser du champ du terrorisme à celui de la radicalisation, car il permet un élargissement de la menace et des cibles de l'action publique, en matière de prévention du terrorisme (Guibet Lafaye, 2016a). La figure du danger devient plus indéterminée, puisque c'est l'intentionnalité de l'acte qui prime sur l'acte violent en lui-même (*Ibid.*). Ce même déplacement de regard est opéré dans les recherches sur la violence politique et l'engagement radical : en abordant le terrorisme sous l'angle de la radicalisation, le chercheur porte son regard « en amont du passage à l'acte, dans les différentes étapes qui en jalonnent et en constituent le processus ». (Brie, Rambourg, 2015, p. 9.)

L'apparente nouveauté de la présence importante des jeunes dans le processus de radicalisation

De même, l'affirmation par de nombreux auteurs de la nouveauté de la radicalisation des adolescents et des jeunes adultes tel, par exemple, Daniel Oppenheim, psychologue, qui souligne qu'« il faut être prudent car la question est nouvelle » (2017, p. 164), doit être relativisée. L'âge a été convoqué comme variable d'interprétation bien avant, lors des mouvements anarchistes du XIX^e siècle ou des contestations étudiantes de Mai 1968. Comme le souligne également Laurent Lardeux, si la jeunesse, a été « essentiellement perçue dans les années 1960-1970 comme une catégorie contestataire des valeurs morales de la société, elle est progressivement pensée depuis la fin des années 1970 à partir de sa position sur le marché de l'emploi et dans une dimension qui privilégie davantage les valeurs individualistes que collectives » (2016, p. 109). Ces dernières années, les jeunes ont été perçus comme apathiques en termes de vote. Rejetant un militantisme à « l'ancienne », fondé sur la longue durée et la remise de soi, ils seraient, dans un militantisme « distancié », affranchis des organisations partisans. Leur engagement dans la sphère associative à l'image d'un *post-it* (Ion, 1997) serait volatile. Plusieurs auteurs ont montré la faiblesse empirique de ce passage historique, constatant que divers degrés d'engagement militant ont toujours coexisté à l'intérieur d'une même organisation comme par exemple le Secours populaire qui, dès les années 1950, tentait de fidéliser les membres aux engagements plus instables (Brodiez, 2004). Aujourd'hui, au sein de la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France (CIP-IDF), des membres soulignent combien leur engagement est accapareur de temps et d'énergie (Mathieu, 2008). Comme l'affirme Laurent Lardeux, « plus qu'un passage historique du "total" au "distancié", c'est donc davantage de coexistence de ces deux formes, ou de passage alternatif de l'un à l'autre dans le cours d'une même carrière militante qu'il semble plus juste pour ces auteurs de rendre compte » (2016, p. 111).

L'actualité récente nous rappelle qu'une partie de la jeunesse rêve bien au contraire d'un ancrage total dans une cause, dans des utopies absolutistes, dans un « furieux désir de sacrifice » (Benslama, 2016a). La jeunesse de cette radicalisation est particulièrement mise en avant dans le cas du djihadisme, ce qui fait dire à des auteurs comme Margarita Bizina et David Gray (2014) que la radicalisation de la jeunesse, en particulier en Europe occidentale et en Amérique du Nord, est en train de devenir l'une des menaces les plus importantes du terrorisme international dans le monde

d'aujourd'hui. D'autres auteurs comme Anne Muxel (2012) ou Michel Fize (2016) constatent une montée des extrêmes chez les jeunes. Camille Peugny et Cécile Van de Velde témoignent également d'un retour à la radicalité des jeunes. Dans une enquête¹² « Génération quoi ? », sur les 18-34 ans, à laquelle ils ont participé pour France Télévisions, ils concluent que parmi les 210 000 participants, 61 % se disent prêts à se révolter¹³.

Pour autant, dans le champ scientifique, la jeunesse de cette radicalisation est peu étudiée comme objet principal au profit d'une analyse plus générale sur la radicalisation en tant que telle. La grande difficulté de cette recension a été de trouver une littérature qui associe directement les deux champs, celui de la jeunesse et celui de la radicalisation. En effet, la majeure partie des travaux recensés parlent des jeunes comme constituant une part importante des groupes radicaux qui se situent à la marge de l'échiquier politique sans l'approfondir ensuite. Les profils des militants sont en toile de fond sans être objectivés. Dans de nombreux articles, la mention de l'âge est tout simplement effacée au profit de l'entité « personnes radicalisées », ou « femmes » entrées dans telle ou telle organisation islamiste par exemple, ou bien les profils sociaux des individus engagés dans des causes et organisations radicales sont tout simplement omis. Les chercheurs se focalisent sur le processus de radicalisation tentant d'en cerner les principales étapes, de la « pré-radicalisation » à l'« embrigadement ». C'est donc tout l'intérêt de cette revue de littérature que d'inviter à croiser ces champs. Dans la lignée des travaux qui ont décloisonné sociologie de la violence et sociologie de l'action collective (Della Porta, 1995 ; Crettiez, Mucchielli, 2010 ; Sommier, 2012) extrayant ce phénomène de l'extra-ordinarité et de la pathologisation, il s'agit alors de réaliser, dans le cadre de ce travail de recension des travaux sur la radicalisation des jeunes, le mariage fécond des sociologies de la jeunesse et de la radicalisation pour penser le phénomène des diverses formes de radicalisation dans lequel des jeunes sont impliqués. De même, selon Didier Bigo et *al.*, la radicalisation des jeunes ne doit pas être déconnectée de son contexte social et politique. Elle doit être étudiée dans le cadre plus large de la sociologie des conflits et de la violence (2014). Nous allons donc élargir cette revue de littérature aux textes issus de la sociologie des conflits et de la violence qui abordent, à plusieurs reprises, les jeunes même si ces derniers ne sont pas au cœur de leur problématique.

Mais comment comprendre les difficultés d'appréhension de l'importance de la jeunesse dans les processus de radicalisation ? Ces difficultés s'expliquent comme nous allons le voir par deux types d'obstacles : épistémologiques et méthodologiques.

¹² France Télévisions et différents autres médias européens ont lancé une grande enquête « Génération quoi ? » visant à dresser le portrait de la jeunesse âgée entre 18 et 34 ans à laquelle des scientifiques ont participé. <http://generation-what.francetv.fr/>

¹³ www.lemonde.fr/emploi/article/2014/02/25/frustree-la-jeunesse-francaise-reve-d-en-decoudre_4372879_1698637.html

Des difficultés épistémologiques à penser la radicalisation des jeunes

Enjeu de définition de la notion de radicalisation

Les difficultés auxquelles se confrontent les chercheurs pour nommer le phénomène de la radicalisation proviennent du fait que, comme la violence ou le terrorisme¹⁴, c'est une catégorie à la fois performative, normative et stigmatisante qui « met en jeu les frontières du légitime et de l'illégitime, du tolérable et de l'intolérable » (Lavergne, Perdoncin, 2010, p. 6).

La notion de radicalisation est fortement décriée, énoncée comme un concept fourre-tout, relativement flou et appartenant avant tout au langage politique. Elle répondrait à un besoin de simplifier un phénomène éminemment complexe, celui du passage à la violence politique de jeunes musulmans européens, en le réduisant à une série d'étapes, de processus et de facteurs qu'on pourrait facilement décrire (Ragazzi, 2014). Certains d'ailleurs proposent même de se « débarrasser de cette notion devenue hégémonique » (Mauger, 2016, p. 94) ou de n'utiliser que le concept de violence. D'autres souhaitent adopter une perspective plus large que celle de la radicalisation en mobilisant le terme de radicalité, qui « dépasse largement celle de la violence (même si elle l'englobe) » (Dufour et al., 2012, p. 7). La notion de radicalité leur semble également plus précise quand on part du sens littéral donné à la « radicalité », à savoir une analyse politique qui s'attaque « à la racine » (*ibid.*, p. 7). Ils s'intéressent alors à la résurgence de la radicalité dans nos sociétés démocratiques et aux processus de radicalisation qui les engendrent.

Toutefois, pour une partie des auteurs recensés (Borum, 2011a et b ; Crettiez, 2011a et b ; 2016), le terme de radicalisation a une portée heuristique malgré son caractère flou car il a permis de ne pas s'intéresser uniquement aux causes du phénomène radical et de mettre beaucoup plus l'accent sur les processus.

Au-delà de ce débat sur l'utilité ou non de la notion de radicalisation, c'est la définition et les contours de cette notion qui sont débattus entre chercheurs. « Radicalité », « radicalisme », « extrémisme », « violence », « terrorisme » sont les termes le plus souvent associés à « radicalisation ». La connexion ou non entre ces termes pose question. Dans l'hypothèse d'une connexion, les termes sont souvent rendus synonymes. Ainsi, certains auteurs associent à la violence la radicalisation, dans laquelle un individu imprégné par une idéologie extrémiste aurait recours à la violence. La définition qui semble faire le plus consensus actuellement dans la littérature est celle de Farhad Khosrokhavar pour qui c'est la conjonction de l'idéologie radicale et de l'action violente¹⁵ qui permet de parler de radicalisation. Il la

¹⁴ Ces termes ont également subi les mêmes réflexions critiques que celui de radicalisation. Voir sur ce point les travaux de Donatella Della Porta, l'une des plus grandes spécialistes des luttes armées d'extrême gauche en Allemagne et en Italie. Elle a rejeté le terme de terrorisme au profit de celui de violence politique (2013). Voir également l'article d'Ami-Jacques Rapin (2008), qui tente de définir la notion de terrorisme au regard des sciences sociales, ou plus récemment l'ouvrage de l'historienne Jenny Raflik (2016), qui retrace dans la première partie de son livre, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, l'histoire du terme « terrorisme ».

¹⁵ Selon Farhad Khosrokhavar, la conjonction entre pensée extrême et action violente est également soulignée par des auteurs comme Gérard Bronner (2009), *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*.

définit comme le « processus par lequel un individu, un groupe, adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel » (2014a, p. 7-8). À partir d'une recension des différents travaux portant sur les mouvements sociaux et la violence politique et de ses propres travaux empiriques sur les acteurs des mouvements nationalistes corses et basques et dernièrement djihadistes, Xavier Crettiez définit également en trois éléments la radicalisation : sa dimension évolutive ; l'adoption d'une pensée sectaire ; l'usage de la violence armée (2016).

Dans le cadre d'études qui tentent de cerner des modèles de radicalisation, il y aurait ainsi des passages entre radicalisme, extrémisme, violence et terrorisme¹⁶. Pour Younous Lamghari, par exemple, le terrorisme est l'étape ultime du processus de radicalisation (2015, p. 6).

Pour d'autres auteurs en revanche, il faut bien distinguer ces termes : la radicalisation politique et religieuse n'engendre pas forcément l'action violente (Ragazzi, 2014) ou terroriste. Didier Bigo et *al.* (2014) soulignent que l'on ne doit pas concevoir la radicalisation comme une forme de pré-terrorisme. Il n'y a pas de linéarité dans le processus. Selon Randy Borum (2011b), il est important que le chercheur dissocie le processus d'adoption d'une idéologie radicale, la radicalisation en tant que telle, du processus d'engagement dans l'action violente. Ainsi, il faut étudier la radicalisation idéologique indépendamment du passage à l'acte violent. Toutefois, si l'on s'intéresse à ce passage de l'un à l'autre il faut spécifier qu'on s'intéresse à la « radicalisation violente ». Comme le constate Benjamin Ducol, « pour ces auteurs, radicalisation et engagement clandestin violent ne peuvent et ne doivent pas être traités comme synonymes. Il convient donc de distinguer, d'un côté, une radicalisation cognitive et, de l'autre, une radicalisation comportementale » (2015a, p. 137). Selon Xavier Crettiez (2016), le lien entre adoption d'une idéologie radicale et engendrement de la violence est beaucoup plus posé en Europe que dans le monde anglo-saxon. Le traumatisme des grands récits totalitaires induirait plus fortement un lien de causalité (*Ibid.*).

Dans ce débat tranché, Benjamin Ducol tente de dépasser cette binarité des prises de position en affirmant qu'il est tout autant problématique de postuler une causalité déterministe entre, d'un côté, croyances radicales et, de l'autre, engagement violent, que de nier qu'il puisse exister une quelconque forme de causalité entre croyances et engagement extrémiste : « Dans la mesure où toute action humaine dérive d'un système de croyances internalisées par l'individu qui oriente *in fine* ses intentions et ses actions, il semble irréaliste de vouloir comprendre les processus d'engagement dans le militantisme extrémiste en occultant toute référence à ces dimensions cognitives. » (Ducol, 2015a, p. 139.)

La radicalisation est également pour certains auteurs à distinguer du radicalisme ou de la radicalité qui relèvent de la revendication de changements politiques par le biais de l'action militante, afin de susciter une alternative. Des auteurs ont également tenté de distinguer le radicalisme de l'extrémisme (Schmid, 2013). Le radicalisme peut composer avec une société démocratique à la différence de l'extrémisme. Les acteurs

¹⁶ Différents auteurs ont élaboré des modèles schématiques du processus de radicalisation pour certains d'entre eux conçus comme des étapes : le modèle de de Sageman (2004) ; de Wiktorowicz (2005) ; de Stahelski (2005) ; de Moghaddam (2005) qui utilise la métaphore de l'escalier pour décrire le cheminement d'un individu dans l'action violente ; etc. Voir sur ce point le rapport du CIPC rédigé par Cauchy *et al.* (2015) et l'ouvrage de synthèse de Born, Glowacz (2017) qui développent ces différents modèles.

politiques extrémistes ont tendance à ne pas tenir compte de l'état de droit et à rejeter le pluralisme dans la société (*Ibid.*). Si on regarde l'histoire, Alex P. Schmid constate que le terme de « radical » avait une acception positive. Déjà utilisé au XVIII^e siècle et souvent lié aux Lumières et aux révolutions française et américaine de cette période, il s'est répandu au XIX^e siècle à travers des partis qui défendaient un programme politique prônant des réformes sociales et politiques approfondies, porteuses de progrès.

La radicalisation violente se doit d'être également distinguée du terrorisme. La « radicalisation violente » est différente du terrorisme en ce qu'elle ne revêt pas pour certains groupes un caractère « aveugle » visant des populations civiles anonymes.

Un cloisonnement des champs de la sociologie de la radicalisation et de la jeunesse : entre éclatement des interprétations, essentialisation ou omission de cet âge de la vie

La difficulté d'appréhender la radicalisation des jeunes réside également dans le fait que d'une part, la sociologie de la jeunesse n'investissait pas jusque-là cette question. D'autre part, ceux qui travaillaient sur les questions de violence politique et de terrorisme ne se préoccupaient pas des jeunes spécifiquement. Les spécialistes de chaque champ réinvestissent actuellement la question de la radicalisation sans mobiliser les théories en question issues de l'autre champ. Le cloisonnement est toujours fort⁴⁷.

Si « l'ampleur des contestations juvéniles des années 1968, a placé l'âge au cœur des interprétations » (Sommier, 2016, p. 16), la jeunesse est à nouveau convoquée pour les attentats récents en France, sans qu'elle ne soit problématisée en tant que telle. Comme groupe et rapport social, elle pose problème en termes de définition et ne fait pas consensus. La question de la radicalisation de jeunes n'est pas problématisée spécifiquement dans la sociologie de la jeunesse, par peur d'essentialiser cette période de vie comme radicale. « De tout temps la jeunesse a été considérée comme une période de la vie favorable aux excès et à la radicalisation » (Muxel, 2012, p. 23), en raison de sa disponibilité biographique, du caractère entier de son comportement et de l'impatience, comme dispositions favorables. Les chercheurs qui étudient le comportement politique des jeunes se représentent toujours la jeunesse comme une période d'excès dans une oscillation constante entre retrait ou radicalité, apathie ou passion (Sommier, 2011).

Cette essentialisation d'une jeunesse comme nécessairement radicale se retrouve cependant aujourd'hui dans certains paradigmes d'interprétation des jeunes engagés dans le djihad. Les champs disciplinaires qui abordent le plus directement cette question de la radicalisation des jeunes sont actuellement la psychologie et la psychanalyse (Gutton, 2015 ; Epstein, 2016 ; Douville, 2016a ; Douville,

⁴⁷ Le cloisonnement des études sur le terrorisme avec d'autres champs est une constante par ailleurs, en dehors même de la question des jeunes. Les chercheurs qui étudient le radicalisme islamiste maintiennent encore des frontières étanches avec les autres champs des sciences sociales, créant une « djihadologie » équivalant à une soviétologie de l'époque (Bonelli, 2017). Dans ce champ, il y aurait trois approches principales : l'école néo-orientaliste qui considère que la radicalisation est une résurgence rigoriste de l'islam traditionnel ancien ; l'approche sécuritaire qui n'aborde la radicalisation que sous l'angle du terrorisme ; l'approche sociologique qui intègre la dimension historique, politique, culturelle et sociale dans l'analyse des militants (Belaala, 2008, p. 5 ; Damasin d'Arès, 2016, p. 18).

Sélim, 2016b ; Benslama, 2016a, 2016b ; Bertrand, 2017 ; Bazex *et al.*, 2017 ; Jaccard, 2017 ; Vasile, Karray, 2017) alors même qu'ils accusaient jusque-là un retard certain dans l'investissement de la question de la radicalisation au regard des sciences sociales, en particulier de la science politique¹⁸. Cela s'explique historiquement par un champ structuré autour de la psychologie de l'adolescence (à partir des années 1910) beaucoup plus tôt que la sociologie de la jeunesse (à partir des années 1950). Selon Gérard Mauger, la sociologie de la jeunesse a longtemps été considérée comme une « sous-discipline mineure » (1994, p. 271), en raison des difficultés à définir la jeunesse comme un groupe d'âge. Par ailleurs, en tant que propriété de l'individu, la catégorie jeunesse « a été longtemps abandonnée à la psychologie » (*ibid.*, p. 273). Agnès Roche constate également qu'en France, « la définition problématique de la catégorie « jeunesse » a longtemps été un frein au développement de ce champ d'études, qui demeure fortement tributaire des préoccupations politiques et sociales » (2006, paragr. 1).

Par ailleurs, pendant longtemps on n'étudiait pas la participation politique et sociale des jeunes (Pugeault *et al.*, 2004), mais plutôt leur marginalité et/ou leurs pratiques culturelles. Les travaux d'Anne Muxel (2011), d'Isabelle Sommier (2011) qui se questionnent sur le lien entre âges de la vie et diverses formes de politisation sont précurseurs d'analyse féconde. De même ceux de Vincent Tiberj dans son livre, *Les citoyens qui viennent* (2017), apportent des éléments de compréhension sur les évolutions du rapport au politique en termes générationnels à partir de la méthode des cohortes. Il constate que la question du renouvellement générationnel « a trop longtemps été laissé au second plan des analyses de sociologie politique, principalement à cause du primat de l'âge dans les représentations sociales, journalistiques, politiques et scientifiques » (Tiberj, 2017, p. 255). Voulant montrer que les cohortes de citoyens se suivent mais ne se ressemblent pas parce qu'ils sont socialisés à des environnements différents, il met en évidence le passage des « déférents », aux « distants », attitude caractérisée par la nouvelle génération plus protestataire. Les « déférents », électeurs nés avant 1941, s'en remettent aux élites politiques. Soumis aux figures de l'autorité, réservés à l'égard de la manifestation et autres actions protestataires, le vote est, pour eux, un devoir. De leur côté, « les distants », sont majoritairement les post-babyboomers, nés après 1961. Ils sont les plus ouverts aux moyens d'actions les plus durs. Ainsi, comme cet auteur le synthétise : « Pour faire simple, qu'il s'agisse de pétitionner, boycotter, manifester ou de recourir à des moyens d'actions plus durs, parfois à la limite de la légalité, plus une cohorte est née récemment, plus ses membres ont de chance de les reconnaître comme des manières normales de s'exprimer en politique et pourront les utiliser » (*ibid.*, p. 146).

Anne Muxel souligne que si l'extrémisme politique de nature idéologique ne concerne qu'une faible minorité de jeunes, « le lien entre jeunesse et extrémisme politique n'est donc ni univoque, ni évident, en tout cas dès lors que l'on cherche à le saisir dans la sphère de représentation politique et dans l'ordre de la politique conventionnelle » (Muxel, 2012, p. 34). Toutefois, elle avoue que cette scène-là n'est sans doute pas la plus significative pour saisir les comportements comme les choix extrémistes en politique. « Les groupuscules engagés dans des actions radicales et violentes, qu'il s'agisse par

¹⁸ Indépendamment de la question des jeunes, dans la littérature anglo-saxonne, Peter Neumann et Scott Kleinmann (2013) constatent que, sur 260 publications recensées sur la radicalisation entre 1980 et 2010, 36 % sont issues du champ de la sociologie et 23 % des sciences politiques tandis que seulement 7 % proviennent de la psychologie.

exemple des Autonomes à l'extrême gauche ou des Skinheads à l'extrême droite, recrutent leurs membres au sein de la jeunesse. » (*Ibid.*)

Les travaux d'Isabelle Sommier sont sur ce point centraux. Pour éviter l'écueil de l'essentialisation, elle invite à contextualiser les données en combinant temporalité historique, générationnelle et individuelle dans l'interprétation de l'implication de l'âge en politique. Elle montre que si la rébellion juvénile des années 1970 a été vue sous un angle positif de transformation sociale et d'émancipation par les chercheurs, les formes contemporaines radicales de protestation et d'engagement radicaux sont le plus souvent énoncées aujourd'hui sous un angle négatif. Comme elle le constate, « la représentation d'une lutte des places opposant les générations rebondit sous une face bien plus sombre à la fin du siècle, jusqu'à réactiver la figure de la classe dangereuse incarnée par le jeune de banlieue, celui-là même qui constituera le principal vivier de recrutement du djihadisme, avant que celui-ci ne séduise à leur tour, à partir de 2013, les enfants de classes moyennes » (2016, p. 68).

Obstacles méthodologiques

Au-delà des obstacles épistémologiques nombreux, les obstacles méthodologiques expliquent également la faiblesse numérique des travaux sur la radicalisation des jeunes. Comme des travaux ont pu le démontrer dans le cas de la violence politique (Bugnon, Lacroix, 2017), on peut noter trois types de difficultés méthodologiques : la quantification du phénomène, les sources mobilisées et l'accès au terrain.

La quantification du phénomène

Il n'existe pas pour le moment de quantification nationale de la radicalisation pour l'ensemble des jeunes de la population générale. Les études sont essentiellement qualitatives. La recherche VIORAMIL¹⁹ financée par l'Agence nationale de la recherche (ANR) comptabilise actuellement les actions violentes en France – mais pas le profil des acteurs qui les réalisent –, en constituant une base de données (ce qui est malgré tout inédit en France par rapport aux pays anglo-saxons). Des enquêtes quantitatives, même s'il ne s'agit pas directement de radicalisation, étudient l'adhésion des jeunes à la radicalité politique et religieuse. Ainsi, Olivier Galland, Anne Muxel et leur équipe (2018) ont interrogé 7 000 lycéens pour mieux comprendre les facteurs d'adhésion des jeunes à la radicalité politique et religieuse. Sébastien Roché, quant à lui, dans le cadre d'une recherche en Europe et aux États-Unis sur « les adolescents et la loi » a pu appréhender la « pré-radicalisation » de certains jeunes dans son enquête auprès de 9 200 adolescents français, dans les Bouches-du-Rhône, de mars à juin 2015.

Les chiffres dont on dispose actuellement sur la radicalisation des jeunes à proprement parler sont assez disparates ; ils se focalisent sur le djihadisme et proviennent des dispositifs d'action publique de

¹⁹ Le projet ANR VIORAMIL (Violences et radicalités militantes en France des années 1980 à nos jours) coordonné par l'historien François Audigier est constitué d'une quarantaine de chercheurs. Il vise : 1) à construire un corpus statistique encore inédit répertoriant tous les faits de violences militantes commis en France depuis le milieu des années 1980 ; 2) à étudier les modalités de radicalisation violente et le fonctionnement de ces organisations radicales ; 3) à analyser la construction par les médias de ces phénomènes de violence militante ; 4) à analyser la gestion par les pouvoirs publics (police, justice) de ces violences et radicalités militantes. Voir <http://vioramil.univ-lorraine.fr/>

« déradicalisation » (chiffres de signalement issus notamment du numéro vert « stop djihadisme » ou du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam [CPDSI] ou du renseignement, tels que le fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste [FSPRT], ou celui de la Chancellerie pour les détenus ou encore celui de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste [UCLAT]). Ils présentent de nombreux biais et ne rendent pas compte de l'effectivité de cette radicalisation. Après évaluation des signalements de voisins ou de proches par exemple, une partie d'entre eux se sont révélés non fondés dans le cas du numéro vert. Pour le CPDSI de Dounia Bouzar, les jeunes dont les parents sont fortement mobilisés dans la protection de leur enfant sont surreprésentés. Pour disposer de chiffres fiables, il faudrait établir de grandes enquêtes démographiques dont l'échantillonnage serait représentatif.

Offrant donc souvent un regard indirect par le biais de sources judiciaires et policières (Lacroix, 2011), l'analyse de la radicalisation politique et religieuse pose la question des sources.

Les sources mobilisées : la faiblesse des sources de première main

La plupart des travaux ne se basent pas sur le recueil de la parole des jeunes. En raison de la faiblesse des travaux académiques, les écrits journalistiques et les témoignages occupent une place importante dans la littérature sur le sujet, ce qui n'est pas sans poser question quand les écrits universitaires font appel à ces sources de seconde main, entretenant ainsi une certaine confusion des genres entre écrits académiques, journalistiques, militants, policiers. Ce sont le plus souvent le travail et les représentations des institutions pénales en tant que telles et non l'expérience et les trajectoires réelles des acteurs engagés dans l'action politique radicale que les chercheurs saisissent. De nombreux articles n'interrogent pas directement ces jeunes mais vont s'appuyer sur des trajectoires des jeunes djihadistes décédés ou ceux arrêtés, données par la presse. Dans son éditorial du dossier « Le passage par la violence en politique » de la revue *Cultures et conflits*, Laurent Bonelli constate sur ce point, à l'appui notamment des travaux de Silke (2008a), que la majorité des travaux sur la violence politique n'utilise que des sources de seconde main. Seulement 1 % des recherches sont basées sur des entretiens (Bonelli, 2011).

Accès au terrain

Quand les chercheurs ont pu réaliser des entretiens avec les acteurs directs de la violence, les difficultés se posent pour recueillir le matériau biographique selon la nature et le contexte des interactions dans lesquels l'enquêteur et l'enquêté se situent. Au niveau qualitatif, des chercheurs n'ont bien souvent réussi qu'à recueillir au maximum une quinzaine de cas, en particulier ceux qui étudient la radicalisation violente, ce qui pose problème dans la représentativité des acteurs interrogés. La généralisation des données est difficile. Et ceci n'est pas propre au terrain djihadiste. Comme peut le constater Hugo Patinaux dans le cas de la mouvance autonome, « il n'existe pas encore de données précises sur la sociologie, la composition de la mouvance autonome. Les seules sources mobilisables sont celles de la police mais elles s'avèrent impossible à exploiter pour la période récente » (2017, p. 149, note de bas de page 57). De même, il souligne que l'« affaire Tarnac », dans laquelle neuf jeunes issus de la mouvance anarcho-autonome, vivant dans un village corrézien, ont été accusés de

sabotage de chemins de fer, a eu pour effet de rendre encore plus périlleux l'accès aux individus, en raison de la méfiance accrue des autonomes envers le monde extérieur. La majeure partie des chercheurs qui travaillent sur ce type de sujet soulignent de façon récurrente leur difficulté d'accès au terrain. L'activité du chercheur peut être mise à mal autant par l'État²⁰, que par le milieu enquêté, qui peut menacer physiquement le chercheur, en particulier dans le cas d'études sur des groupes ou partis d'extrême droite tels que les skinheads ou le Front national.

Certains travaux parmi les plus récents tentent d'interroger directement les jeunes et de façon plus conséquente, tels que les travaux du CEIS (150 entretiens auprès de radicaux islamistes violents et non violents). Dans une majeure partie des enquêtes portant sur la radicalisation violente, en raison des difficultés d'accès au terrain, ce sont majoritairement les jeunes pris en charge par les dispositifs d'action publique de prévention qui sont interviewés. Si ces enquêtes ont toutes leur pertinence, elles ne rendent compte que d'une seule partie des profils de cette radicalisation. Par ailleurs, pour avoir accès aux trajectoires des jeunes, certains chercheurs n'interrogent que les associations de parents qui ont vu leurs enfants se radicaliser dans le djihadisme. Ils travaillent alors bien souvent à partir de paroles rapportées.

Selon Laurent Bonelli, les difficultés de l'enquête n'expliquent pas tout. Les frontières poreuses entre monde universitaire, services de renseignement, expertise publique, jouent également dans l'appréhension de ce phénomène, ce qui a pour conséquence de fournir davantage « une aide à la décision politique face à un péril présenté comme particulièrement menaçant que de se montrer attentif aux dynamiques du conflit » (Bonelli, [2011] 2017, p. 7).

Objectifs et éléments de construction de cette revue de littérature

Principales questions posées par cette recension des travaux existants

Comment la radicalisation politique et/ou religieuse des jeunes a-t-elle été appréhendée historiquement et dans ses formes contemporaines ?

L'enjeu de cette revue de littérature est de recenser les recherches portant sur les jeunes engagés issus des pays occidentaux, surtout européens, dans des organisations radicales pouvant déboucher sur l'action violente ou terroriste.

Méthodologie utilisée pour la revue de littérature

Les mots clés utilisés sur les sites *Google scholar*, *Cairn*, *Bib cnrs*, *ScienceDirect* sont : jeunes, jeunesse, engagement radical, radicalisation, violence, radicalisation violente, djihadisme, extrême droite,

²⁰ Voir sur ce point l'interview de Thierry Dominici dans le Carnet de l'Association française de sociologie, dans lequel il témoigne de sa garde à vue et de la saisie de son ordinateur qu'il a vécues durant son doctorat : « Des sciences sociales sous surveillance. Récit d'une enquête sociologique interrompue par un juge d'instruction », propos recueillis par Sylvain Laurens le 2 mars 2016 : <https://afs.hypotheses.org/108>

extrême gauche. Leur traduction en langue anglaise a été également effectuée dans les différents moteurs de recherche (prenant autant le terme de *radicalisation* que sa forme américanisée *radicalization*). Nous avons pris en compte tout d'abord les articles qui abordaient directement cette question de la radicalisation des jeunes de 2001 à 2017. La date de 2001 a été choisie au regard du premier attentat islamiste d'envergure dans les pays occidentaux (11 septembre). Comme nous l'avons précédemment évoqué, les auteurs constatent néanmoins qu'il faut attendre les attentats de Londres en 2005 pour que le monde de la recherche et les pouvoirs publics s'emparent de cette question en Europe. Cela s'expliquerait en grande partie par le fait que les djihadistes des attentats du 11 septembre 2001 provenaient de l'extérieur des États-Unis, alors que ceux de Londres étaient des jeunes issus de la société anglaise. L'intérêt pour cette question sera encore plus tardif en France.

Mais compte tenu du peu de travaux qui appréhendent la question des jeunes comme objet principal, nous avons élargi le propos aux travaux qui parlent de la violence politique ou de la radicalisation ou d'actions de mouvements radicaux, dans lesquels la composante jeune est majoritaire même si cela ne fait pas l'objet d'une réflexion sur l'âge et la radicalisation.

Nous nous sommes cantonnés à la littérature scientifique francophone, provenant de France, de Belgique et du Québec, essentiellement. Des textes anglo-saxons considérés comme majeurs dans la littérature ont également été intégrés. Toutefois cette revue de littérature ne prétend pas à l'exhaustivité.

Nous avons fait le choix de recentrer notre revue de littérature sur l'implication des jeunes Européens dans les mouvements radicaux et radicaux violents, en raison d'une interpellation forte des pouvoirs publics sur ces jeunes qualifiés de « maison ». Toutefois, signalons qu'une littérature existe sur la radicalisation des jeunes dans différents pays comme l'Indonésie (Ramakrishna, 2016), le Pakistan (Haque, 2014), le Kenya (Botha, 2013 ; Mwangui, 2017), la Tunisie (Sellami, Haj Sallem, 2016), mais cela nécessiterait un rapport en soi.

De plus, il nous a paru intéressant d'étudier les jeunes issus de la société française car durant de nombreuses années, on a pu observer, pour les travaux sur la violence politique, une certaine exotisation de cette question par le biais d'une fascination de l'ailleurs. Autrement dit, les travaux sur la violence politique semblaient plus légitimes et plus fréquents à propos d'autres espaces géographiques alors que les engagements radicaux violents en France n'avaient pas disparu après 1970 (Bugnon, Lacroix, 2017).

Nous avons également réalisé une recension pluridisciplinaire. De cette revue de littérature émerge l'idée que la radicalisation est un phénomène complexe qui ne peut pas être exploré à travers un seul facteur, d'où la nécessité de varier les points de vue disciplinaires. La revue s'appuiera donc principalement sur l'histoire, la science politique, la sociologie, quelquefois les sciences de l'éducation, mais nous ferons aussi de brèves incursions dans des domaines comme la psychiatrie et la psychanalyse qui ont tenté des explications de ce phénomène. Ces quelques travaux ont été sélectionnés parce que des sociologues et politistes les mentionnent comme variable explicative. En effet, de nombreux sociologues se tournent actuellement vers la psychologie sociale pour analyser le groupe radical en tant que tel, comme facteur de radicalisation, ou vers la psychanalyse pour appréhender la subjectivité des personnes engagées dans des organisations qui légitiment et/ou

réalisent des actions violentes. Toutefois, certains d'entre eux ont déjà mobilisé des concepts de ces disciplines dans le cadre de leur travail sur la violence politique, tels que celui de « forclusion de la violence politique » (Sommier, 1998), ou questionné le rôle des émotions dans les processus de radicalisation (Ducol, 2013 ; Sommier, 2015).

Il s'agira dans le cadre de cette revue de littérature de faire l'inventaire des différents points de vue, de penser les liens et oppositions qui existent entre les différents travaux, en mettant en évidence si c'est possible le cadre théorique auquel ils se réfèrent. Nous utiliserons le terme « radicalisations » au pluriel quand nous appréhenderons différentes formes et espaces de radicalisation. Nous l'utiliserons au singulier quand nous parlerons du concept en tant que tel.

Nous avons également fait le choix de ne pas nous cantonner à l'analyse de la radicalisation des jeunes entrés dans le djihadisme, mais de prendre en compte toutes les formes d'engagement radical au sein desquelles les jeunes sont présents : extrême droite, extrême gauche, islamisme, nationalisme, indépendantisme. Nous nous sommes appuyés sur la définition de Bertijan Doojse *et al.* (2016) qui décrivent cinq types de groupes radicaux. Leur typologie est nettement orientée sur les groupes dont les actions débouchent sur la violence et le terrorisme : 1) groupes séparatistes ou nationalistes ; 2) groupes d'extrême droite ; 3) groupes d'extrême gauche ; 4) groupes à objectif unique tels que ceux revendiquant la libération des animaux ou s'opposant à l'avortement ; 5) groupes à motivation religieuse. Pour autant, si nous mobilisons, dans le cadre de cette revue de littérature, des travaux portant sur des mouvements radicaux de différents espaces militants, dans lesquels les jeunes sont numériquement importants, les travaux sur les jeunes impliqués dans le djihadisme sont majoritairement recensés car le concept de radicalisation est le plus employé pour ce type de mouvements. Les chercheurs qui travaillent sur les groupes d'extrême gauche ou d'extrême droite emploient peu le concept de radicalisation, au profit du concept de radicalité, d'extrémisme. Il y a très peu de sujets « radicalisés » dans les autres travaux, mais des organisations militantes radicalisées, ce qui fait qu'il y a peu d'explications sur l'engagement de leurs membres dans des lectures très subjectivistes, comme peut l'être actuellement la lecture des djihadistes, bien souvent analysés comme le fruit du malaise identitaire d'une jeunesse en quête de sens face à la perte des grands récits politiques antérieurs – nous y reviendrons. Cela questionne l'importance des paradigmes scientifiques choisis dans l'explication d'un phénomène social et expliquera également notre focale sur les djihadistes, sans forcément entrer dans le jeu d'appauvrissement du concept.

Annnonce du plan

Nous soulignerons les grands thèmes qui ressortent de cette revue de littérature sur la question des radicalisations et des jeunes, tout en mettant en lumière les points de divergence qui en découlent. Ce sujet éminemment politique connaît en effet des interprétations divergentes en particulier sur les motifs et processus de radicalisation. À l'issue de cette analyse, nous établirons des pistes de recherche qui pourraient être développées au regard de nombreuses lacunes à la fois méthodologiques et théoriques qui existent au sujet des différentes formes de radicalisation des jeunes.

Nous dessinerons tout d'abord les contours de cette radicalisation des jeunes dressés dans les différents travaux de recherche nationaux comme internationaux en montrant leur focalisation sur la radicalisation des jeunes islamistes, leur mise en avant d'une diversification des profils de jeunes radicalisés en termes de milieux sociaux, de genre et de catégories d'âge, inscrivant ainsi ce phénomène dans une nouveauté illusoire. L'historiographie sur ce point nous rappellera combien ce phénomène s'inscrit dans le temps long et touche différents territoires idéologiques. La construction médiatique de cette jeunesse radicalisée fera également l'objet de notre analyse. Dans une seconde partie, nous recenserons les débats autour du processus de radicalisation des jeunes. Nous montrerons que la lecture de la radicalisation, en particulier violente, s'est complexifiée associant des lectures à la fois, structurelles, organisationnelles et individuelles. Les théories mobilisées sont néanmoins de plus en plus individualisantes, donnant ainsi une place plus grande aux lectures psychanalytiques et psychologiques de ce phénomène. Ce qui amène de plus en plus de sociologues à les intégrer dans leurs interprétations ou au contraire à fortement les critiquer en rappelant l'importance des facteurs plus structuraux et relationnels. Néanmoins, les interprétations sur les différentes formes de radicalisation de la jeunesse sont encore à l'état de défrichage : un champ de recherche qui associe clairement sociologie de la jeunesse et sociologie de la violence reste à construire pour éclairer cette présence majoritaire des jeunes dans ce phénomène de radicalisation.

1. MORPHOLOGIE DE CETTE JEUNESSE « RADICALISÉE »

De quelle radicalisation parle-t-on pour les jeunes ?

Dans cette partie, nous montrerons qu'actuellement c'est de la radicalisation religieuse des jeunes que l'on parle principalement. Les politiques publiques de prévention de la radicalisation se sont essentiellement tournées vers ce type de radicalisation, alors que d'autres formes existent, issues des mouvements d'extrême droite ou d'extrême gauche qui souhaitent se situer en marge de l'État dans un rapport antisystème. La sécularisation de notre société joue également dans cette focale portée sur les jeunes djihadistes. Le fait que des jeunes se tournent vers l'un des courants religieux les plus totalisants interpelle. Si pour certains auteurs, la frontière entre radicalisation politique et religieuse est fondamentale à maintenir dans les variables explicatives, pour d'autres elle n'a pas lieu d'être car le djihadisme est également une idéologie politique. La création d'un État islamique, le fait de toucher directement l'État français le prouvent. Cette surreprésentation dans les travaux scientifiques d'une jeunesse impliquée dans le djihadisme s'explique également par la focalisation des recherches sur l'une des formes de radicalisation : le terrorisme.

Une focalisation sur la radicalisation religieuse des jeunes

Les jeunes sont surtout pointés dans le cadre du djihadisme alors qu'il existe d'autres formes de radicalisation chez les jeunes. Comme le constate David Puaud, « bien que les actions radicales de groupuscules d'extrême droite telle que Génération identitaire, d'extrême gauche tels que les Black Blocs ou bien d'obédience séparatiste existent, le focus actuel sur la radicalisation est lié à l'islamisme » (2016, p. 243).

En effet, des films récents retracent la participation historique des jeunes dans des groupes prônant la lutte armée dans d'autres espaces militants que le djihadisme. Ainsi, *United Red Army* de Koji Wakamatsu, sorti en France en 2009, décrit de façon fictionnelle la prise d'otages réalisée en 1972 par des étudiants engagés dans l'Armée rouge unifiée (faction d'extrême gauche prônant la lutte armée et liée à l'Armée rouge japonaise – futur organe du terrorisme international des années 1970 et 1980). L'histoire de la Fraction Armée rouge a été mise en scène dernièrement au cinéma dans le film documentaire *Une jeunesse allemande* par Jean-Gabriel Périot²¹ en 2015. Récemment, le film *Une vie violente* (2017) de Thierry de Peretti a, quant à lui, décrit, à travers le personnage de Stéphane, le passage d'un jeune de la délinquance aux mouvements indépendantistes corses jusqu'à son entrée en clandestinité. De nombreux livres sont également sortis ces dernières années sur les différentes formes de radicalisation des jeunes. Mais comme le constate Laurent Bonelli, « ce regain d'intérêt reste toutefois modeste en regard de la prolifération des écrits sur le "terrorisme islamiste" qui accapare désormais l'essentiel de la discussion sur la violence politique » ([2011] 2017, p. 6). Andrew Silke constate que depuis le 11 septembre 2001, le terrorisme islamiste domine complètement ce champ

²¹ Sur ce point, voir l'analyse du film par François Albera, 2016.

d'étude. Des travaux existaient déjà dès les années 1990 sur ce type de terrorisme (14 % au début des années 1990, 23 % à la fin). Mais depuis le 11 septembre, près de 63 % de la littérature sur le terrorisme est consacrée ce sujet, presque deux articles sur trois (Silke, 2008b). Durant ces quarante dernières années, cet auteur affirme qu'il n'y a jamais eu une telle focalisation sur une seule catégorie de groupe terroriste dans la littérature sur le sujet (*Ibid.*). Il en est de même depuis les attentats en France, ce qui produit une surreprésentation des discours publics sur les jeunes djihadistes. Le paysage cinématographique n'est pas exempt de ce phénomène. Il a connu, dans un laps de temps court, un intérêt pour cette question de la radicalisation religieuse des jeunes. Les films tels que *Ne m'abandonne pas* (2015), *Made in France* (2015) – qui a connu des problèmes de distribution –, *Le ciel attendra* (2016), ou encore la pièce de théâtre belge *Djihad* de Ismaël Saïdi (2015) sont légions et fortement médiatisés. Les livres à destination de la jeunesse se sont également emparés de cette question : *Little sister* de Benoît Séverac (2016), *Ma meilleure amie s'est fait embrigader* de Dounia Bouzar et *Mes yeux se sont fermés* de Patrick Bard (2016) sont parmi d'autres la marque de ce soudain attrait pour la question d'une religiosité violente chez les jeunes. À l'instar de Marc Lazar (2017), qui tente de réfléchir à une possible comparaison entre les actes terroristes des années 1970 en Italie et ceux de 2015 en France, on peut tout d'abord expliquer cette focalisation par l'ampleur du nombre de cibles touchées par les actions djihadistes. Comme il le constate, « en dix-huit mois, la France compte donc entre 62 % du total des victimes italiennes en onze ans (fourchette basse) à 46 % (fourchette haute) en dix-huit ans. Cela donne une idée de l'intensité de violence en cours sur le territoire français. » (Lazar, 2017, p. 42). Pour autant, bien avant les attentats de 2015, Farhad Khosrokhavar soulignait déjà que si on peut se radicaliser au nom d'autres idéologies (du néo-nazisme à l'éco-terrorisme en passant par le pro-vie contre l'avortement, etc.), l'islam radical a été au centre de la majorité des études sur la radicalisation. Selon lui, « les attentats islamistes sont vécus en Europe et eux États-Unis comme plus menaçants que ceux procédant d'autres formes de terrorisme même si les chiffres disent le contraire » (Khosrokhavar, 2014a, p. 21-22). Il constate qu'à cette période en France et en Europe, le terrorisme djihadiste est minoritaire au regard des autres groupes armés en termes d'actions violentes et de personnes arrêtées. Ainsi, par exemple, en France, en 2011, Europol recense « 85 attaques séparatistes et 0 attaques djihadistes » (*Ibid.*, p. 12). Amel Boubekeur le constatait également dès 2010 en soulignant le caractère « démesuré » (Boubekeur, 2010, p. 32) de cette littérature, si l'on compare la quantité des écrits avec le nombre très faible d'actions relevant réellement de violences islamistes. Selon Farhad Khosrokhavar, « la radicalisation jihadiste n'est pas mise sur le même pied que celle du séparatisme régional ou de l'extrémisme politique en Europe, car le danger qu'elle représente n'est pas perçu de la même manière : le séparatisme est un phénomène considéré comme interne à la société, alors que l'islamisme radical est vécu comme externe, l'islam est encore pour la grande majorité, une religion non européenne » (Khosrokhavar, 2014a, p. 13). Pour autant, on remarque dans l'histoire les mêmes processus d'exotisation des phénomènes violents en France. À de nombreuses reprises, la violence politique a été perçue en France comme un phénomène importé. On a du mal à penser ce phénomène comme endogène à notre territoire (Bugnon, Lacroix, 2017). Le mouvement anarchiste du XIX^e siècle, ou dans une temporalité plus récente, les événements d'Action directe, des Blacks Blocs sont toujours considérés comme provenant d'influences extérieures à la France.

Cette concentration des regards sur la radicalisation religieuse des jeunes peut également s'expliquer par l'ampleur numérique de ceux partis combattre en Syrie et en Irak dont le nombre, au niveau

européen, est établi entre 3 000 et 5 000 depuis 2014, principalement des jeunes hommes selon Europol. Pour autant, là encore, Laurent Bonelli (2015) montre que depuis le XIX^e siècle, des individus d'autres pays ont rejoint des causes internationales, tels les brigadistes en Espagne, les révolutions sandinistes en Amérique du Sud. Il s'appuie sur les travaux du politiste américain David Malet (2013) qui a relevé leur présence entre des centaines et plusieurs dizaines de milliers dans plus de 20 % des guerres recensées entre 1816 et 2005.

Cette focale sur l'engagement des jeunes dans l'islamisme radical pourrait également s'expliquer par le fait que l'extrême droite ou les mouvements indépendantistes n'ont pas disparu mais se sont notabilisés, laissant la place à des mouvements plus gestionnaires, pas forcément moins radicaux, mais plus intégrés dans l'espace des institutions publiques (Crettiez, 2014, p. 10-11). Selon Xavier Crettiez, dans un article au journal *Le Monde* en 2010²², cet essoufflement du « régionalisme militarisé » substituant un nationalisme de protestation à un nationalisme de gestion, n'est pas seulement le signe de mutations récentes de la violence terroriste islamiste (11 septembre 2001, attentats de mars 2004 en Espagne, de 2005 en Angleterre), ces mouvements nationalistes étant largement dépassés par les modes d'action djihadiste. Ce nationalisme de gestion est également reconnu, encouragé par la construction de l'Union européenne, qui propose des outils institutionnels adaptés²³.

Par ailleurs, il y a encore des pans d'ombre sur la radicalisation des jeunes dans d'autres espaces religieux. La forte mobilisation d'une partie de la jeunesse catholique intégriste contre le mariage pour tous serait à éclairer par des travaux, pour le moment, presque inexistantes. Le travail inédit de Kevin Geay qui, par le biais d'une observation participante au sein du groupe parisien du mouvement de jeunesse Civitas, dépeint « l'apprentissage du goût pour la déviance intégriste », est parlant. Cette socialisation se réalise progressivement dès l'enfance en participant à des chorales de l'église intégriste Saint-Nicolas du Chardonnet, au mouvement apostolique ou de jeunesse comme les scouts intégristes. Attirés par un engagement susceptible de les marginaliser dans les sociabilités post-adolescentes, ces jeunes, environ une quarantaine, s'engagent pour « l'instauration de la Royauté sociale du Christ ». Kevin Geay (2014) raconte qu'ils occupent leur temps par la prière, l'étude de la doctrine du Christ Roy. Ils s'entraînent également « au combat dans la forêt, avant d'aller manifester sous les quolibets de passants ». (Geay, 2014, p.60). Cet auteur montre que l'hostilité et l'isolement dont ils font l'objet ne freinent en aucun cas leur engagement, bien au contraire, cela participe selon eux du sentiment de faire partie d'une élite aristocratique. De même, la Ligue de défense juive (LDJ), formation d'ultra-droite nationaliste, née au début des années 2000, lors de la deuxième intifada, qui comprendrait une dizaine de membres âgés de moins de 25 ans (Fize, 2016, p. 14), une centaine d'adhérents âgés de 18 à 35 ans selon son porte-parole²⁴, n'a à notre connaissance pas encore fait

²² www.lemonde.fr/idees/article/2010/04/29/ira-eta-flnc-l-agonie-des-illusions-militaristes-par-xavier-crettiez_681968_3232.html#hyQXZwvSYvylYL6y.gg

²³ Depuis les années 1990, le cadre législatif national français permet d'accroître le rôle des intercommunalités, jusqu'à voir par exemple la création d'une communauté d'agglomération du Pays basque en 2017, prolongeant sous un autre cadre juridique la revendication d'un département Pays basque jamais accordé. La démilitarisation du FLNC en 2014 et l'arrêt des violences de l'ETA à partir de 2011, son désarmement en 2017 porté par la société civile, ont accentué le mouvement dans ces territoires régionaux d'une certaine normalisation politique des revendications identitaires.

²⁴ www.liberation.fr/societe/2009/01/14/la-ligue-de-defense-juive-dement-etre-a-l-origine-de-l-agression-de-lyceens_302461

l'objet d'investigations scientifiques. Pratiquant des actions violentes, notamment des agressions physiques envers des personnes opposées à son mouvement ou d'origine maghrébine, la LDJ a seulement fait l'objet d'enquêtes journalistiques.

Présence toujours constante de radicalisation politique des jeunes dans d'autres territoires idéologiques

La radicalisation politique des jeunes a, quant à elle, toujours été prégnante et a même été constante dans certains espaces politiques au-delà de la « charnière grinçante » des années 1973-1974 (Zancarini-Fournel, 2008), qui voit l'utopie de l'espérance révolutionnaire s'estomper face à la crise économique et sociale. Nous allons ici peindre la palette de groupes politiques radicaux, dans lesquels les jeunes sont impliqués, que nous avons recensés dans différents travaux d'historiens, de politistes et de sociologues. Nous ne prétendons pas les rassembler tous mais il s'agit pour nous d'affirmer la persistance d'une jeunesse radicale dans différents territoires politiques à travers la présentation de quelques travaux majeurs. À l'instar de la recherche d'Anne Muxel sur l'extrémisme politique des jeunes (2012), nous ne nous empêchons pas de comparer les espaces extrémistes de gauche à ceux de droite tout en ayant conscience de projets politiques fortement opposés : accentuation du projet d'égalité entre hommes et femmes, anticapitalisme, internationalisme, autogestion pour les premiers ; pour les seconds, affirmation du principe d'inégalités entre les individus, attachement aux valeurs nationales, religieuses, xénophobie. Selon Anne Muxel, on ne doit pas s'empêcher de les comparer car « dans les deux cas, la démocratie comme le libéralisme sont remis en cause et plus ou moins dénoncés dans leurs principes comme dans leurs modes d'organisations et de fonctionnement » (Muxel, 2012, p. 24.).

Ainsi, la recherche d'Hugo Melchior (2017) constate que, dans les années 1970, les militants de la section rennais de la Ligue communiste qui utilisent des modes d'actions violents pour entrer dans des usines sont âgés de 18 à 25 ans. Cette section locale apparaît selon lui comme représentative de l'organisation nationale qui se caractérise, elle aussi, par la jeunesse de ses militants. Le travail de thèse de Federica Rossi (2011) sur la lutte armée en Italie confirme également le poids de la jeunesse au sein de différentes organisations clandestines d'extrême gauche des années 1970. Il en est de même de la violence politique d'Action directe qui a connu sa période d'activité de 1979 à 1986. Dans ses formes contemporaines, cet engagement juvénile radical à l'extrême gauche de l'échiquier politique, qu'elle prenne des formes violentes ou non, reste toujours présente. Les travaux de Simon Luck (2008) sur l'engagement libertaire ou ceux portant sur les mouvements altermondialistes présents dans les contre-sommets ou des forums sociaux européens (Agrikoliansky, Sommier, 2005) attestent la jeunesse de la composition des groupes étudiés. Dans ces formes plus violentes, des travaux sur les autonomes (Schiffres, 2008 ; Patinaux, 2017) ou sur les Black Blocs (Dupuis-Déri, 2016) affirment qu'ils réunissent également plutôt des militants jeunes, malgré les difficultés d'évaluer avec exactitude le profil sociologique dans cet espace militant. Il faut par ailleurs noter que bien avant la peur de l'islamisme en France, c'est « l'ultra-gauche » qui a été conçue comme une menace pour la République en 2008-2009 autour de l'affaire Tarnac. La presse française, à l'appui de sources policières, a brandi le « spectre d'un retour aux années de plomb » (Hamel, 2014, p. 449). « La panique morale » qui s'est développée autour de la dangerosité de « l'ultra-gauche » est retombée au bout

d'un semestre (Sommier, 2010). Le caractère « terroriste » de ces sabotages a été par ailleurs dernièrement écarté par la justice.

Il en est de même au sein de l'espace de l'extrême droite beaucoup moins étudié par ailleurs que celui de l'extrême gauche : dans sa recherche sur Génération identitaire, le mouvement de jeunesse des Identitaires, Emmanuel Casajus (2015), qui a étudié la fonction de leur usage de l'esthétique de combat, souligne que ce groupe politique, fondé en 2002, revendique aujourd'hui deux mille cinq cents membres. Samuel Bouron (2014), qui a réalisé, pendant un an, une observation participante au sein de cette même organisation, constate d'ailleurs que la manifestation de leur « radicalité » est devenue plus discrète en public. Dans son versant plus violent, depuis 2008 environ, dans la lignée des « naziskins » des années 1980 – connus pour leur extrême violence et leurs agressions d'immigrés, de militants d'extrême gauche et d'homosexuels –, Stéphane François constate dans la ville de Chauny et les communes limitrophes de l'Aisne, la présence d'adolescents et de jeunes adultes, skinheads, nommé les « gabberskins ». Ces derniers réalisent des actions violentes, telles que la dégradation de lieux de culte, des tags et des insultes à caractère xénophobe, des agressions et des rixes. Ils se réunissent autour d'une musique techno agressive et festive : la « gabber » (François, 2017). Dans son versant plus légaliste, le FN séduit de façon croissante une fraction de la jeunesse comme le confirme un nombre important de travaux sur les jeunes militants et votants de ce parti (Boumaza, 2002 ; Crépon, 2006 ; Fize, 2016). Ceci n'est pas propre à la France. Après les « années de plomb » des décennies 1970 et 1980 qui ont vu un terrorisme d'extrême gauche, l'usage de répertoires de mobilisation politique violents au sein des organisations et mouvements situés à l'« extrême droite » est particulièrement fréquent dans l'Italie des années 1990-2000. Stéphanie Dechezelles (2011) constate que les membres des organisations de jeunesse du parti Alleanza Nazionale ont été contraints ensuite d'abandonner la violence comme norme légitime de mobilisation et de convertir leurs ressources militantes agonistiques dans des pratiques euphémisées.

La *kale borroka*, violence juvénile de rue au Pays basque espagnol, apparue au début des années 1990, est en partie mise en œuvre par des jeunes indépendantistes basques. Pratiquant sabotage de distributeurs automatiques, incendies de bus, crevaison de pneus, affrontements avec la police, il s'agit pour eux de créer une tension permanente dans le quotidien d'une ville. Toutefois, selon Jérôme Ferret (2012), on ne saurait réduire cette guérilla urbaine au seul monde des nationalistes. Elle est également présente dans les milieux de jeunes politisés de la gauche protestataire, anarchiste espagnole mais aussi au sein de cette génération socialisée aux cultures alternatives comme le mouvement punk ou la Movida.

Dans d'autres contextes indépendantistes, des chercheurs ont montré que l'entrée au sein des différents groupes armés corses, des années 1980 jusqu'à leur dissolution au début des années 2000, s'explique par des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi d'une partie de la jeunesse diplômée, maintenue à l'écart du jeu politique insulaire monopolisé par des familles politiques aux pratiques clientélares ou claniques (Briquet, 1997 ; Dominici, 2017).

Il est important de noter pour cette jeunesse politique qu'on parle plus de radicalisation des organisations et des mots d'ordre que des individus car les schèmes d'interprétation scientifiques, comme nous l'avons déjà évoqué, n'étaient pas à l'époque aussi individualisants qu'aujourd'hui. Le

terme de radicalisation est tellement associé aujourd'hui aux jeunes djihadistes qu'on a du mal encore à l'employer pour d'autres types d'engagements, même quand on en retrace les différentes étapes d'entrée. À titre d'exemple, un jeune âgé de 21 ans issu de l'extrême droite vient d'être arrêté récemment pour préparation d'actes terroristes. Le journaliste du *Monde* qui a retracé son parcours dans un article intitulé « La croisade avortée de Logan N., ou l'histoire d'une tentation terroriste d'ultra-droite²⁵ », daté du 17 octobre 2017, ne l'énonce à aucun moment comme étant marqué par des étapes de radicalisation, alors qu'il décrit longuement son enfance jusqu'à aujourd'hui et son entrée progressive dans différents groupuscules prônant la haine des immigrés.

Une frontière poreuse entre radicalisation religieuse et politique dans le cadre des djihadistes

D'autres auteurs s'interrogent sur la nécessité de distinguer la radicalisation religieuse des jeunes de la radicalisation politique. Ainsi, Gérard Mauger (2016) est opposé à l'idée de comparer, comme le font une partie des sociologues et politistes aujourd'hui, les phénomènes de radicalisation politique (celle des brigadistes italiens, de la Fraction Armée rouge en Allemagne et d'Action directe) à ceux de la radicalisation religieuse, soulignant que tout les sépare, au niveau des fins poursuivies (sociétés sans classe pour les uns et État islamique universel pour les autres) et au niveau des cibles des attentats (proprement religieuses pour les djihadistes touchant les « mécréants »).

En revanche, le rapport de la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) sur « les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier », rédigé par Selma Belaala (2008), témoigne que la radicalisation islamiste n'est pas un phénomène religieux mais politico-idéologique car elle exprime « une nouvelle modalité d'appartenance politique et culturelle des jeunes déracinés en Europe » (p. 30). De même, Chala Beski-Chafiq *et al.* affirment que « le radicalisme islamiste, loin d'être porteur d'une intensification de la foi religieuse, constitue en réalité une identité politique » (2010, p. 20).

En effet, à notre sens, la distinction de Mauger entre le religieux et le politique ne tient pas car, sous couvert de religion, cet engagement est nécessairement politique : il s'agit d'étendre le territoire de l'État islamique et même si les cibles sont à connotation religieuse, elles ont touché à plusieurs reprises ces derniers temps, des symboles de l'État-nation se rapprochant pour beaucoup des cibles d'autres organisations armées, notamment celles qui portent atteinte aux forces de l'ordre. Mais il semble que plus que cette distinction entre religieux et politique, c'est le fait de comparer des groupes qui ont des visées d'éclatement des hiérarchies sociales à d'autres qui les affirment au plus haut point qui pose problème à certains chercheurs.

²⁵ http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2017/10/17/la-croisade-avortee-de-logan-n-militant-de-l-ultra-droite_5202098_1653578.html

Une focalisation sur les formes de radicalisation violente des jeunes, en particulier celle qui emprunte les voies du terrorisme

Les chercheurs et les pouvoirs publics se focalisent sur la radicalisation religieuse djihadiste chez les jeunes car elle emprunte les formes d'action les plus spectaculaires et dramatiques : le chemin du terrorisme. Bien avant les attentats de 2015 en France, de nombreux travaux mais peu médiatisés rendaient déjà compte de la séduction des jeunes vers une radicalisation au sein d'un islam rigoriste, qu'on pourrait qualifier d'orthodoxe, mais qui est le plus souvent non violent. Moussa Khedimallah (2001) a constaté que, dès le début des années 1980, le mouvement Tabligh de tradition mystique et soufie, promouvant un islam apolitique, non violent, est devenu très juvénile. Ces jeunes qui choisissent de s'investir dans ce mouvement de prédication y retrouvent une dignité perdue face aux dangers de la banlieue. D'autres jeunes chercheurs ont ensuite montré que le salafisme, en perte de vitesse dans les cités, était en France majoritairement composé de jeunes fidèles. Samir Amghar (2011a) qui a étudié les groupes salafistes en France mais aussi en Belgique, en Suisse, en Angleterre, aux États-Unis et au Canada, ainsi que Mohamed-Ali Adraoui (2013) ont travaillé sur ce sujet. Ces deux auteurs distinguent trois courants du salafisme. Le salafisme quiétiste ou piétiste est le plus représenté en France ; ses fidèles sont non violents et se situent en dehors des institutions françaises, se voulant apolitiques et retirés dans une vie pieuse, dans un mouvement de désocialisation des normes des pays laïques jugées impies. Le salafisme politique s'est beaucoup inspiré des Frères musulmans ; ses membres ont une vision militante de leur engagement religieux ; ils rejettent la violence mais souhaitent influencer la politique française. Pour finir, le salafisme djihadiste est très minoritaire. Qualifié de révolutionnaire, il prône la violence. Chala Beski-Chafiq et *al.* (2010), qui ont étudié l'adhésion de jeunes à l'islamisme dans la ville de Lille entre 2008 et 2009, constatent que le développement du radicalisme violent se réalise au sein d'un vaste mouvement multiforme de radicalisation islamiste.

Dans son travail ethnographique sur les différentes formes de sociabilité des jeunes dans les cités, réalisé entre 1997 et 2004 dans trois cités HLM, Sami Zegnani (2013) décrit l'attrait des jeunes pour la religiosité radicale, qui constitue un facteur de stabilisation dans leurs trajectoires. Il constate que les jeunes se partagent l'espace public dans la rue conçue comme « leur lieu de vie », en entrant soit dans la religion salafiste soit dans le monde de l'art à travers le hip-hop. Ces deux modes de sociabilité au sein de l'espace des cités ont transformé leurs pratiques culturelles par leur implication dans des activités scripturales.

Enfin, Ahmed Boubeker (2003, p. 304) a qualifié de « zupiens » cet islam radical des jeunes repliés dans leur cité. Il s'inscrit, selon lui, dans le terreau de la précarité sociale au sein de leurs quartiers qu'ils vivent comme un « espace de rejets et refuges » dans une expérience commune de stigmatisation et du racisme.

Le rapport du CEIS (Belaala, 2008) montre la porosité entre les différents courants salafistes violents et non violents alors que des chercheurs comme Amghar et Adraoui soulignent au contraire son étanchéité. Pour ces derniers, il s'agit de ne pas confondre salafisme et terrorisme. Pour Beski-Chafiq et *al.* (2010, p. 19), s'ils constatent « qu'il n'existe pas de frontière étanche entre les différents courants islamistes en Europe et que le mouvement radical est loin d'être un agrégat d'organisations cloisonnées les unes par rapport aux autres », en montrant que des jeunes passent des radicaux missionnaires aux salafistes ou du

Tabligh au djihadisme, ils soulignent néanmoins que « l'entrée des jeunes dans l'idéologie islamiste ne se traduit pas systématiquement par une adhésion au jihadisme » (*Ibid.*, p. 101).

De quelles jeunes parle-t-on ? Profils des jeunes recensés dans les travaux scientifiques.

Si ce sont les jeunes bourgeois et étudiants qui ont focalisé l'attention dans les années 1970, ce sont les jeunes des milieux populaires, en particulier ceux vivant dans les banlieues, et ceux des classes moyennes engagés dans le djihadisme depuis 2013 qui font l'objet de toutes les attentions. La question des filles et des jeunes femmes ainsi que des « adolescents » dans cette mouvance a interpellé récemment les pouvoirs publics.

De la révolte de la jeunesse bourgeoise des années 1970 face à l'ordre patriarcal et moral...

La figure du « fils de bourgeois » mué en révolutionnaire a majoritairement dessiné le portrait de la jeunesse contestataire en France avant et après Mai 1968 (Bantigny, 2008). Outre-Rhin, Norbert Elias, quant à lui, dans un texte peu connu en France et récemment traduit ([1989] 2017), s'interroge sur l'implication des jeunes de la bourgeoisie dans le terrorisme de la Fraction Armée rouge en République fédérale allemande dans les années 1970. Souhaitant appréhender la spécificité d'un terrorisme bourgeois, il s'est questionné sur leur usage de la violence comme instrument de lutte politique. Selon lui, franchir le pas de la violence chez ces jeunes intellectuels bourgeois, alors qu'ils ont été élevés dans des familles au sein desquelles l'usage de la violence était traditionnellement interdit, au contraire des milieux ouvriers, a dû être beaucoup plus difficile dans leur trajectoire. La légitimation de la théorie pour passer à l'acte est donc plus grande chez eux.

Les jeunes ouvriers, qui se montrent les plus combatifs durant les grèves ouvrières, ont également été rendus visibles dans les années 1960 et 1970. Lors de Mai 1968, Ludivine Bantigny (2008) constate que cette visibilité juvénile de la contestation provient du fait que les étudiants et jeunes ouvriers se sont rapprochés devant les usines, dans les universités et lors des manifestations. Ce rapprochement ne s'est pas réalisé partout néanmoins. Hugo Melchior (2017) montre qu'à Rennes, les militants de la Ligue communiste, qui ont envisagé des modes d'action violente, étaient à 70 % des jeunes scolarisés. Leur objectif était d'atteindre les bastions ouvriers pour que ces derniers entrent dans le mouvement de contestation, mais ce fut un échec. Ce radicalisme juvénile de gauche qui s'inscrit dans les révoltes estudiantines ne doit pas faire oublier toute une jeunesse pour qui Mai 68 fut un repoussoir. Certains étudiants de groupes d'extrême droite ont essayé de s'opposer de façon virulente à cet élan. Occident puis le Groupe union défense (GUD) en sont les plus représentatifs. Leurs membres organisèrent de nombreux actes anti gauchistes face à ce qu'ils considèrent comme « un long mai 1968 » : attentat à la bombe sur une librairie maoïste, raids dans les lycées et universités (Lebourg, 2017). Les jeunes royalistes se recrutèrent également dans le monde estudiantin, l'activisme étudiant royaliste se situant à cette époque entre les facultés parisiennes et le Quartier latin, et dans les universités de Montpellier,

Dijon et Rennes (Cucchetti, 2017). Tout ceci témoigne de l'existence d'une jeunesse opposée aux événements de mai 1968, bien loin de l'imaginaire de l'étudiant contestataire animé par un idéal marxiste, qui souhaite renverser l'ordre et l'autorité. Mais le point commun entre ces différentes jeunes radicalisées est qu'elles sont le plus souvent issues de parents bourgeois cultivés et diplômés.

... à celle des jeunes de banlieues et des jeunes des bastions ouvriers en déshérence nés dans les années 1990 : entre djihadisme et extrémisme de droite

Aujourd'hui, les jeunes de banlieues sont désignés comme principaux acteurs de radicalisation, même si, petit à petit, la plupart des auteurs soulignent qu'il n'y a pas de profils types des jeunes radicalisés. Caroline Guibet Lafaye (2016a, p. 32) constate que « la prise de conscience de la diversité d'origine des "radicalisés" est politiquement très tardive, que cette mise à l'écart ait été intentionnelle ou non ». Elle explique cela par « la très forte connexion et interdépendance construite, dès l'origine, entre prison et radicalisation terroriste, d'une part, et radicalisation et banlieues, d'autre part » (*ibid.*). En revanche, Mauger n'est pas en accord avec la lecture d'une diversité des profils de jeunes dans le cas de l'engagement djihadiste et affirme que celui-ci « ne se distribue pas aléatoirement dans l'espace social » (Mauger, 2016, p. 93). Il en est de même pour Fize qui affirme, à l'appui d'un témoignage d'un aumônier pénitentiaire musulman, que « les jeunes djihadistes français restent donc majoritairement, quoi que l'on en dise, des jeunes rejetés ou ghettoïsés, principalement d'origine maghrébine ou de confession musulmane. » (Fize, 2016, p. 46).

La majorité des auteurs font une typologie des jeunes djihadistes en distinguant les profils selon l'origine sociale, le sexe et l'âge au regard de chiffres statistiques mis à leur disposition. Ainsi, Khosrokhavar dans son article « Les trajectoires des jeunes jihadistes français » distingue plusieurs catégories d'islamistes radicaux en Europe qui, selon lui, « ont pour trait commun d'être des "terroristes maisons" », définis comme des jeunes scolarisés et éduqués dans les pays européens. Il y a « d'abord des jeunes désaffiliés (« les jeunes de banlieues »). S'y ajoutent, surtout depuis 2013, des jeunes de classe moyenne. La troisième catégorie se compose de jeunes filles ou de jeunes femmes. » (Khosrokhavar, 2015, p. 34.) Dans le cas du salafisme quiétiste non violent, opposé au djihadisme, Amghar (2001b) avait déjà noté également, dès 2011, à côté d'une proportion importante de classes populaires, la présence de jeunes de classes moyennes et supérieures et surtout une très forte proportion de salafistes convertis à l'islam, issus de familles de tradition catholique et protestante.

En revanche, Mauger (2016) distingue deux profils de djihadistes, laissant de côté ceux appartenant aux classes moyennes, dans l'objectif de montrer que ceux de banlieues sont majoritaires. Tout d'abord, il énonce la présence de jeunes des cités plutôt scolarisés qui trouvent, par le biais de l'islam radical, une ré-affiliation intellectuelle. Ils connaissent une certaine promotion culturelle par leur rapport lettré à l'islam. L'interprétation de Mauger s'apparente aux trajectoires des jeunes ouvriers étudiés par Bernard Pudal (1989), qui trouvèrent dans le militantisme communiste une promotion culturelle. Le

second profil recensé par Mauger est celui d'un investissement de djihadistes ex-délinquants, au passé scolaire chaotique semé d'échecs successifs.

Compte tenu de nombreux biais méthodologiques, les statistiques peuvent varier sans toutefois occulter une certaine tendance. À notre sens, elles varient selon qu'on regarde ceux qui se sont vraiment engagés et qui sont partis dans la zone irako-syrienne, ceux qui font seulement l'objet d'un signalement ou ceux qui, partis là-bas, sont morts dans les zones de combat. Ainsi, dans une note confidentielle de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste qui a été transmise à la presse française²⁶, les 265 djihadistes français, morts en Irak et en Syrie, sont majoritairement issus de quartiers dits « prioritaires » (56 % de ces djihadistes y résidaient avant leur départ) : 257 hommes et 8 femmes ; leur moyenne d'âge est de 28 ans. 52 % des combattants français morts dans les rangs de Daech sont des descendants d'immigrés et 24 % n'ont pas de lien avec l'immigration. Plus de la moitié d'entre eux avaient des antécédents avec la gendarmerie ou les services de police pour des faits de délinquance. À ce sujet, l'Unité de coordination de lutte anti-terroriste (UCLAT) établit une « corrélation certaine entre cumul des inégalités sociales, économiques et scolaires, et foyers de radicalisation ». Dans son étude de mars 2015, elle signale que « les djihadistes présents en Syrie ou en Irak sont issus d'une nouvelle génération jeune et hétérogène sans être forcément d'origine maghrébine. Les services de l'État dénombrent une part importante de convertis avec une implication notable de femmes (200 environ) et de mineurs²⁷ ».

Si on prend les données plus larges de signalement, recueillies par le Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR) ouverte au sein de l'UCLAT, sur la base des 4 091 personnes signalées entre avril 2014 et mai 2015 comme étant en voie de radicalisation djihadiste, un quart concerne également les mineurs et 35 % des femmes. Chez les mineurs, la part des jeunes filles s'élève à 56 %. Les convertis à l'islam composeraient 41 % des personnes signalées. Selon le rapport de l'Assemblée nationale sur le suivi des filières djihadistes rédigé par les députés Éric Ciotti et Patrick Mennucci en 2015²⁸ qui s'appuie sur ces chiffres, il faut toutefois être prudent, notamment sur l'importance des convertis » (p. 24). « Les familles de culture arabo-musulmane utilisent moins le dispositif de signalement » (*ibid.*). De plus, « la proportion importante de signalements concernant des femmes peut, quant à elle, s'expliquer par une attention plus importante des familles à leur égard » (*ibid.*). Il en est de même selon nous, comme nous le verrons plus loin, concernant l'augmentation du pourcentage de jeunes issus de classe moyenne.

Il est possible que le degré d'engagement des jeunes dans la cause djihadiste se répartisse selon leur profil sociodémographique. Ainsi, ceux qui partent en Syrie, qui s'engagent sur le front, et donc parmi lesquels le taux de décès est plus important, sont ceux qui ont été le plus confrontés aux inégalités sociales dans leur propre pays. Ces jeunes de milieux populaires n'auraient alors plus rien à perdre

²⁶ www.lci.fr/international/info-lci-quels-sont-les-profils-de-265-djihadistes-francais-daech-tues-en-syrie-2063073.html

²⁷ www.lesechos.fr/politique-societe/societe/021488333169-plus-jeune-plus-varie-le-nouveau-visage-de-la-radicalisation-islamiste-1176276.php#IF25PISUTBYOhTxo.99

²⁸ Ciotti E., Mennucci P., 2015, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes*, Assemblée nationale, Paris.

tandis que ceux issus des classes moyennes pèseraient alors le pour et le contre de leur entrée dans un engagement total qui peut aller jusqu'à la mort et seraient davantage repérés et signalés par leurs parents. Il faudrait pour cela des recherches empiriques plus poussées sur les raisons qui amènent à choisir tel ou tel rôles au sein de Daech et sur son organisation du travail violent, nous y reviendrons.

Le profil de jeunes de milieux populaires, issus de banlieues en déshérence, engagés dans le djihadisme ne doit pas pour autant éclipser d'autres jeunes issus également de milieux populaires qu'on retrouve très présents dans les milieux d'extrême droite, en particulier dans les milieux skinheads. Le mouvement skinhead, qui a débuté en Angleterre dans les années 1960, recruta principalement dans la jeunesse issue de la classe ouvrière (Zellner, 1995). Dans les travaux les plus récents on peut observer la persistance de ce profil de jeunes. Ainsi, les travaux de Stéphane François (2017) dans l'Aisne sur les « gabberskins » précédemment évoqués, formes contemporaines des skinheads des années 1980 par leur tenue vestimentaire spécifique arborant des signes racistes et écoutant de la musique dite « gabber » (une musique techno violente), qui commettent des actes racistes dans les villes et communes rurales de ce département, montrent qu'ils sont aux trois quarts composés de mineurs, principalement des garçons. Ces jeunes sont le plus souvent issus de familles monoparentales et précarisées, concentrant les difficultés socio-économiques, parfois alcooliques ou violentes, touchées par la vague de désindustrialisation au début des années 2000 (François, 2017).

Il en est de même si on regarde non pas ceux qui militent pour ce type de cause mais ceux qui les soutiennent. Ainsi, Fize (2016), s'appuyant sur des travaux de Muxel, montre que les jeunes concernés sont pour la plupart issus des milieux populaires. La chercheuse montre en effet qu'à partir des années 1990, le FN est entré dans les banlieues populaires délaissées par la gauche et a touché principalement les sans-diplômes. Cette tendance se confirme selon Fize puisque parmi les jeunes favorables au FN, « 36 % ont un niveau inférieur au bac » (2016, p. 29). Il en conclut que la jeunesse est clivée : « entre une jeunesse étudiante votant plutôt pour les partis de gauche (ou les autres partis traditionnels) et une jeunesse non diplômée ou faiblement diplômée issue largement des classes populaires » (*ibid.*) qui vote Front national.

La montée des classes moyennes et des convertis dans le djihadisme depuis 2013

La date de 2013 est considérée comme le seuil de transformation des profils sociodémographiques de jeunes djihadistes par de nombreux chercheurs. Dans la littérature scientifique, les jeunes issus de classes moyennes à fort capital scolaire se retrouvent, le plus souvent, dans les milieux altermondialistes (Passy, 2004). Il en est de même dans les mouvements autonomes, même si une partie d'entre eux sont issus de classes aisées (Schifres, 2008). Que les jeunes des classes moyennes empruntent la voie du terrorisme interpelle d'autant plus les pouvoirs publics. L'on sait par différents travaux sociologiques que les classes moyennes sont perçues par les différents gouvernements comme un gage de stabilité et de cohésion sociale des pays démocratiques. Que des enfants de ces classes moyennes choisissent des modes d'actions terroristes révélerait un malaise dans le contrat social élaboré en France.

Deux recherches ont mis en avant la montée des classes moyennes dans le djihad, le plus souvent à travers la présence de convertis. Avant 2013, il s'agissait, selon Khosrokhavar, surtout de jeunes de banlieues-ghettos défavorisées, ayant développé une haine de la France. En rupture avec la société, ils ont connu un parcours délinquant. Mais, depuis 2013, les profils des gens radicalisés se sont diversifiés. Les jeunes des classes moyennes « forment, à côté des jeunes des cités, une partie importante des jihadistes en herbe qui se sont rués en Syrie pour se mettre au service de l'État islamique (Daech) ou d'autres groupes jihadistes comme le Front de la Victoire (*Jihat al Nusra*) d'obédience Al Qaida » (Khosrokhavar 2015, p. 38). Cette évolution correspondrait aussi à un mouvement impulsé par Daech.

À partir des données recueillies auprès de 160 familles qui ont appelé le Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'Islam (CPDSI)²⁹ afin de se faire conseiller et accompagner, Dounia Bouzar et al. (2014) constatent également dans leur rapport un changement de profil des jeunes après 2013. Auparavant, il s'agissait majoritairement des jeunes de la deuxième génération d'immigrés, issus de classes populaires déstabilisées, des minorités visibles, le plus souvent des jeunes en rupture. Aujourd'hui, les jeunes candidats au djihad, dont les familles ont été interrogées, sont majoritairement issus des classes moyennes (67 %) ; 16 % sont issus des milieux populaires et 17 % des catégories socioprofessionnelles supérieures. Le rapport souligne une forte représentation des milieux enseignants et éducatifs (50 % des 84 % de familles de classes moyennes et supérieures), souvent athées (80 %, les 20 % restant sont bouddhistes, catholiques, juifs, musulmans). 63 % des jeunes candidats au djihad ont entre 15 et 21 ans et 37 % entre 21 et 28 ans. Ces chiffres portent uniquement sur les informations fournies par les familles ayant appelé le CPDSI et ne couvrent donc pas l'ensemble des situations où des jeunes auraient pu être candidats au djihad. Les familles les plus à même de solliciter de l'aide, par exemple les parents enseignants, y sont surreprésentées.

Les jeunes filles et femmes comme actrices dans le processus de radicalisation : un impensé récurrent

La présence actuelle de femmes engagées dans la cause djihadiste questionne également les pouvoirs publics comme les chercheurs. Elles seraient 500 sur les 5 000 djihadistes européens à être parties en Syrie et en Irak depuis 2015 (Benslama, Khosrokhavar, 2017). Khosrokhavar (2015, p. 41) a constaté que depuis le début de la guerre en Syrie, un « nouveau type de jihadisme féminin » est apparu, composé d'adolescentes, de post-adolescentes et de jeunes femmes d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années, qui sont le plus souvent des converties, issues majoritairement des classes moyennes. Ce phénomène d'une adhésion des femmes à des causes qui utilisent les répertoires d'actions violentes est loin d'être nouveau. D'autres travaux ont retracé la présence des femmes en Europe au sein de l'organisation armée irlandaise IRA (Felices-Luna, 2008) ou d'Action directe et de la

²⁹ Ce centre, sous statut d'association de loi 1901, a été créé en 2014 par Dounia Bouzar. Il vient en aide aux familles qui signalent que leur enfant est dans un processus de radicalisation. Son équipe est composée de professionnels pluridisciplinaires. Ce centre a été l'objet de critiques, autant de la part des politiques que des scientifiques. Il a connu des rapports conflictuels avec les pouvoirs publics. Mandaté par le ministère de l'intérieur en 2014, il est sorti de son mandat public en 2016 lors de la proposition du gouvernement d'établir la déchéance de nationalité pour les individus radicalisés, le centre étant fortement opposé à cette orientation gouvernementale.

Fraction armée rouge (Bugnon, 2015), ou au sein de l'organisation armée basque ETA (Lacroix, 2011). Dans *Penser la violence des femmes*, somme de 442 pages, Coline Cardi et Geneviève Pruvost (2012, p. 20) témoignent dans une riche et longue introduction, du « déni d'antériorité » (reprenant le concept de Delphine Naudier sur les femmes écrivains) de cette violence des femmes, faisant le plus souvent l'objet d'un « non-récit » et d'un « sous-enregistrement et d'une requalification des faits ». Les femmes violentes interrogent car elles transgressent l'ordre social par l'illégalité de leurs activités ; elles transgressent également « l'ordre sexué » parce qu'elles brouillent les frontières des normes de genre en mettant à mal le stéréotype de la femme pacifique et douce. Comme d'autres travaux l'ont déjà souligné avant, dans différents groupes radicaux et notamment ceux armés, les femmes ont toujours été présentes, mais elles ont souvent été mises dans l'ombre, par les chercheurs et enquêtés interviewés masculins (Lacroix, 2011). Dernièrement, en France, un groupe de jeunes filles djihadistes a tenté de commettre un attentat à Notre-Dame de Paris. C'est le fait qu'elles soient actrices du projet qui a le plus interpellé les médias. Mais elles ont d'autant plus intrigué la presse que Daech prône des rôles sexués figés. Les filles étaient jusque-là cantonnées à être les épouses des combattants. Pour autant, au-delà de l'aspect idéologique conservateur de cette organisation, dans des organisations d'extrême gauche, les femmes ont également longtemps été dans les coulisses, dans une « division sexuelle du travail violent » (Cardi, Pruvost, 2011 ; 2012).

Les femmes engagées dans la violence ont le plus souvent été appréhendées comme étant sous emprise mentale et naïves. La rationalité de leur choix leur est bien souvent déniée. Dans le cas des djihadistes, comme dans d'autres types d'engagements radicaux, c'est sous la figure de l'épouse, de l'amoureuse que ces femmes-là apparaissent. Elles n'auraient pas de motivations politiques. Nous y reviendrons de façon plus approfondie dans la deuxième partie sur notre recension des causes et processus qui conduisent des jeunes à la radicalisation violente, mais des auteurs comme Géraldine Casutt montrent qu'idéologiquement les jeunes filles djihadistes se positionnent contre les valeurs du féminisme occidental. Dans sa thèse de doctorat en cours à l'EHESS et à l'université de Fribourg, et en conversant avec ses enquêtées essentiellement par le biais des réseaux sociaux, elle montre que loin d'être naïves, celles-ci sont plutôt amères, selon elle, vis-à-vis du féminisme occidental qui n'a rien apporté aux femmes si ce n'est un certain épuisement ; elles rejoignent les hommes dans un discours argumenté que Géraldine Casutt (2014) qualifie de « féminislamisme ». Elles assurent qu'elles sont plus libres que les femmes occidentales en adhérant et en vivant une division des rôles très claire au sein de leur couple. Mohammed Ilyas (2014), a interrogé quatre femmes musulmanes britanniques, originaires du Pakistan et du Bengale, affiliées aux groupes politiques islamistes *Muslims against Crusades* (interdit en 2011) et *Women4Shariah*. Il s'est attaché à comprendre leur entrée dans ce type d'organisation et les effets que cela a eus dans leur vie. Il montre que « l'éveil religieux, les problèmes personnels, les préoccupations relatives au sentiment d'identité » (Ilyas, 2014, p. 125) ont joué un rôle majeur. Les liens affectifs, la fraternité entre femmes qui se constituent en y entrant, valorisant une ambiance dans laquelle l'étude de l'islam et de la politique est attrayante, les ont fortement maintenues dans leur engagement, payant, pour certaines d'entre elles, le prix fort d'une exclusion définitive de leur famille d'origine. Le rapport québécois, *L'engagement des femmes dans la radicalisation violente*, rédigé par le Conseil de statut de la femme et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (2016), se pose également la question des raisons qui ont amené

des québécoises à s'engager dans des formes de radicalité violente auprès de groupes djihadistes de Syrie et d'Irak. De même, Fethi Benslama, psychologue clinicien et psychanalyste et Farhad Khosrokar sociologue, croisent leur regard dans un nouveau livre *Le Jihadisme des femmes* (2017) pour établir 4 types de femmes engagées dans le djihad. Quant à Cindy Duhamel et Alexandre Ledrait (2017, p. 430) dans un point de vue de psychologie clinique, ils s'interrogent sur l'adolescence djihadiste au féminin et affirment que « la radicalisation et le projet du djihad viennent en écran à la question du pubertaire ». Cet engagement serait « l'une des solutions défensives qui permettrait l'économie du travail psychique lié à cette période de développement » (*ibid.*).

Dans un autre contexte idéologique, Stéphane François (2017) constate également une féminisation récente des jeunes skinheads dans l'Aisne, sans être en mesure d'en fournir pour le moment une explication. Il en est de même au Québec : Simon Tanner et Aurélie Campana (2014) n'ont interrogé que des hommes du milieu skinhead et appartenant à d'autres groupes d'extrême droite, mais ils constatent que les femmes semblent être très actives dans certains groupes, bien qu'elles y soient minoritaires. Leur engagement mériterait néanmoins d'être analysé. Des travaux américains notamment ceux de Kathleen Blee (2005) ont pu montrer l'implication grandissante des femmes dans des groupes terroristes raciaux visant à établir une suprématie blanche aux États-Unis, du milieu du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Même si leur implication est plus souvent indirecte dans les actions terroristes en tant que telles, ces femmes ont pour ces groupes à la fois une fonction de légitimation donnant un semblant de normalité, de cohésion et de soutien lors du passage en prison de militants.

Les adolescents radicalisés : nouvelle catégorie de jeunes pris en charge par les pouvoirs publics

Les médias et certains chercheurs parlent également de la radicalisation des adolescents comme d'un phénomène récent. Dans les années 1970, des jeunes qui n'étaient pas encore qualifiés d'adolescents à ce moment-là mais rassemblés sous la catégorie « jeune » s'engageaient dans les mouvements d'extrême gauche. Ainsi, par exemple, Sébastien Schifres (2008, p. 30), spécialiste des mouvements autonomes en France et en Italie, constate, que « le Collectif autonome antifasciste de la Barona (CAAB) a été créé en novembre 1974 par deux jeunes de 14 et 15 ans, Umberto Lucarelli et son ami Fabio. Il s'agit donc à l'origine d'un groupe de collégiens ». Rappelons également l'existence des enfants et adolescents communistes dans le Paris du XIX^e siècle, participant aux insurrections (André, 1995). Si on met l'accent aujourd'hui sur l'adolescence des jeunes engagés dans la cause djihadiste, c'est que les structures d'encadrement des mineurs ont pris au fil des années de plus en plus d'ampleur. Les politiques publiques ont construit progressivement les âges de la vie au XX^e siècle. C'est d'ailleurs le public adolescent qui est particulièrement visé par tous les programmes de « déradicalisation » dans divers pays. Selon Audrey Boulin, « depuis plus d'un siècle, les adolescents – en "crise" – cristallisent les inquiétudes des adultes, d'autant plus quand ces derniers sont des garçons issus des milieux populaires » (2017, p. 7). De nombreux auteurs ont insisté sur la scolarisation de plus en plus poussée des jeunes, la crise socio-économique les maintenant dans le même temps en position de dépendance vis-à-vis de leur famille, retardant leur entrée dans l'âge adulte et prolongeant ainsi le stade de la jeunesse (Galland, 2011). On voit ainsi apparaître des expressions comme « post-

adolescent » ou « adulescent ». Des auteurs qui s'intéressent à la radicalisation des jeunes mobilisent ces nouvelles catégories et parlent d'« adolescence étendue » (Benslama, 2016b, p.185) ou d'« adolescents attardés » (Khosrokhavar, 2015, p. 38) pour les jeunes des classes moyennes engagés dans le djihad, associant l'engagement islamiste aux difficultés d'entrée dans la vie adulte.

C'est pour cette catégorie de jeunes qu'on a, le plus souvent, une lecture de la radicalisation comme phénomène sectaire. Les adolescents sont vus comme victimes de rabatteurs. La chercheuse la plus représentative de ce discours est l'anthropologue et directrice du Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'Islam (CPDSI), Dounia Bouzar. Les associations de parents d'enfants partis en Syrie et les pouvoirs publics, qui ont réalisé des campagnes de sensibilisation autour des dangers d'internet, utilisent également ce registre victimaire quand ils parlent des adolescents. Comme a pu le montrer Daniel Hermant (1995, résumé) dans le dossier « Violence politique des enfants » de la revue *Cultures et conflits*, « le sens de la violence enfantine est réduit à l'instrumentalisation ou à la manipulation des enfants par les adultes. » Cette violence des enfants est alors perçue comme « une étape supplémentaire du dérapage de ces sociétés, voire de leur naufrage » (*ibid.*, paragr.1). Les titres d'ouvrages de certains auteurs – Alain Bertho, désignant les jeunes djihadistes, comme des « enfants du chaos » (2016) ou Tobie Nathan (2017) comme des « âmes errantes » – s'inscrivent, à notre sens, dans cette perspective.

C'est d'ailleurs pour cette catégorie de jeunes que les lectures psychologiques et psychanalytiques de la radicalisation sont les plus prégnantes. La pensée extrême de Daech offrirait une réponse au bouleversement identitaire qui jaillit à l'adolescence. Les sociologues de l'adolescence sont quasi absents actuellement de l'analyse de la radicalisation au profit de la psychologie et la psychanalyse qui se sont très vite, et de façon conséquente, emparées de ce qu'ils appellent « le signifiant » de la radicalisation dans l'analyse des trajectoires d'adolescents. On peut l'interpréter par le fait que cela ne fait qu'une dizaine d'années seulement que les travaux sociologiques portent spécifiquement sur l'adolescence, et non plus sur la jeunesse au sens large (Boulin, 2017). À noter toutefois, David Le Breton, anthropologue de l'adolescence depuis de nombreuses années, qui voit la radicalisation des jeunes dans le djihadisme comme un rite de virilité dans le passage à la vie adulte (2016a), nous approfondirons sa pensée dans notre deuxième partie.

Ainsi, Maude Ludot *et al.* (2016) étudient la place de la « radicalisation djihadiste » au sein de la prise en charge psychiatrique de l'adolescent. Ils constatent que la littérature scientifique ne fait pas état de psychopathologie lourde mais davantage de « vulnérabilités psychologiques » pour ces adolescents qu'il s'agit également d'analyser en lien avec le contexte politique et social dans lequel ils vivent, en mobilisant l'ensemble des disciplines des sciences sociales. Selon ces auteurs, les problématiques adolescentes, pensées par le courant psychanalytique, autour « des enjeux identificatoires de la quête d'un idéal mais aussi de l'appartenance familiale et sociale » (Ludot *et al.*, 2016, p. 527), sont à mobiliser pour comprendre la place de la radicalisation dans la construction identitaire de ces jeunes « fragilisés ». De même Michèle Bertrand, dans son article « Le djihadisme à l'adolescence », dans la revue *Adolescence*, affirme que ce qui amène les adolescents à s'enrôler dans le djihad « est l'illusion de retrouver une forme de toute puissance. En montrant sa capacité à détruire l'autre, à se détruire lui-même, le terroriste affirme son pouvoir sur la mort, son omnipotence infantile » (2017, p. 147).

À l'issue de cette description des différentes catégories de population de jeunes de classes populaires, de classes moyennes, de femmes, d'adolescents, de convertis, engagés dans des groupes radicaux le plus souvent violents, il reste un angle mort dans ces recherches qui s'explique par la rareté des travaux empiriques : celui de la répartition de ces jeunes dans les activités des groupes radicaux selon leurs caractéristiques sociodémographiques. En effet, on en sait peu sur la division du travail entre ces différentes catégories sociales de jeunes à l'intérieur des groupes djihadistes alors que des travaux ont pu montrer la division sexuelle du travail militant dans les mouvements sociaux classiques (Dunezat, 2008) ou dans la lutte armée d'extrême gauche (Falquet, 1997 ; Lacroix, 2011). Il apparaît toutefois que, dans le cas du djihadisme, ce sont les jeunes de milieux populaires qui sont davantage positionnés sur des tâches qui mettent leur la vie en danger.

Quelles figures de jeunes radicaux construisent les médias ?

Après avoir décrit la composition actuelle des jeunes investis dans des groupes violents en particulier ceux djihadistes, il s'agit à présent d'appréhender quelles figures de jeunes construisent les médias.

Un champ de recherche qui s'est d'abord construit sur l'analyse de la place des médias dans les stratégies des groupes violents

Concernant le phénomène de violence politique, les travaux ont saisi le plus souvent les interactions entre groupes terroristes, médias et États car celles-ci sont au cœur de la construction du phénomène violent. Des chercheurs se sont attelés à mettre en lumière combien la médiatisation des faits de violences fabrique l'évènement. Ils se sont surtout concentrés sur la place que jouaient les médias dans les stratégies des organisations armées. Ainsi, Xavier Crettiez, étudiant la mise en scène de la violence politique à travers les conférences de presse du Front de libération nationale corse (FLNC), dans les années 1980-1990, constate les relations étroites que le mouvement clandestin entretient avec les médias pour asseoir sa légitimité (Crettiez, 1993). Les travaux sur la radicalisation des jeunes dans le cadre d'enquêtes portant sur la propagande djihadiste et notamment sur l'impact des images du groupe État islamique sur les jeunes s'inscrivent dans cette lignée. L'importance du numérique dans le travail de recrutement a également été étudiée, nous y reviendrons.

La construction médiatique des figures de jeunes radicalisés, un territoire scientifique encore peu exploré

Alors qu'il y a eu, en 2016, tout un débat sur l'anonymisation visuelle et nominative des djihadistes dans les médias, il n'existe pas à notre connaissance à ce jour de travaux sur la construction médiatique des figures de jeunes radicalisés. Bien souvent, les chercheurs utilisent les médias comme matériau en tant que tel, notamment en reprenant fidèlement les trajectoires de jeunes décrites par les journalistes sans appréhender ce que ces derniers construisent comme représentation. Ainsi, Emmanuel Jovelin analyse la trajectoire de Mohammed Merah de la délinquance à la radicalisation en s'appuyant majoritairement sur l'ouvrage du journaliste Alex Jordanov, *Merah, l'itinéraire secret* (2015), alors que l'on sait que « dans

ces mécanismes de stigmatisation des terroristes, ou de basculement de leur statut, les médias jouent de toute évidence un rôle central » (Féron, 2003, p. 135). Ainsi, Élise Féron a étudié l'impact des attentats du 11 septembre 2001 sur la couverture médiatique des activités de l'IRA en Irlande du Nord, et sur la perception et la description du phénomène terroriste en général. À partir de l'étude de quatre quotidiens distribués en Irlande du Nord, elle montre que « les attentats du 11 septembre provoquent aussitôt un durcissement très perceptible du discours médiatique vis-à-vis de l'IRA » (*ibid.*, p. 144-145). En utilisant de plus en plus le registre émotionnel, les médias ont participé à une « diabolisation des terroristes d'Al Qaïda aussi bien que des paramilitaires nord-irlandais, par l'utilisation d'un vocabulaire stigmatisant et moralisateur » (*ibid.*, p. 145). Les activités terroristes ont également été énoncées comme irrationnelles.

De façon plus générale, l'histoire de la médiatisation du terrorisme reste largement à écrire (Bazin *et al.*, 2017). Ce sont plutôt les représentations de l'islam dans les médias qui ont fait l'objet de travaux, tels ceux de Camila Areas, docteure en sciences de l'information, qui a étudié la construction médiatique de l'« affaire de la burqa » en 2009-2010 (Areas, 2015). La majorité des travaux sur ce sujet sont réalisés le plus souvent par des étudiants de master 1 et master 2. Ainsi, Maxime Chaouch (2016) dans son mémoire de master 1 analyse la représentation médiatique du terrorisme et notamment son implication sociale en termes d'amplification du sentiment d'insécurité et de stigmatisation des communautés musulmanes. Quant à Laura Gicquel à l'IEP de Toulouse (2015), qui s'appuie, à de nombreuses reprises, sur les travaux du sociologue des religions, Raphaël Logier, elle conclut à travers une analyse des émissions de France 2 que dans le contexte d'un discours politique mettant en exergue les risques d'une islamisation grandissante et de la montée du terrorisme islamiste, les grands médias relaient les représentations stigmatisantes, notamment en surreprésentant les faits issus de l'islam intégriste. Ils alimentent dans une certaine mesure l'idée de Samuel Huntington de « choc des civilisations ». Elle constate que le phénomène de radicalisation et la visibilité croissante du phénomène religieux chez les jeunes, qu'il convient intellectuellement de distinguer, selon elle, sont rendus symétriques dans les médias. Bien souvent représenté comme un « problème », dans une optique de sensationnalisme, elle révèle que le discours porté sur les musulmans est monolithique. Ils ne sont représentés médiatiquement que sous une seule figure celui d'un homme jeune, provenant majoritairement d'un pays du Maghreb ou du Moyen-Orient, masquant ainsi l'extrême hétéronomie à la fois confessionnelle et géographique des musulmans (Gicquel, 2015). Dans un autre contexte que la France, dans son mémoire de maîtrise sur le processus de catégorisation sociale des personnes de culture musulmane dans le discours médiatique canadien sur le terrorisme, Boni Kadio (2016) met également au jour quatre types de registres discursifs employés par *The Globe and Mail* et *La Presse* dans leurs articles traitant du terrorisme entre septembre 2001 et juillet 2005 : 1) une opposition entre actions terroristes occidentales rationnelles et actions terroristes islamiques irrationnelles ; 2) une ethnicisation du terroriste musulman et une représentation de l'islam comme religion violente ; 3) une opposition entre les « bons » et « mauvais » musulmans ; 4) une mise en avant de l'altérité conflictuelle de l'islam et de son incompatibilité avec les valeurs occidentales. Dans ce mémoire, la question des jeunes n'est abordée qu'à trois reprises et n'est pas problématisée.

La contemporanéité des actions terroristes djihadistes en France explique sûrement cette absence de travaux sur le traitement médiatique des jeunes engagés dans Daech. Les travaux ne manquent pourtant pas sur la construction médiatique des jeunes de banlieues en France et en particulier depuis les émeutes de 2005 (Derville, 1997 ; Rigouste, 2004 ; Garcin-Marrou, 2007 ; Rivière, Tissot, 2012 ; Berthaut, 2013) ou bien dans un autre pays européen, sur la représentation médiatique des violences urbaines et des jeunes en Suisse (Windisch, 2007). Isabelle Garcin-Marrou (2007) décrit les différentes formes de violence représentées par les médias en s'appuyant sur l'analyse des principaux quotidiens nationaux et régionaux. Elle retrace dans un de ses chapitres la représentation médiatique de la jeunesse urbaine du début à la fin du xx^e siècle, qui passe des « apaches » aux « sauvageons ».

Plusieurs auteurs ont étudié comment les médias ont traité les attentats de 2015 en France. Diego Landivar et *al.* (2016) ont notamment dégagé les principaux termes linguistiques utilisés pour qualifier les terroristes ainsi que leurs modes d'action dans les six titres de presse de leur échantillon : ils concluent à une grande hétérogénéité des termes mobilisés pour qualifier « les terroristes ». Dans l'ensemble du corpus global, les champs lexicaux les plus utilisés sont ceux de la religion et notamment de l'islam, de « l'étranger » et de l'« émigration/immigration ». Les jeunes ne font pas l'objet d'analyse, même si les chercheurs en relèvent la récurrence dans leur tableau des occurrences des « verbes, adjectifs et substantifs utilisés pour qualifier les terroristes » (2016, p. 22).

Isabelle Hare constate de son côté « le balancement perpétuel des médias dans ces moments de crise, oscillant entre raison d'État (se taire), fascination morbide pour les terroristes (raconter jusqu'à l'écoeurement le parcours des kamikazes) et éthique informationnelle (montrer dans la limite « du respect et des règles de la communication audiovisuelle » (2016, p. 45). Mais elle ne s'intéresse pas, elle non plus, à la question spécifique des jeunes.

Des démarches inspirantes de recherche sur le traitement médiatique des profils de terroristes

La voie ouverte par les travaux de Fanny Bugnon (2009, 2015) qui analyse le traitement médiatique des femmes engagées dans Action directe et la Fraction armée rouge est majeure. Cette auteure dessine des perspectives de recherche pour ceux qui souhaitent aborder la question spécifique des jeunes. Elle révèle que ces « femmes terroristes » ont été représentées tout d'abord par les médias sous la figure de l'amoureuse, leur niant une quelconque rationalité militante et dépolitisant ainsi leur engagement. Elles ne seraient vues que comme des « suiveuses » et renvoyées ainsi à une passivité naturelle. S'ajoutent deux registres utilisés par les médias : l'érotisation et la pathologisation de ces femmes violentes. Ces registres médiatiques se retrouvent sur d'autres terrains, notamment chez les femmes engagées dans l'ETA (Lacroix, 2011). Ces processus de dépolitisation de la violence politique sont également mis en lumière dans l'article de Mattjis Gardenier (2017) sur le traitement médiatique des événements du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg en 2009. À travers l'analyse d'un corpus d'articles de presse sur les événements du contre-sommet, il met au jour une écrasante disproportion entre l'usage important de termes qualifiant la violence des manifestants et la faible mention de leurs orientations politiques au profit de la figure du « casseur ».

Nicolas Beunaiche, dans son mémoire de l'IEP de Lyon, a analysé la représentation du kamikaze dans la presse française lors d'attentats-suicide dans des territoires non-européens, de New York à Alger de 2001 à 2007. Il constate que « dans le cas des attentats-suicides, la figure du kamikaze se trouve être de moins en moins nette au fur et à mesure que l'événement s'éloigne du lieu d'énonciation, non pas géographiquement, mais culturellement » (Beunaiche, 2007, p. 57), expliquant ainsi la disparité du traitement médiatique entre les attentats de New York, ceux d'Alger ou de Bagdad. Les attentats de New York de 2001 ont été largement couverts par la presse française à la différence de ceux d'Alger par exemple, ville pourtant beaucoup plus proche de la France géographiquement. De même, il affirme que lorsque l'auteur de l'attentat-suicide au Maghreb est un occidental, les médias français s'emparent de cet événement et recourent à la pratique du portait alors que dans d'autres cas, c'est l'effacement du visage du kamikaze qui est opéré. Ce travail datant de 2007 pourrait expliquer l'importance actuelle des portraits des jeunes djihadistes venant de France réalisés par la presse. David Puaud (2016) tente d'interroger dans une partie de son article la construction politico-médiatique de la figure du jeune radical islamiste sans l'approfondir plus, au profit d'une analyse plus poussée sur les discours recueillis dans la rue ou au cours de ses interventions sociologiques où il met en lumière une nouvelle manière de dire et une façon de voir ces « Autres » irréductibles autour de la figure du jeune radical islamiste.

Carine Guérandel et Éric Marlière (2016) ont tout récemment analysé non pas la représentation des jeunes par les médias, mais celle construite par les discours des experts autorisés à s'exprimer dans le journal *Le Monde* et les impensés d'analyses qui en découlent. Ils ont fait le choix de circonscrire leur corpus aux articles publiés du lendemain des attentats de novembre 2015 au début du printemps 2016. Ils ont distingué trois « courants » explicatifs des experts sur cette radicalisation des jeunes. Ces discours participent, eux-aussi, à la construction d'une réalité sociale. C'est tout d'abord sous la figure d'individus en rupture, qui retrouveraient leur orgueil dans une révolte violente nihiliste, que les djihadistes apparaissent. D'autres experts les présentent plutôt comme des djihadistes fondamentalistes. En mettant l'accent que sur l'aspect religieux de leur engagement, ils véhiculent un discours culturaliste sur l'islam. Alimentant la rhétorique du choc des civilisations, la violence proviendrait selon eux de cette religion. Pour finir, des analystes, en opposition aux théories d'une jeunesse nihiliste, expliquent dans des perspectives que certains qualifient de « tiers-mondistes » que le terrorisme des jeunes Français provient d'une problématique postcoloniale et de leur expérience de la relégation sociale. Nous reviendrons sur ces différentes interprétations dans notre seconde partie.

Reste le travail majeur de Caroline Guibet Lafaye (2017) sur l'analyse des portraits de terroristes dans la presse. Par la mise en perspective du traitement médiatique d'acteurs qualifiés de terroristes, à 30 ans d'intervalles, Jean-Marc Rouillan (Action directe) et Abdelhamid Abaaoud (État islamique), Guibet-Lafaye met en évidence des points communs dans le traitement de ces derniers par de grands quotidiens français. Quatre paradigmes sont privilégiés dans ces descriptions stéréotypées des deux acteurs étudiés. Ils constituent de véritables instruments de dépolitisation de leurs actes : une approche psychologisante mettant en avant leur immaturité, leur caractère influençable, leur démençance ; une approche qui exclut une interprétation politique de leurs actes en les requalifiant en crimes de droit commun, soulignant par exemple pour Abaaoud l'absence de formation politique et

religieuse. Un troisième paradigme mobilise la référence à un danger venant de l'étranger et manipulant les forces intérieures. Enfin, le dernier paradigme convoquerait des discours sur l'irrationalité et l'inexplicabilité de leur entrée dans la violence.

De façon plus générale, Guibet-Lafaye avait déjà pu démontrer, à travers l'analyse d'un plus grand corpus de presse française, que « la presse écrite nationale insiste sur "l'inexplicabilité" du phénomène terroriste, le politique souligne à l'envie ses causes psychologiques et procède à une subjectivation du phénomène terroriste, conduisant à son entière dépolitisation. » (Guibet Lafaye, 2016a, p. 47). Nous verrons que ces discours politiques et médiatiques ne sont pas sans influence sur les travaux scientifiques qui s'intéressent aux causes et processus menant les jeunes vers des engagements radicaux violents, ce qui fait l'objet de notre deuxième partie.

2. LES FACTEURS DE RADICALISATION DES JEUNES

En effet, comment comprendre ces parcours de jeunes qui entrent et se maintiennent dans des formes de radicalité politique et religieuse au sein d'organisations qui utilisent la violence comme répertoire d'action ? Une majorité des travaux actuels en particulier sur le djihadisme se sont concentrés sur cette question des logiques d'entrée dans la « radicalisation violente ». Comme nous l'avons déjà mentionné dans notre introduction, la notion de radicalisation invite à s'intéresser aux processus qui mènent ces jeunes vers ce type de causes et d'actions. On assiste en particulier dans le cas du djihadisme à d'intenses débats et controverses sur les variables explicatives de ce phénomène d'entrée des jeunes dans des causes violentes. Nous retracerons ces intenses débats en premier lieu mais pour ne pas s'en tenir qu'au seul cas du djihadisme, on pensera le phénomène de radicalisation des jeunes en travaillant sur différents niveaux d'analyse qui sont transversaux à l'ensemble des phénomènes de radicalisation qu'elle soit religieuse, d'extrême droite ou d'extrême gauche. L'analyse en trois niveaux (macrosociologique, mésosociologique et microsociologique) est amplement utilisée depuis de nombreuses années par les chercheurs travaillant sur la violence politique (Della Porta, 1995, 2013 ; Crettiez, 2010). Ces derniers remobilisent d'ailleurs ce regard multiniveau dans l'appréhension du phénomène de radicalisation (Crettiez, 2016). Nous nous attacherons à comprendre les facteurs macrosociologiques de la radicalisation des jeunes, qui sont énoncés par les chercheurs, notamment les facteurs structurels et politiques, pour ensuite nous intéresser à des niveaux plus mésosociologiques, en montrant l'importance de la socialisation violente des jeunes, dans leur socialisation primaire comme secondaire (des lieux que les jeunes traversent aux agents de socialisation qu'ils rencontrent) pour ensuite nous arrêter sur le niveau plus microsociologique « centré sur la dimension à la fois psychologique et cognitive du rapport à la violence ainsi que sur les trajectoires biographiques des acteurs violents » (Crettiez, 2010, p. 9). Actuellement, c'est ce dernier niveau qui est le plus sollicité. On assiste à la montée d'une subjectivation du phénomène de radicalisation des jeunes. Nous montrerons que dans ces différentes focales, peu de chercheurs articulent les apports de la sociologie de l'adolescence et de la jeunesse au phénomène de la radicalisation.

Un phénomène multiscalair qui fait l'objet d'intenses controverses entre chercheurs dans le cas du djihadisme

L'entrée en radicalité des jeunes fait l'objet de multiples controverses entre chercheurs pour expliquer cette séduction d'une jeunesse vers le djihadisme. Cette question est un terrain miné tant les analyses semblent contenir implicitement des prises de position idéologiques. Plusieurs auteurs tels que Farhad Khosrokhavar (2016), Caroline Guibet Lafaye (2016a, 2016b), Carine Guérandel et Éric Marlière (2016), Xavier Crettiez et Romain Sèze (2017) ont tenté de retracer ces différentes interprétations scientifiques en conflit dans l'espace public, à l'aide de typologies qui vont de trois thèses pour Guérandel et Marlière, à quatre grandes thèses pour Crettiez et Sèze et pour terminer, sept thèses pour Khosrokhavar et Guibet Lafaye qui ont d'ailleurs des interprétations similaires dans un premier temps.

Quelques mois plus tard, Guibet-Lafaye (2016b) affine sa typologie et amène d'autres perspectives tout en maintenant sept grandes thèses. Ces différentes tentatives de rendre compte des clivages qui structurent la compréhension du phénomène djihadiste se recoupent en grande partie pour ces différents auteurs.

Auteurs	Recension des différentes approches de la radicalisation djihadiste en sciences sociales
Farhad Khosrokhavar (2016) et Caroline Guibet Lafaye (2016a)	<ol style="list-style-type: none"> 1) Facteurs économiques et exclusion sociale 2) Facteurs politiques 3) Dimension irrationnelle ou nihiliste du djihadisme 4) Rationalité des acteurs radicalisés 5) Effet de réseaux d'un nouveau type produisant des groupes sans hiérarchie 6) Approches culturelles 7) Radicalisation comme phénomène à plusieurs dimensions
Caroline Guibet Lafaye (2016b)	<ol style="list-style-type: none"> 1) Facteurs économiques et exclusion sociale 2) Facteurs politiques 3) Approches culturalistes 4) Idéologies religieuses 5) Facteurs internes aux groupes radicalisés 6) Rôle des médias et des réseaux 7) Caractéristiques des groupes organisés (groupes fermés, en vase clos) <p><i>Ces différents facteurs peuvent être conjugués ou privilégiés.</i></p>
Carine Guérandel et Éric Marlière (2016) , à partir de prises de paroles d'universitaires et d'experts dans le Journal <i>Le Monde</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Djihadistes en rupture : entre révolte violente nihiliste et orgueil 2) Djihadistes fondamentalistes : la rhétorique du choc des civilisations 3) Djihadistes globalisés : entre problématique post coloniale et expérience de la relégation sociale
Xavier Crettiez et Romain Sèze (dir.) (2017)	<ol style="list-style-type: none"> 1) Approche verticale de la radicalisation : lien de causalité entre textes religieux et violence 2) Approche horizontale : pas de lien de causalité entre islam et radicalisation. Contestation générationnelle 3) Effets de la colonisation. Dimension idéologique de la radicalisation mise en avant 4) Approche psychologique ou psychanalytique : djihadisme armé comme « séduction narcissique »

Des oppositions qui se structurent autour de l'« islamisation de la radicalité » des jeunes ou de la « radicalisation de l'islam »

L'opposition entre Olivier Roy et Gilles Kepel est celle qui a le plus clivé le champ de la recherche au départ entre « islamisation de la radicalité » pour le premier et « radicalisation de l'islam » pour le second. Pour Olivier Roy, la radicalité des jeunes candidats au djihad est déjà présente avant même leur islamisation. Leur révolte est générationnelle et nihiliste. Ce sont des jeunes qui auraient pu s'engager dans d'autres engagements violents à d'autres époques. Ils sont plus fascinés par l'action violente que par la découverte d'une foi radicale. Comme il le souligne, « ils ne font que la guerre [...] ils sont plus nihilistes qu'utopistes » (Roy, 2016, p. 17). Leur entrée dans l'engagement n'est pas analysée comme un processus de radicalisation islamiste, les aspects religieux sont secondaires. Roy montre que ces jeunes méconnaissent le plus souvent les textes coraniques. Dans son texte de 2014 sur Al-Qaïda, il affirme qu'une grande partie des jeunes s'engagent par solidarité envers les copains. Le salafisme n'est en aucun cas la porte d'entrée vers la violence armée. Selon lui, la décision d'entrer dans le djihadisme « n'est jamais la conséquence d'une lente maturation religieuse dans une communauté de foi (mosquée), mais le brusque passage à l'acte dans le cadre d'un groupe de "copains" centré sur lui-même et qui bascule collectivement dans l'action » (Roy, 2014, p. 115).

En revanche, établissant une forte connexion entre islam radical et engagement violent, Gilles Kepel (2015) analyse l'entrée de ces jeunes en retraçant l'implantation du salafisme, et les filières de recrutement autour de cet espace dans différents lieux de socialisation en montrant combien l'imprégnation de cette pensée radicale mène de facto à la violence. Les textes religieux structurent ce passage. Dans une tentative d'essentialisation de la culture, ce type d'auteurs cherche « dans l'essence de l'islam, et notamment dans sa version radicale, les raisons profondes de la violence terroriste » (Guérandel, Marlière, 2016, p. 13).

Se sont ajoutés à cela d'autres approches telles que celle de François Burgat, qui, dans une perspective dite « tiers-mondiste », réintègre la dimension politique dans l'engagement djihadiste, tout en n'écartant pas la question de la jeunesse et de la marginalité sociale de ces individus. Il souhaite donner aux djihadistes un statut d'acteur politique en expliquant que leur engagement prolonge une lutte anticoloniale (Burgat, 2010 ; 2016). Scott Atran, anthropologue, s'opposant également aux lectures qui réduisent l'islam radical à un simple « nihilisme », souligne qu'on se trouve face à « un projet profondément séduisant, visant à changer et à sauver le monde » (Atran, 2016, p. 12). La thèse de Fethi Benslama (2016a ; 2016b), psychologue et psychanalyste, introduit de son côté une lecture plus individualisante tout en soulignant le rôle complémentaire des sciences sociales dans son interprétation. Il montre que les jeunes engagés dans le djihadisme sont attirés par la figure du « surmusulman », dans une logique de surenchère teintée de profonde culpabilité et de désir de sacrifice à l'égard de leur foi. Le sentiment de justice identitaire est central dans la construction de la radicalité de ces jeunes, nous y reviendrons. Des auteurs axent davantage leurs analyses sur leur marginalisation économique et politique tandis que d'autres soulignent que ce n'est pas l'idéologie mais le contexte et la dynamique de groupe qui est à l'origine du processus de radicalisation (Coolsaet, 2015).

Sortir des querelles pour une approche multi-causale et processuelle de la radicalisation

Comme le constatent Xavier Crettiez et Romain Sèze (dir.), ces querelles vigoureuses entre différents acteurs « tiennent peut-être moins à des confrontations intellectuelles qu'à des logiques de pouvoir et de reconnaissance au sein du "tout petit monde des islamologues" » (2017, p. 98). Pour ces auteurs, il faut prendre en compte l'ensemble de ces lectures. Nous abondons en effet dans leur sens quand ils affirment qu'il est difficile de déterminer « la thèse la plus parlante » (2017, p. 99) et que l'on ne doit pas se priver d'une approche multicausale et surtout processuelle de la radicalisation. D'autres chercheurs estiment également que la radicalisation est un phénomène multifactoriel et que selon l'origine sociale des jeunes, les motifs d'engagement ne sont pas les mêmes et invitent à intégrer la complexité dans les analyses sociologiques (Khosrokhavar, 2016 ; Guibet Lafaye, 2016a). Sortant de ce strict débat entre islamologues, nous retraçons, dans cette revue de littérature, les différentes analyses de la radicalisation des jeunes dans différents espaces idéologiques et invitons également, dans une perspective dynamique, à intégrer ces différents facteurs et niveaux d'analyse sociologiques dans la compréhension du phénomène. Nous verrons que de nombreux auteurs mobilisent d'ailleurs une lecture plurielle, défendant une approche non pas en termes de basculement mais processuelle de la radicalisation tentant de rassembler « le puzzle des pièces » (Hafez, Creighton, 2015 cité par Crettiez, 2016) qui « permettent d'en comprendre la logique » (Crettiez, 2016, p. 712). Dans cette approche multiniveau de l'évolution processuelle des engagements radicaux, Crettiez (2011a) distingue « les « facteurs » (compris comme les éléments objectifs et mesurables qui déterminent partiellement les raisons de l'engagement), les « mécanismes » (principalement cognitifs qui offrent aux acteurs une vision du monde et de leur propre rôle activiste) et les processus (plus sociopolitiques qui confrontent l'acteur à un environnement mouvant et participent de son évolution vers la radicalisation) » (*ibid.*, p. 46-47). Ces trois éléments « facteurs », « processus » et « mécanismes » – qu'il a dégagés comme récurrents dans ses différents terrains de recherche et dans la littérature qu'il a recensée sur les phénomènes de lutte armée et de terrorisme – sont cumulatifs.

Les causes structurelles et idéologiques de la radicalisation

Des conflits de génération des années 1970 aux « jeunesses en crise » aujourd'hui : le poids de la marginalisation socio-économique dans l'interprétation du passage à la violence

Réfléchissant à la participation d'une jeunesse bourgeoise, durant les années 1960-1970, au sein de l'opposition extra-parlementaire et notamment dans le terrorisme d'extrême gauche en République fédérale, Norbert Elias ([1989] 2017) défend que l'amélioration de la situation économique d'après-guerre aurait produit un désir d'émancipation chez ces jeunes bourgeois et un conflit générationnel. Ces jeunes, exclus de l'action politique, souhaitent accéder aux positions clés occupées par leurs aînés. Le radicalisme juvénile de gauche lors des événements de 1968 sera également en France lu comme un conflit de génération en « révolte contre le père » pour reprendre la lecture sociopsychanalytique

de Gérard Mendel (1968), et également comme la marque de l'anti-autoritarisme qui a vent dans toutes les institutions (scolaires, familiales, politiques) [Sommer, 2016]. Comme nous l'avons mentionné dans notre première partie, la lecture d'une marginalisation politique a pu également être mobilisée dans les années 1980-1990 notamment pour expliquer la violence en Corse. Une jeunesse exclue de l'espace politique local, rejetant la structure clanique et clientéliste de l'île, désireuse d'avoir voix au chapitre de l'histoire corse, décide d'investir des répertoires d'actions violentes pour se faire entendre (Briquet, 1997 ; Crettiez, 1999 ; Dominici, 2017).

La représentation d'un conflit générationnel est beaucoup moins présente aujourd'hui comme tentative d'explication de la radicalisation des jeunes. Elle se transforme en figure d'une jeunesse en grande difficulté qui pose problème. Le rôle des facteurs économiques et de l'exclusion sociale dans les processus de radicalisation est mis en avant pour les jeunes djihadistes. Prolongeant les travaux sur les émeutes des jeunes de 2005 (Castel, 2007 ; Mucchielli, 2010 ; Cortesero, Marlière, 2015 ; Bacqué et al., 2015) dans lesquelles certains ont vu une « révolte protopolitique » (Mauger, 2006), des auteurs montrent l'importance de la désaffiliation des jeunes de cités dans le passage vers la violence djihadiste : un chômage important, des difficultés d'accès à l'emploi, un taux de déscolarisation fort, la vie dans des habitats dégradés, l'expérience de la ségrégation spatiale, et des contrôles policiers quotidiens, l'ethnicisation des rapports sociaux constituent le cocktail explosif de la radicalisation. Le sentiment de discrimination et d'injustice des jeunes des quartiers (à l'égard de leur orientation scolaire, du marché du travail, etc.) que met en lumière notamment l'enquête TeO³⁰ de l'Institut national d'études démographiques (INED), expliquant ainsi les facteurs d'exclusion sociale, serait éclairant pour appréhender ces dynamiques de radicalisation politiques et religieuses d'une jeunesse issue des milieux populaires. Laurent Bonelli (2015) constate, dans « Les chemins de la radicalisation », que ces jeunes ont connu le plus souvent la relégation scolaire et qu'ils appartiennent aux fractions les moins qualifiées des milieux populaires. Comme nous l'avons précédemment mentionné dans notre première partie, les auteurs qui mettent l'accent sur l'importance des jeunes des quartiers populaires dans la radicalisation djihadiste et qui y minorent l'entrée des classes moyennes, mettent en avant l'exclusion économique de cette jeunesse. La même explication est avancée aujourd'hui pour les jeunes skinheads (François, 2017), séduits par les actions violentes xénophobes envers les immigrés, comme nous l'avons déjà mentionné dans notre première partie. Caroline Guibert Lafaye (2016) note cependant que le rôle décisif des facteurs économiques et de l'exclusion sociale est peu mobilisé dans le discours politique, comme facteur explicatif de la radicalisation.

Certains psychanalystes tels que Fethi Benslama ou Danièle Epstein ont réintégré une approche en termes de conflit générationnel pour le djihadisme notamment. Danièle Epstein (2016) souligne ainsi : « À l'instar du "surhomme", ils se feront "sur-musulmans", formatés pour ravalier les parents au rang de sous-hommes et de "sous-musulmans". L'islam réduit à des slogans évidés sera leur arme pour

³⁰ L'enquête TeO Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France vise à identifier l'impact des origines sur les conditions de vie et les trajectoires sociales, tout en prenant en considération les autres caractéristiques sociodémographiques que sont le milieu social, le quartier, l'âge, la génération, le sexe, le niveau d'études. L'enquête TeO permet également d'étudier les questions d'intégration et de discrimination, lacunaires en France. La collecte (auprès de 22 000 répondants en France métropolitaine) s'est déroulée entre septembre 2008 et février 2009. Voir le site internet <https://teo.site.ined.fr/>

s'opposer, se poser face aux parents, leur imposer leur loi, faisant de leur foi le média du conflit des générations, en une déferlante de mort. » (Epstein, 2016, p. 177-178.)

Les facteurs politiques

D'autres auteurs avancent plutôt des explications politiques en argumentant que les déterminants socioéconomiques sont secondaires dans le processus d'engagement des jeunes. Ce type de lecture a surtout émergé chez les auteurs qui mettent en avant la pluralité des profils socioéconomiques des jeunes djihadistes et notamment la montée des classes moyennes et de jeunes possédant un bon niveau d'études. Selon Farhad Khosrokhavar, « l'adhésion des jeunes de classe moyenne au jihadisme dans sa version exportée vers la Syrie pose la question du malaise d'une jeunesse qui souffre de la déliquescence du politique » (2015, p. 40). Déniant cette interprétation pour les jeunes de cités qui, pour lui, se situent dans des attitudes infra ou supra politiques de repli sur soi ou sur le ghetto, le djihadisme pourrait être pour les jeunes de classe moyenne qui embrassent cette cause, « la conséquence de l'éclipse du politique comme projet collectif porteur d'espérance » (*ibid.*). Depuis les années 1980, le référent politique au sein des classes moyennes connaîtrait une crise majeure (*ibid.*). Toutefois, à la différence de Khosrokhavar, on pourrait avancer le même type d'explications pour les jeunes de cités. En effet, au cours des années 1980, on a assisté à la fois à la disparition des bastions ouvriers, à la montée du chômage, à l'effondrement du relais politique du parti communiste et à l'effondrement du bloc soviétique. Une défiance de plus en plus grande dans les anciennes banlieues rouges, entre élus et « militants de cité », progressivement exclus du champ politique local, est apparue (Masclat, 2003). L'entrée des jeunes de milieux populaires dans le djihadisme pourrait alors constituer, à notre sens, de nouvelles formes de contestations politiques, face au fait que « la colère contre sa condition sociale, l'injustice, la discrimination n'a plus de lieu fédérateur » (Le Breton, 2016a, p. 99).

D'autres auteurs évoquent l'influence des événements géopolitiques internationaux et notamment les séquelles postcoloniales en France comme variable explicative de cet engagement dans le djihadisme. Comme nous l'avons déjà signalé, François Burgat (2010, 2016) affirme l'importance de la matrice politique dans la compréhension du phénomène djihadiste et tient à souligner la part de responsabilité des États occidentaux dans leur politique au Proche et Moyen-Orient dans l'origine du djihadisme. Il est la marque de la persistance des rapports de domination Nord-Sud. De même, il s'agit également pour lui de ne pas déconnecter ce phénomène d'une interprétation impliquant le niveau national. Les erreurs des États au regard de leurs politiques d'intégration de leurs propres immigrés, le fait qu'ils n'assument pas la violence de leur passé colonial sont également à prendre en compte. Selma Belaala, dans son rapport final, *Les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier*, affirme à partir de 150 radicaux islamistes interviewés qu'« il est indispensable de poser la question de l'échec de l'intégration politique des jeunes radicaux issus des minorités musulmanes en Europe » (2015, p. 13-14). Selon elle, cela « pose la question politique du sentiment d'exclusion des jeunes, problème qui semble jouer un rôle central dans le processus de radicalisation » (*ibid.*, p. 14). Le même type d'explication sur « le manque d'intégration » de certains jeunes occidentaux les poussant à se radicaliser et, dans certains cas, à commettre des actes violents, est avancé par d'autres auteurs (Wolfberg, 2012).

Orla Lynch (2013), qui a étudié les jeunes musulmans anglais, montre que la radicalisation comme processus est de plus en plus associée à la jeunesse musulmane, en particulier masculine. Le terrorisme, le radicalisme et l'extrémisme se sont bien souvent, dans les débats, mêlés aux notions d'identité, d'intégration, de ségrégation et de multiculturalisme. La radicalisation potentielle de cette jeunesse est alors expliquée en termes d'aliénation et de crise d'identité car elle vivrait dans des communautés séparées du reste de la communauté nationale. Depuis les attentats du 11 septembre et ceux de Londres en 2005, Orla Lynch (2015) constate que les jeunes musulmans britanniques sont soumis à de nombreux stéréotypes. La focalisation sur leur possible radicalisation masque non seulement, selon elle, la réalité de la vie de ces jeunes mais dissimule aussi les expériences quotidiennes des jeunes dans un voile de suspicion où les catégories identitaires deviennent des déclarations de loyauté ou de déloyauté envers l'État (*ibid.*). Les jeunes musulmans britanniques qu'elle a interviewés se définissent au regard de ces événements. Ces attentats ont eu sur eux des impacts importants. Face aux débats xénophobes autour de leurs problèmes d'intégration, les notions de victimisation sont très présentes dans leur discours (*ibid.*). Ils se sentent appartenir à la communauté des croyants au-delà des frontières nationales par cette expérience partagée de vindicte populaire à leur égard. Ainsi, cette mise en avant d'une identité transculturelle et générationnelle chez les jeunes musulmans au Royaume-Uni est à analyser, selon elle, non pas comme une preuve d'un processus de radicalisation mais comme une caractéristique de leur expérience vécue (Lynch, 2013). Pour elle, si on voit l'impact du terrorisme et des politiques anti-terroristes sur les communautés musulmanes visées, le chemin qui pousse à la violence ne semble pas, néanmoins, directement corrélé à cela. Elle s'oppose sur ce point à d'autres auteurs pour qui le sentiment d'aliénation des enfants et petits-enfants d'immigrés conduirait ces derniers à se radicaliser et à choisir le chemin de la violence. Elle s'oppose également aux interprétations qui déclarent que les jeunes qui entrent dans Al-Qaïda le font dans le but de contester leurs parents. Leur islam est, selon elle, séparé de la génération de leurs parents et plus ancré dans les réalités de la vie moderne au Royaume-Uni. D'autres auteurs se questionnent également sur les conséquences de la discrimination envers la communauté musulmane et l'islamophobie grandissante dans différents pays européens sur les processus de radicalisation de ces jeunes (Bizina, Gray, 2014).

Ces différents auteurs réintroduisent d'une certaine manière la prise en compte de l'acteur étatique dans le processus de radicalisation des jeunes. Selon Alex P. Schmid (2013), il faut également reconnaître que la radicalisation n'est pas nécessairement un phénomène unilatéral. Il est aussi important d'examiner le rôle des acteurs étatiques et leur potentiel de radicalisation. Non seulement les acteurs non étatiques peuvent se radicaliser mais également ceux qui sont étatiques. Les atteintes aux principes démocratiques et notamment aux droits de l'homme sous couvert de sécurité, les scandales d'actes de tortures, sont des preuves d'une certaine radicalisation de l'État pour cet auteur. De façon plus large, la question des relations entre les jeunes et la police et notamment les multiples contrôles d'identité (Jobard *et al.*, 2012) que les jeunes de quartiers populaires vivent pourraient également favoriser le processus de radicalisation dans un ressentiment violent des jeunes. D'autres travaux éclairent ce ressentiment des jeunes à l'égard de la police, même s'ils n'abordent pas directement la question de la radicalisation politique et religieuse des jeunes. Ainsi, s'opposant à une lecture mécanique de la frustration relative, Abdellali Hajat (2014) montre, à partir d'une analyse des

rébellions des Minguettes (Vénissieux, Rhône) de 1981 et 1983, les conditions de possibilité de la contestation de l'autorité policière par les jeunes de banlieue. Loin du décalage entre attentes et satisfactions que vivaient ces jeunes, la configuration locale et notamment la rupture de l'équilibre des tensions dans les relations entre la police et les jeunes de banlieue seraient à l'origine de ces rébellions. Selon nous, cette crise du consentement à la domination exercée par les forces de police (*ibid.*) pourrait expliquer l'action violente de certains jeunes djihadistes envers des policiers sur le territoire français.

Des auteurs expliquent d'une autre manière le phénomène de radicalisation en axant notamment sur l'importance de l'idéologie comme moteur de l'engagement de ces jeunes. Comme le constate Xavier Crettiez « l'idéologie joue un rôle central dans la radicalisation lorsqu'elle repose sur une grammaire de violence qui vient justifier le passage à l'acte belliqueux » (2016, p. 716). Ainsi, Scott Atran montre que les occidentaux ont tendance à nier le projet politique sous-jacent de l'engagement des jeunes jihadistes. Selon lui, « pour Olivier Roy, penseur pourtant brillant autant que subtil, les auteurs des attentats de Paris sont des marginaux, ignorant des questions religieuses ou géopolitiques, dépourvues de vrais rancœurs politiques. Pour expliquer leur prétendu nihilisme, ils prennent la vague de l'islam radical parce que c'est le plus grand et le plus affreux des mouvements de contre-culture à leur disposition » (Atran, 2016, p. 12). Pour Scott Atran, au contraire, « le califat est un "mythe mobilisateur" pour ces jeunes », qui les « aime », car « il les sort de la mainmise du monde matériel dans lequel ils ne voyaient que vice et mièvrerie » (*ibid.*, p. 45). Atran explique que les valeurs sacrées prônées par l'État islamique constituent un véritable carburant révolutionnaire pour ces jeunes. À l'appui d'un sondage, pourtant très controversé et douteux dans sa méthodologie, réalisé en août 2014 par l'institut britannique ICM pour l'agence de presse russe Rossiya Segodnya³¹, qui suggérait « qu'en France un quart des jeunes de toutes croyances âgées de 18 à 24 ans avaient une opinion positive de l'EI », il confirme, dans une recherche qu'il a réalisée avec son équipe, ce soutien aux valeurs professées par l'État islamique parmi des jeunes issus de banlieues parisiennes défavorisés, mais également en Espagne avec un plus large échantillon de la population. De même, il argumente que le plafond de verre pour les enfants d'immigrés, en termes d'accès à des catégories sociales plus élevées, joue dans cette radicalisation. Ainsi, il constate qu'« à la différence des États-Unis, l'Europe n'a pas été conçue pour accueillir des immigrants. Aux États-Unis, les immigrants musulmans rejoignent dès la première génération le niveau de vie ou d'éducation des Américains moyens (et parfois le surpassent). En Europe, la probabilité qu'ils restent plus pauvres que la moyenne, même au-delà de la deuxième génération, est bien plus grande : un héritage de la décolonisation, qui faute d'être traité, est devenu toxique » (Atran, 2016, p. 42). Selon lui, les deux tiers de la population carcérale seraient de culture musulmane et constitueraient une sous-classe prête à être radicalisée. Il nuance toutefois son propos en indiquant la présence d'étudiants en médecine et en informatique dans les rangs de l'EI.

³¹ L'échantillon de l'enquête de l'ICM concernerait, tous âges confondus, 1 001 Français, 1 006 Allemands et 1 000 Britanniques, interrogés entre le 11 et le 21 juillet 2014, par téléphone. La question posée aux sondés était : « De ce que vous en savez, dites-nous si vous avez une opinion très favorable, assez favorable, assez défavorable, ou très défavorable à l'État islamique ? » De nombreux médias ont relevé le caractère problématique de cette étude en termes de méthodologie et d'interprétation des résultats. Sur ce point, voir l'article du journal *L'Express* : www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/offensive-jihadiste-en-irak/y-a-t-il-vraiment-15-des-francais-qui-soutiennent-l-etat-islamique_678217.html

David Le Breton constate également le poids de l'idéologie dans les motivations d'engagement : « Les jeunes recrutés sont loin d'être de malheureuses victimes. Ils adhèrent passionnément et lucidement à l'idéologie qu'ils ont découverte. Voir dans l'adhésion au djihadisme une contrainte serait une naïveté. Ils y trouvent un moment, une réponse, parfois durablement, même si certains déchantent peu à peu, une fois arrivés en Syrie. » (Le Breton, 2016a, p. 85).

Les facteurs religieux

Si certains chercheurs soulignent le rôle de l'islam radical dans la fabrication d'une nouvelle utopie transnationale au regard de la disparition des utopies dans nos sociétés, considérant cela comme un facteur politique de radicalisation (Khosrokhavar, 2016 ; Roy, 2016), certains auteurs ont appréhendé l'idéologie religieuse en tant que telle dans sa spécificité, comme par exemple Gilles Kepel. Celui-ci réintroduit l'analyse de la matérialité des discours religieux qui structure l'engagement des jeunes européens dans le djihadisme (Kepel, 2008, 2015). Selon lui, il y a une porosité forte entre salafisme et passage au djihadisme. Il accorde de l'importance aux textes, aux communiqués des différentes organisations islamistes, car ceux-ci introduisent des changements dans l'organisation en tant que telle et sur l'individu engagé lui-même. Ce n'est pas propre aux djihadistes, de nombreux travaux ont prêté attention à l'idéologie d'une cause et à ses finalités programmatiques. Des travaux sur l'ETA ont par exemple montré l'importance du corpus marxiste dans l'idéologie d'ETA comme favorisant l'acceptation de l'action violente et la vie en clandestinité (Crettiez, 2006).

À l'encontre de ce qu'affirme Olivier Roy sur la méconnaissance de l'islam des jeunes djihadistes, Xavier Crettiez et Romain Sèze soulignent dans leur rapport, qui retrace les trajectoires de djihadistes et indépendantistes corses et basques interviewés, combien « ce qui frappe le plus dans ces paroles de djihadistes c'est bien, comme le note Gilles Kepel, le rapport littéral au texte religieux qui est pris au sérieux par les adeptes salafistes violents » (2017, p. 99).

Analysant le système doctrinal de l'islamisme djihadiste à travers la sélection de textes de penseurs importants, Gilles Kepel (2015) établit trois phases du djihadisme : la première se situe en Afghanistan, de 1979 à 1997. C'est l'ère du djihad armé, théorisé par le Frère musulman palestinien Abdallah Azzam. Cette phase voit également l'apparition du GIA algérien. La deuxième phase est celle d'Al-Qaïda, pensée par Ayman al-Zawahiri, qui se construit autour d'une organisation pyramidale dont on verra les effets dans l'attentat du 11 septembre. La troisième phase est réticulaire et non plus pyramidale, les réseaux sociaux y sont majeurs et les agissements se font sur le sol européen. Ce « djihadisme de proximité » que Gilles Kepel qualifie de « troisième génération du djihad français » est construit par l'ingénieur syro-espagnol Abû Moussab al-Souri qui, en 2005, met en ligne son manifeste de 1 600 pages, *Appel à la résistance islamique mondiale*. Ce manifeste s'adresse aux jeunes musulmans immigrés, marginalisés économiquement, socialement et politiquement et les appelle à faire le djihad sur le sol européen. Gilles Kepel articule également ces phases aux évolutions de l'islam en France : de l'islam des « darons » des pères de famille immigrés jusqu'en 1989, qui s'appuient sur les amicales étrangères de leur pays, on passe à l'islam des Frères musulmans dans les cités (des jeunes nés sur le territoire, issus des travailleurs immigrés), puis à celui provenant des émeutes de 2005, qui se construit

sur l'échec des Frères musulmans et de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), le salafisme prenant alors un poids plus conséquent auprès de la jeunesse. La troisième génération de l'islam de France est mise en contact direct avec la troisième vague du djihadisme (Kepel, 2015) et va produire, selon lui, la cohorte de jeunes Français djihadistes partant en Syrie et perpétrant les attentats de 2015 en France.

Cette focale sur l'adhésion des jeunes à une idéologie radicale amène à s'intéresser non plus aux causes de l'appropriation de cette pensée mais aux processus d'appropriation de cette pensée. Cela nous amène à réfléchir aux lieux et agents de socialisation de cette jeunesse radicale à des moments de leur cycle de vie. Des auteurs se sont penchés sur la diversité des espaces de socialisation qui participent à la radicalisation des jeunes. Selon Rik Coolsaet, « la radicalisation est en effet avant tout un processus de socialisation dans lequel la dynamique de groupe (amis, famille) est bien plus importante que l'idéologie. » (2015, p. 12.)

L'importance des lieux dans les modes de radicalisation et de recrutement des jeunes : lieux physiques et numériques

Dans le cadre de cette partie, c'est le rôle socialisateur d'organisations militantes mais également d'autres espaces de socialisation, dans la socialisation primaire comme secondaire des jeunes, qui sont appréhendés. Les organisations mobilisatrices, les lieux et agents de socialisation jouent toujours un rôle de facilitation de la radicalisation. Même si dans le cadre du djihadisme, le rôle des organisations peut être minoré dans le processus de socialisation étant donné le fait que ses militants sont passés d'un mode d'organisation hiérarchique régionale à des réseaux plus décentralisés, nous montrons comment différents espaces de socialisation traversés par les jeunes les conduisent à s'investir dans une cause radicale menant à la violence. Comme le souligne Anne Muxel (2011, p. 307), « l'importance des lieux et des territoires d'expression politique selon les âges doit être remarquée. La rue ou la toile, mais aussi l'école, délimitent des conditions d'expériences politiques plus spécifiques à la jeunesse ». En analysant une grande partie des vecteurs de socialisation de la jeunesse, nous illustrons ainsi « la diversité des espaces de socialisation politique, plus ou moins centraux suivant les périodes de la vie, mais aussi leur imbrication et leurs effets croisés sur leur politisation » (Douillet, 2017, p. 48). Nous montrons dans cette partie qu'il y a actuellement une focalisation sur le numérique dans la radicalisation des jeunes, qui occulte l'existence de fortes sociabilités et lieux de socialisation secondaire. Internet est considéré comme le lieu de recrutement des jeunes par excellence et a fait l'objet d'une littérature conséquente liée également au fait que c'est un médium de socialisation nouveau au regard des organisations armées plus anciennes. Toutefois, une partie des auteurs ont bien montré actuellement que l'autoradicalisation d'une jeunesse derrière un écran est un mythe. Cette radicalisation passe bien plus par des réseaux d'acteurs directs que virtuels. Le « loup solitaire » extrêmement minoritaire est une construction médiatique.

L'université et la rue, vecteurs de socialisation politique radicale

L'université et l'espace de la rue ont été des lieux phares de contestation radicale des jeunes des années 1960 à 1980, que ce soit dans l'espace politique de gauche (Rampazzo Bazzan, 2013 ; Melchior, 2017) comme de droite (Cucchetti, 2017 ; Lebourg, 2017). Ainsi, Humberto Cucchetti évoque le rôle de la sociabilité militante de rue, y compris l'activisme d'affrontement physique chez les royalistes d'Action française, à différents moments de leur histoire, dés-essentialisant les relations entre violence politique et radicalité militante. Il constate que « depuis la moitié des années 1960, le climat généralisé d'agitation universitaire favorise un nouvel essor du militantisme, notamment celui des étudiants. Cette agitation s'accompagne d'une montée de la violence militante, même du point de vue technique : utilisation de casques, de manches de pioche, maîtrise de techniques de combat (arts martiaux). La part de la violence s'immisce dans les discussions au sein des cadres de la jeunesse. À la fin de cette décennie-là, les étudiants organisent leur propre service d'ordre, ce qui ravive l'activisme de rue et l'entraînement physique. » (Cucchetti 2017, p. 30-31.) L'université mais aussi le lycée sont les principaux lieux de recrutement de la mouvance autonome à la fin des années 1970-1980 (Schifres, 2004).

En revanche, on assiste aujourd'hui à une « déradicalisation » des mouvements étudiants. De 2006 à 2010, Ksenia Ermoshina observe le « rôle crucial des syndicats étudiants dans la dé-radicalisation des mouvements étudiants » (2012, p.155). Les fractions radicales, représentées par les militants autonomes d'extrême gauche ou les groupes affinitaires anarchistes, ont occupé une position relativement faible dans le champ des mouvements étudiants, n'ayant pas de ressources et de soutien de l'opinion publique. Toutefois, Ermoshina constate depuis 2011 une tendance à la radicalisation dans les mouvements globaux et c'est le caractère a-syndical, le refus d'être représenté par des leaders qui les rendent radicaux et relativement incontrôlables. Toutefois, il reste encore des poches de politisation radicale à l'université Paris 1 sur le site de Tolbiac pour les autonomes (Schifres, 2004 ; Patinaux, 2017).

Aujourd'hui, il existe peu de travaux sur le rôle de l'espace scolaire dans la radicalisation des jeunes. En raison de la focalisation sur les trajectoires de jeunes djihadistes issus de milieux populaires, qui ont le plus souvent une expérience de déscolarisation et de délinquance, c'est davantage d'autres espaces de socialisation qui ont été mis en avant dans le cas de ces jeunes. Néanmoins, on peut recenser quelques travaux, notamment au Canada. Au Québec, après une série de cas de radicalisation d'étudiants du collège Maisonneuve, le rôle de l'école comme lieu de socialisation a été scruté par des chercheurs à la demande de cette institution. Dans leur rapport, *Les étudiants face à la radicalisation religieuse conduisant à la violence*, Frédéric Dejean *et al.* (2016) n'interrogent pas directement les jeunes qui sont partis en Syrie et qui étaient scolarisés dans cette structure mais plutôt ceux encore scolarisés, au nombre de 27. Dans une perspective de psychologie sociale, ils se concentrent sur leur identité sociale en particulier chez ceux qui sont issus de l'immigration. Selon les chercheurs, il existe des zones de fragilité constituant un terreau favorable à la radicalisation. Par « zones de fragilité », ils entendent des expériences sociales vécues négativement par les étudiants qui peuvent déboucher sur une souffrance morale et psychologique les amenant à se radicaliser. De nombreux résultats s'apparentent aux travaux d'Orla Lynch mentionnés plus haut : le regard suspicieux que peuvent sentir sur eux les jeunes québécois issus de l'immigration au collège Maisonneuve, mais également sur le groupe de référence auquel ils

s'identifient, malmené depuis les attentats, peut créer des zones de fragilité chez ces jeunes. Des tensions entre culture d'origine et culture de la société d'accueil peuvent également les amener à être plus malléables face aux discours des recruteurs djihadistes. Le regard négatif de la société sur certains groupes religieux peut conduire les étudiants de Maisonneuve à répondre aux critiques en adhérant à des pratiques religieuses plus rigoristes, plus « radicales », moins ouvertes aux échanges, constatent les auteurs. Toutefois, s'ils montrent qu'une certaine forme de radicalisation religieuse peut se produire chez les jeunes, elle ne conduit pas à un passage à des actions violentes. Leur chapitre 3 gagne tout notre intérêt car il pose la question de l'institution scolaire en tant que telle en se centrant sur les relations que les étudiants entretiennent avec l'institution collégiale. Ils évoquent le fait qu'un hiatus peut se construire entre les valeurs des étudiants issus de l'immigration et celles de l'école.

De façon plus directe, Ashley Manuel (2014), dans son mémoire de maîtrise, s'interroge de son côté sur l'impact des espaces éducatifs canadiens sur la radicalisation des jeunes, en s'intéressant à trois figures militantes qui ont adopté un système de croyance extrémiste pendant leur jeunesse au Canada. À travers l'analyse des expériences éducatives de Donald Andrews, chef du parti néo-nazi au Canada, de Marc Lépine, auteur de la tuerie au sein de l'École polytechnique de Montréal et de Saad Khalid, jeune canadien qui a participé à un projet d'attentats terroristes avec 18 autres personnes visant le centre-ville de Toronto, elle montre l'influence du vécu scolaire en termes de marginalisation et d'isolement sur leur processus de radicalisation. Selon elle, les sentiments d'aliénation et de marginalisation qui ont contribué à leur radicalisation ont été aggravés au sein de leurs espaces éducatifs respectifs. Quelques rares travaux qui signalent la faiblesse des recherches sur l'influence de l'éducation dans le processus de radicalisation des jeunes se sont interrogés sur le lien entre le contenu et le style d'enseignements réalisés par les enseignants et l'apparition d'une radicalisation des jeunes (Pels, De Ruyter, 2011). Il y aurait aussi, à notre sens, un champ d'exploration à poursuivre dans la reconstitution des trajectoires scolaires de jeunes engagés dans des organisations violentes : appréhender leur regard sur leurs orientations scolaires, leur rapport aux professeurs, aux classements scolaires, leurs points de vue sur le tri social qui s'opère dans l'espace scolaire et ainsi voir en quoi cela a pu être facteur ou non de radicalisation constitueraient des pistes de recherche prometteuses. Quelques pistes évoquées dans le rapport de Xavier Crettiez et Romain Sèze (2017) sont intéressantes mais il faudrait un nombre plus important d'entretiens pour que cela soit généralisable. Six personnes de leur échantillon qui sont parties en zone de conflit au Proche et Moyen-Orient ou en Égypte, « livrent le récit d'une scolarisation (toujours publique) sans véritables difficultés dont ils conservent un souvenir globalement positif, mais qui leur a néanmoins rarement offert la possibilité d'une ascension sociale » (Crettiez, Sèze, 2017, p. 68). La majorité d'entre eux ont été orientés en voie professionnelle.

La prison, un accélérateur plus qu'une cause de radicalisation

La prison peut constituer le théâtre de la radicalisation selon certains auteurs. Ainsi, Michel Fize constate que c'est un des lieux les plus anciens de radicalisation. En 1970-1980, en Italie, « le recrutement des Brigadistes (rouges) s'effectuait au sein des établissements pénitentiaires » (Fize, 2016, p. 54). Dans les années 1990, il évoque également de nombreux membres du Groupe islamique armé algérien (GIA) qui se sont endoctrinés en prison. Si la prison était un lieu important il y a une

dizaine d'années, « elle semble l'être moins aujourd'hui » (*ibid.*, p. 55), selon lui. De plus en plus de chercheurs considèrent qu'actuellement la prison serait plus un accélérateur de radicalisation que le lieu de la radicalisation en tant que tel. Ainsi, Farhad Khosrokhavar montre que la prison joue un rôle essentiel dans la trajectoire djihadiste des jeunes de banlieue « moins parce qu'on s'y radicaliserait que pour cette raison fondamentale qu'elle offre la possibilité de mûrir la haine de l'autre dans des rapports quotidiens tissés de tension et de rejet face à l'institution carcérale. » (2015, p. 35-36). Céline Béraud et al. (2016) notent l'intensification de la religion en prison, et ce pour toutes les confessions, plus qu'une radicalisation, notamment parce que la religion peut constituer une ressource permettant de mieux supporter la détention.

Par ailleurs, dans d'autres milieux militants, la prison a joué et joue encore un rôle en permettant notamment d'y continuer la lutte comme dans le cas basque (Lacroix, 2009), corse (Dominici, 2017) ou irlandais (Granger, 2001 ; Felices-Luna, Lehalle, 2012). Si la répression de certains mouvements par les autorités peut encourager le désengagement, elle stimule au contraire encore plus la mobilisation au Pays basque, par exemple. Certains individus qui ont assisté à des manifestations violemment réprimées, qui ont vécu des gardes à vue musclées et des passages en prison se sont engagés intensément dans la cause basque, ces événements ayant produit sur eux un « choc moral » (Lacroix, 2013).

Farhad Khosrokhavar, qui a le plus analysé cet espace de radicalisation, s'est concentré à rendre compte du djihadisme en prison en raison de sa récurrence, même s'il témoigne d'une progression du néo-nazisme en région PACA puisqu'il a trouvé quelques adhérents de cette mouvance dans les prisons qu'il a visitées (Khosrokhavar, 2014). Il dégage trois modèles de radicalisation qui peuvent être transposés au monde extérieur : le modèle extraverti du djihadisme dans lequel les détenus montrent des signes ostentatoires de leur appartenance à cette cause ; le modèle intraverti dans lequel des détenus dissimulent leur foi pour échapper à la surveillance pénitentiaire ; l'individu esseulé qui se radicalise en prison sous l'effet de la frustration ou par la socialisation avec d'autres détenus radicaux (*ibid.*). Ces derniers ne s'affilient pas à un réseau djihadiste, mais Khosrokhavar n'est pas en mesure de dire si c'est la prison ou l'extérieur qui les a radicalisés. Il réalise également dans son travail une autre typologie en trois groupes de jeunes issus de quartiers sensibles et de classes moyennes qui reviennent de Syrie et qui sont incarcérés : les djihadistes endurcis ; les désillusionnés qui devraient, pour lui, être pris en charge par les programmes de déradicalisation ; et ceux qui sont revenus dans un état de délabrement psychologique grave. Selon cet auteur, ces deux derniers ne doivent pas être incarcérés avec les premiers au risque d'un ré-endoctrinement encore plus radical.

La mosquée

Comme la prison, la mosquée a été l'un des premiers espaces de socialisation analysés par différents auteurs, mais son rôle serait actuellement plus effacé selon certains chercheurs (Amghar, 2006 ; Khosrokhavar, 2014 ; Fize, 2016) et ce, même si les pouvoirs publics en font actuellement un espace clé à surveiller et à fermer en cas de suspicion de radicalisation. Ainsi, Khosrokhavar (2014) constate que dans les années 1990 et au début des années 2000 en France, les mosquées sont des lieux de radicalisation, et ce même à l'insu de leurs imams, mais elles sont aujourd'hui de moins en moins

privilegiées par les djihadistes en raison de la surveillance accrue des renseignements généraux. Si Gilles Kepel pense que la socialisation au sein des mosquées salafistes est l'une des premières étapes de radicalisation, des auteurs comme Samir Amghar (2006) considèrent qu'elles sont des remparts. Selon ce dernier auteur, « depuis la guerre civile algérienne, surtout depuis les attentats du 11 septembre, les démarcations se sont durcies. On assiste dès lors à une autonomisation croissante de ces mouvements les uns par rapport aux autres. Les salafistes prédicatifs se présentent comme les meilleurs remparts contre le salafisme révolutionnaire, qu'ils affublent du terme de *takfiri* (celui qui jette l'anathème) ; quant aux salafistes révolutionnaires, ils ne se lassent pas d'accuser les prédicatifs d'être à la solde des monarchies et des régimes arabes » (Amghar, 2006, p. 78). Le récent rapport de Xavier Crettiez, Romain Sèze (2017) abonde dans ce sens en montrant que les djihadistes rejettent les instances officielles de l'islam et considèrent le wahhabisme saoudien comme renégat à la cause islamiste et surtout djihadiste. Dix individus djihadistes de leur corpus d'entretiens sur les treize réalisés sont entrés en religion au moment de l'adolescence sans passer par des mosquées (Crettiez, Sèze, 2017). D'ailleurs pour Olivier Roy comme nous l'avons déjà mentionné, les jeunes djihadistes fréquentent peu la mosquée et connaissent faiblement le Coran. Ce sont de plus en plus des lieux privés, comme les appartements ou internet, qui constituent des espaces de socialisation radicale.

Selma Belaala retrace, à travers 150 interviews, combien les mosquées salafistes peuvent être présentes dans les trajectoires de radicalisation des jeunes Britanniques, Français ou Espagnols bien souvent en rupture avec la tradition religieuse de leurs parents, mais ce n'est pas ce lieu qui détermine le passage à la violence. Les séjours au Pakistan, en Afghanistan, en Égypte, en Syrie semblent être les principaux déclencheurs. Par ailleurs, Belaala (2008) retrace bien les conflits qui peuvent exister à l'intérieur de mosquées face à la radicalisation djihadiste de certains jeunes et elle montre notamment que les mosquées dont les djihadistes avaient le contrôle en Grande-Bretagne ont été reprises par les islamistes de divers courants opposés aux actions terroristes, avec l'appui des autorités locales.

Alors que toute une littérature dans d'autres terrains de recherche (extrêmes droite et gauche) a pu montrer l'importance des organisations militantes dans la socialisation aux idées radicales, on ne peut que constater la faiblesse des travaux sur l'État islamique (EI) en tant que tel ou sur d'autres types d'organisations militantes qu'auraient pu traverser les jeunes djihadistes avant de s'engager dans l'EI, comme le groupe radical Forsane Alizza appelé aussi « Les cavaliers de la fierté », dissout en 2012 par le ministère de l'intérieur. Dans le cas d'Al Qaïda, Belaala (2008) constate en Grande-Bretagne, l'appartenance préalable de certains jeunes hommes britanniques, à un moment donné de leur radicalisation, à l'organisation Al Mouhadjiroun (2008). Un nombre croissant de travaux souligne que la radicalisation des jeunes passe de moins en moins par des lieux concrets, mais que celle-ci se fait de plus en plus individuellement et par le biais d'internet, en raison d'une organisation essentiellement réticulaire et non plus pyramidale.

Si peu de travaux analysent la socialisation dans l'EI en Syrie, par exemple, et les effets de l'entrée dans cette organisation sur ses membres, cela s'explique en premier lieu par la focalisation actuelle sur le concept de radicalisation qui regarde le processus d'adhésion à une idéologie radicale avant de passer à l'action violente. Il convient pourtant de bien distinguer la socialisation aux idées radicales de la socialisation au sein d'une organisation radicale. La socialisation secondaire dans l'organisation EI est la

grande absente des analyses en raison d'un accès au terrain très difficile. Des travaux ont pu analyser la vie en clandestinité au FLNC, au sein d'ETA ou d'Iparretarrak au Pays basque, au sein d'Action directe ou des Brigades rouges, même si les informations restent éparées en raison d'un certain silence des militants, qui protègent les informations susceptibles de mettre en difficulté leurs membres, certains faits pouvant encore être sanctionnés pénalement. Ce type d'informations sera sûrement accessible quand on enquêtera auprès des jeunes revenus en France et incarcérés après avoir passé plusieurs années dans les rangs de l'EI.

Internet, lieu de socialisation militante plus que facteur de radicalisation

De nombreux auteurs se sont concentrés spécifiquement sur internet et témoignent de l'importance actuelle du numérique dans les processus de recrutement des jeunes, notamment dans la cause djihadiste. Mathieu Guidère parle même d'« internetisation du terrorisme » (2016, p.117). Ce médium de recrutement fait l'objet d'une littérature conséquente en termes d'articles et de rapports de recherche en raison de sa nouveauté, les anciennes organisations violentes utilisant auparavant comme médias la presse et la télévision. Ainsi par exemple, le titre de ce rapport belge rédigé par une équipe de chercheurs de l'université de Gand et de l'université catholique de Louvain qui ont travaillé sur la question de la radicalisation au sein de l'extrême gauche, de l'extrême droite, et de l'extrémisme religieux musulman, confirme cet engouement pour internet, *Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent Une recherche qualitative et quantitative* (Pauwels et al., 2014) ou cet article en anglais de Sanne Geeraerts, de l'université d'Utrecht au Pays-bas, portant cette question spécifiquement sur la jeunesse *Digital radicalization of youth* (2012). Internet fait l'objet de toutes les attentions concernant la question de la radicalisation en raison de l'utilisation importante des jeunes des réseaux sociaux au regard des autres catégories d'âge.

On peut d'ailleurs distinguer les auteurs selon qu'ils considèrent que c'est devenu le lieu principal de radicalisation des jeunes ou qu'ils en minimisent la portée.

Ainsi, pour Mathieu Guidère, « internet est devenu l'instrument de propagande privilégié des organisations terroristes et le principal lieu de radicalisation des jeunes » (2016, p. 123). Il constate que la majorité des jeunes Européens qui ont rejoint l'EI en Syrie et en Irak ont reconnu avoir utilisé internet de façon intensive dans leur processus de radicalisation avant de basculer dans le terrorisme ou de rejoindre des organisations extrémistes. David Le Breton (2016b) considère également qu'internet est la première source de radicalisation chez les jeunes. Ces derniers entreraient en interaction sur internet avec des individus qui parlent français ; le jeune radicalisé et converti se socialiserait à l'islam radical uniquement par cette voie. Pour Dounia Bouzar et al. (2014) qui analysent les contenus de certains sites internet, c'est d'abord une autoradicalisation par internet qui se produit chez les jeunes, au domicile de leurs parents le plus souvent, avant d'entrer en contact avec des personnes réelles. David Le Breton, quant à lui, voit l'adhésion des jeunes comme strictement individuelle et nie le poids qui peut être opéré par le groupe. Comme il l'affirme, « l'adhésion est un fait individuel, une paradoxale affirmation de soi pour se diluer dans une communauté rêvée, elle est détachée de tout héritage, de tout

environnement social immédiat, elle flotte dans l'apesanteur de la toile ou de rencontres spécifiques. » (Le Breton, 2016b, p. 122). Il s'appuie sur les écrits de Marcel Gauchet qui mettent l'accent sur l'auto-radicalisation des jeunes. Or de nombreux travaux contredisent cette version, en particulier ceux qui ont directement interrogés ces jeunes engagés dans la cause djihadiste. En effet, comme le montre Isabelle Sommier (2016, p. 73-74), « jusqu'au phénomène djihadiste, toutes les études ont montré que l'engagement – et, éventuellement, sa radicalisation – était rarement un acte isolé mais s'accomplissait en couple et/ou par grappes affinitaires reposant sur des liens familiaux, amicaux ou claniques. Cet acquis a semblé un temps remis en cause par l'hypothèse d'une radicalisation par Internet et/ou des « loups solitaires ». En fait il n'en est rien. La première thèse consacrée aux processus de radicalisation djihadiste *via* le Web a montré que, « contrairement à l'idée largement répandue que l'Internet opérerait de manière autonome à l'égard du monde réel, les mécanismes d'exposition aux matrices de socialisation jihadistes en ligne ne peuvent être découplés des mécanismes d'exposition aux matrices de socialisation jihadistes dans le monde réel » (Ducol, 2014, p. 260) ». En effet, si Benjamin Ducol, l'un des plus importants chercheurs sur cette question, a pu retracer les mutations du mouvement djihadiste transnational en montrant comment Internet est devenu le « médium privilégié de la diffusion du « grand récit » jihadiste, outil de production d'un imaginaire militant et vecteur de mobilisation déterritorialisé » (2015b, p. 35), il nuance le rôle des espaces numériques dans les trajectoires d'engagement des 12 jeunes djihadistes interviewés (11 jeunes âgés de 17 à 30 ans, un individu de 36 ans). Le cyberspace occupe une place prépondérante dans les trajectoires de ces jeunes mais il constitue plus un outil de renforcement des croyances, pour une grande partie d'entre eux, qu'un déclencheur de radicalisation. En contextualisant les divers espaces traversés par ces individus observés, Ducol invite à une plus grande complexité dans l'analyse des chercheurs, en dépassant l'opposition « absence *versus* poids d'internet » dans les processus de radicalisation et d'engagement militant clandestin. Comme il le constate, « en focalisant leur attention sur le cyberspace plutôt que sur les individus, une part importante des études actuelles tend à caricaturer l'influence de ces environnements numériques à travers un discours dit des « effets puissants » selon lequel l'exposition à des contenus extrémistes en ligne induirait nécessairement la mobilisation des individus dans l'action militante extrémiste. En conséquence, les travaux portant sur les environnements numériques et leur(s) influence(s) se sont jusqu'à présent concentrés sur la problématique de « l'offre extrémiste » en ligne laissant de côté la question du « comment » les individus naviguent et expérimentent en réalité ces espaces de socialisation. » (Ducol, 2015c, p. 268). Il en est de même pour Julianne Laffineur, qui fait partie de l'équipe des chercheurs belges précédemment citée, pour qui « l'exposition n'est donc pas une cause de la radicalisation mais peut en accélérer le processus pour des personnes déjà engagées sur cette voie. Autrement dit, internet n'est pas une cause de la radicalisation, mais peut en être le facilitateur. » (Laffineur, 2015, p. 23.). Sanne Geeraerts (2012) souligne aussi qu'internet est l'un des déterminants de la radicalisation parmi d'autres et que la plupart des jeunes ne s'y radicalisent pas. Elle témoigne de la difficulté à circonscrire le poids réel de ce médium chez les jeunes en termes de radicalisation en raison de la faiblesse numérique des travaux empiriques sur ce sujet. Dans l'objectif d'affiner les résultats, certains auteurs comme Vincent Berthet émettent l'hypothèse que « l'effet de la socialisation par internet sur l'engagement radical est plus fort quand les relations sociales sont dégradées » (2017, p. 15). D'autres étudient les méthodes et

techniques de manipulation sur internet plus que le poids de ce média dans le processus de radicalisation (Bulinge, 2014 ; Alava, 2017). À travers une ample revue de littérature portant sur 1956 articles dans 32 pays, Séraphin Alava, professeur en sciences de l'éducation, constate qu'il est impossible de démontrer une causalité directe entre terrorisme et Internet. Néanmoins, il montre que ce sont les jeunes âgés de 12 à 24 ans, et en particulier les jeunes filles, qui sont le plus touchés par cette radicalisation numérique, que ce soit dans la radicalisation religieuse salafiste, la radicalisation d'extrême droite, ou dans l'hooliganisme (Alava, 2017). Il souligne que la période de la jeunesse rend plus sensible à des discours simples et aux injustices. Les jeunes mobilisent plus les médias alternatifs qui diffusent davantage les théories du complot. Il distingue quatre points dans la radicalisation numérique de ces jeunes : elle est un processus conversationnel qui part des préoccupations des jeunes ; Internet est devenu le lieu phare où sont proférés des discours de haine ; on est plus dans un processus de conversion et d'adhésion que d'endoctrinement des jeunes ; la violence chez les jeunes s'est banalisée et leur regard critique sur leurs actes numériques est absent (*ibid.*). Actuellement, Séraphin Alava et ses collègues, tentent de comprendre, à travers l'analyse de réseaux sociaux numériques de différents groupes (djihadistes, racistes, d'extrême gauche) et le témoignage de jeunes en cours de radicalisation ou sortis de ce processus, les mécanismes d' enrôlement numérique, notamment les processus d'accrochage et de captation numérique des jeunes vers ces groupes. L'analyse du processus de radicalisation cognitive des jeunes est au cœur de leurs travaux³². Quant à Franck Bulinge, dans une recherche réalisée pour l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), il décrit les techniques de manipulation des « mouvements islamo-jihadistes » (2014, p. 32) pour recruter par internet, qu'il nomme « IMS » (*ibid.*) – influence, manipulation, subversion – et qui conduisent peu à peu, en particulier les jeunes internautes, au passage à l'acte. Ces techniques passent par de la manipulation affective et cognitive. Il distingue cinq niveaux d'exposition possible qu'il qualifie d'EPP (effets d'exposition possible) qui correspondent, selon lui, à différents stades IMS – la sensibilisation, le conditionnement, l'endoctrinement, l'embrigadement, l'incitation au passage à l'acte –, rendant difficile le retour en arrière pour un individu.

À l'issue de cette recension des lieux de socialisation, preuve est faite des difficultés, en particulier concernant le sujet du djihadisme, à définir des critères clairs tant les recherches empiriques de grande ampleur manquent et les résultats dépendent pour beaucoup de petits échantillons recueillis, qui ne sont bien souvent pas représentatifs. Les déterminants des lieux de socialisation semblent flous et d'une grande complexité. À noter dans cette recension des lieux de socialisation à l'extrémisme violent, quelques angles morts et pistes de recherche à creuser. Alors qu'existent de nombreux travaux sur le poids des événements politiques dans la socialisation politique de la jeunesse (Ihl, 2002), les événements politiques qui auraient conditionné ce passage chez ces jeunes dans la radicalisation, constituant pour certains un « choc moral » sont relativement peu étudiés en tant que tels dans la littérature recensée. Ils sont évoqués sans être spécifiquement analysés. Il serait intéressant, par exemple, d'approfondir la question de l'invasion américaine en Irak en 2003 qui a pu constituer chez les

³² Voir notamment le rapport qu'a coordonné Séraphin Alava pour l'UNESCO sur les jeunes et l'extrémisme violent sur les médias sociaux, qui établit une cartographie mondiale de la recherche (entre 2012 et 2016 principalement) sur les rôles présumés des médias sociaux dans les processus de radicalisation violente, notamment en ce qui concerne leur influence sur les jeunes et les femmes (Alava, Frau-Meigs *et al.*, 2017) et également le plus récent article dans la revue *Quaderni* (Alava, Najjar *et al.*, 2017).

jeunes djihadistes européens les plus âgés un événement déclencheur d'entrée dans des structures djihadistes, comme cela a pu être démontré dans le cas de jeunes Saoudiens partis combattre en Irak (Hegghammer, 2006). Par ailleurs, on observe également peu de recherches sur le rôle qu'ont pu jouer ou pas les institutions secondaires traversées par les jeunes comme celles relevant de la protection de l'enfance alors que plusieurs d'entre eux ont un parcours institutionnel à de multiples reprises durant leur enfance et adolescence (prise en charge par les services sociaux de quartier, de santé, par l'aide sociale à l'enfance, puis par la protection judiciaire de la jeunesse, etc.). Il en est de même de la socialisation de ces jeunes à la violence dans un parcours de délinquant. Il serait intéressant de voir comment leur habitus agonistique, leur « capital guerrier » (Sauvadet, 2006), a pu être transféré et réinvesti dans le djihadisme ou d'autres types de causes. La recherche en cours de Laurent Bonelli sur les mineurs suivis par la justice, pour des faits de terrorisme ou signalés pour « radicalisation », sera sur ce point majeur. Analysant les dossiers sociojudiciaires produits par les services de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), qui relèvent bien souvent d'un suivi sur le temps long des mineurs concernés, il pourra être à même de saisir l'ensemble de la trajectoire du jeune mineur (socialisation primaire et secondaire) et notamment mettre à jour les histoires et dynamiques familiales et scolaires de ces jeunes³³.

De même, il serait intéressant de développer les travaux sur ce que diffuse internet. Encore peu de travaux existent sur les théories du complot, comme ceux de Séraphin Alava, Noha Najjar et Hasna Hussein (2017), qui montrent comment ces théories jouent un rôle décisif dans les trajectoires de radicalisation islamistes et djihadistes sur internet. Internet est encore vu essentiellement en termes de recrutement au sein des groupes djihadistes et moins comme diffuseur de théories complotistes. Le rapport aux médias et l'interprétation du monde environnant contribuent aussi à reconfigurer le rapport des jeunes à la société. Internet joue un rôle non négligeable dans la diffusion de savoirs alternatifs produisant ainsi une réceptivité plus grande aujourd'hui aux idées conspirationnistes, le lien de confiance dans les « informations officielles » étant altéré. Ces théories du complot ne sont pas sans conséquence sur les cadres d'exercice de la citoyenneté en activant une défiance généralisée toujours plus présente (Baker, 2006 ; Renard, 2015). Parce qu'ils utilisent davantage ce média, les jeunes pourraient ainsi être portés à entrer plus facilement dans ces logiques de rupture avec la société. Ceux qui se sont emparés de la question du conspirationnisme à l'heure du numérique soulignent combien l'on doit s'affranchir des pré-notions selon lesquelles le « profil-type » des « adeptes du soupçon » serait un jeune peu diplômé, de confession musulmane, d'origine immigré, issus des quartiers populaires (Giry, 2017). Néanmoins, plus les individus sont jeunes, plus ils croient à la théorie du complot concernant le 11-Septembre par exemple (Renard, 2015). La corrélation entre idées conspirationnistes et positionnement politique extrême reste malgré tout la plus forte (*ibid.*).

Au-delà de ces lieux de socialisation, une grande partie des chercheurs ont montré que bien plus que les lieux, ce sont les liens avec les proches qui amènent les jeunes à se radicaliser.

³³ Bonelli Laurent (coord.), Recherche en cours « Engagement, rébellion et religiosité. Appréhender la "radicalisation" chez les jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse.

Les agents de socialisation : le mythe de l'autoradicalisation des jeunes

Comme le souligne Laurent Bonelli, l'engagement violent des jeunes est d'abord une affaire collective : « Les individus isolés qui s'auto-radicalisent, hier par des lectures, aujourd'hui par la fréquentation des forums internet, et qui passent à l'action sont rares. [...] Le groupe joue donc un rôle crucial ; et en premier lieu, la famille et les relations amicales. Les solidarités entre jeunes qui ont grandi dans le même quartier cimentent parfois le groupe, par exemple dans le cas de Khaled Kelkal (impliqué dans les attentats de 1995 en France), ou de certains des commandos d'Euskadi Ta Askatasuna (ETA) en Espagne et de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) en Irlande du Nord. » (Bonelli, [2011] 2017, p. 9.) C'est donc le poids de l'entourage familial, amical dans le processus de radicalisation que nous allons ici appréhender.

Entre continuités et ruptures de socialisations familiales

À l'instar de ce qui a pu être décrit pour les membres d'organisations violentes d'extrême gauche des années 1970-1980, le processus de radicalisation djihadiste des jeunes se fait en rupture avec leur famille. Les jeunes basculent dans ce type de cause sans que leurs parents aient pu en voir les prémices. Certains avancent que la transmission familiale de la religion a pu être rendue difficile en contexte migratoire et que d'autres lieux de socialisation ont pu jouer. Selma Belaala, dans son rapport pour le CEIS, parle de rupture de transmission familiale chez les jeunes salafistes violents et non-violents. Toutefois, à la différence des travaux de Samir Amghar, réalisés sur les salafistes en France, elle montre au contraire dans son travail ethnographique sur les pratiques des radicaux en Angleterre, en France et en Espagne, « qu'au lieu de restaurer le lien social avec la famille, la communauté ou avec les autres religions, le mouvement de radicalisation salafiste détruit les repères des jeunes au sein de leur famille même, leur ethnie, leur quartier et avec la communauté nationale » (Belaala, 2008, p. 42-43).

Néanmoins, dans le cas du djihadisme, il faut noter la faiblesse des travaux en sciences sociales sur les parents à la différence de ceux réalisés en psychologie, alors même qu'existe toute une tradition de travaux sur la socialisation familiale en sociologie politique. Il est possible que les chercheurs appréhendent le plus souvent l'entrée des jeunes dans le djihadisme comme un basculement en opposition aux valeurs de leurs parents, car ce sont les associations de parents, très mobilisées dans l'espace médiatique aujourd'hui, qu'ils interrogent le plus. Les membres de ces associations présentent le plus souvent leurs enfants comme étant entrés rapidement dans le djihadisme, sans socialisation préalable dans leur entourage le plus proche, laissant de côté d'autres types d'interprétations possibles.

Trees Pels et Doret J. De Ruyter (2012) montrent dans leur article sur l'influence de l'éducation dans la radicalisation le manque de connaissances sur le rôle de la famille et de l'école dans l'apparition ou la prévention de la radicalisation surtout pour les familles musulmanes. Peu de recherches sont réalisées sur les styles éducatifs des familles (autoritaire, démocratique) et leur influence ou non dans les processus de radicalisation. On a également peu d'éléments de l'histoire familiale de ces jeunes. Un article de psychologie sociale affirme pourtant que les maux viennent de ces histoires familiales. Kumar Ramakrishna, chercheur à Singapour, qui a étudié la radicalisation de la jeunesse au sein de

l'Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) donc de Daech, tente de réfléchir au poids du contexte familial dans ce processus. À l'appui de travaux en psychologie et en psychiatrie, il constate que le lien dysfonctionnel parent/enfant, le manque d'une base sécurisée d'attachement entre eux, peuvent produire chez l'enfant un ego fragile qui contribuerait à le radicaliser. En besoin d'attention, il serait plus vulnérable face aux discours d'idéologues islamistes (Ramakrishna, 2016).

Il est possible aussi que des cadres de l'injustice aient pu être diffusés au sein des familles, musulmanes comme non musulmanes, dans lesquelles un enfant s'est engagé dans le djihadisme. Dans certains milieux, nationalistes basques de gauche par exemple, les militants soulignent que leurs parents, même s'ils étaient apolitiques, leur ont transmis des catégories (nous/eux ; bourgeois/ouvriers), qui les ont rendus plus ouverts cognitivement à entrer dans l'indépendantisme de gauche (Lacroix, 2013). Il serait intéressant de voir, pour les jeunes entrés dans le djihadisme, dans quel cadre d'injustice ils ont été socialisés au sein de leur famille. Comment le rapport à l'Algérie, à la colonisation a pu par exemple être transmis ou au contraire tu dans les familles d'origine immigrée. Des chercheurs ont pu montrer l'impact de la perte ou de l'absence de mémoire familiale, notamment concernant le passé politique et religieux des parents souvent considérés alors comme de mauvais musulmans par leurs enfants, dans le développement de la radicalisation chez les jeunes (Beski-Chafiq et al., 2010). Néanmoins, d'autres pistes de recherche seraient à creuser en termes de continuité de socialisation politique familiale dans le cas du djihadisme. Dans le récent procès de Mohammed Merah, un de ses frères a témoigné de leur enfance construite dans la haine du juif³⁴. Des travaux antérieurs ont montré aussi que son père et son oncle maternel avaient une conception radicale de la religion ; son oncle a notamment joué un rôle d'idéologue auprès de lui (Khosrokhavar, 2014). Mais, rares sont les travaux qui mentionnent ce fait, les cas de rupture avec l'environnement familial étant le plus illustrés pour ce type d'engagement islamiste.

Quand on met l'accent sur la famille de ces jeunes djihadistes, l'absence de familles ou l'existence de familles chaotiques est mise en avant : dans le cas de la trajectoire de Mohammed Merah, par exemple, le sociologue Emmanuel Jovelin (2016) recense un père absent et une mère démissionnaire. David Le Breton formule une explication proche de la psychanalyse pour les jeunes djihadistes passés par la délinquance et la prison : « Ils ont grandi dans des familles déstructurées, avec un père absent réellement ou symboliquement, ils ne disposent d'aucune figure paternelle. Il en va de même des convertis. [...] Le porte-parole de Dieu est en ce sens un tenant-lieu d'un père absent, il incarne la toute-puissance, à la fois craint et aimé » (Le Breton, 2016a, p. 85). Sur les vingt entretiens que la psychologue clinicienne Asma Guenifi (2014) a réalisés en prison, elle constate également qu'une très grande majorité de ces prisonniers ont perdu leur père, d'une mort physique ou symbolique, et qu'aucune autre figure paternelle n'a pris le relais durant leur parcours de vie.

En revanche, dans d'autres terrains idéologiques, c'est la reproduction d'une idéologie familiale qui est soulignée. Des jeunes sont dans des socialisations familiales radicales, tels les jeunes skinheads décrits par Stéphane François (2017) dans l'Aisne. Du côté des militants indépendantistes basques, les jeunes loin d'avoir vécu dans des familles vulnérables, inscrivent leur engagement dans des logiques

³⁴ www.franceinter.fr/justice/abdelghani-merah-dans-la-famille-merah-il-y-avait-un-terreau-fertile-a-la-haine

familiales collectives. Les travaux de Alfonso Pérez-Agote ont montré combien la reproduction sociale du nationalisme basque radical au Pays basque espagnol après le franquisme est le produit d'une socialisation familiale forte et du maintien d'un monde social intergénérationnel fermé, concentré dans des quartiers ou des villages. Ce monde social a généré la croyance commune que le franquisme était toujours présent malgré l'avènement de la démocratie. En effet, la transmission d'une mémoire familiale de la répression est très présente chez les jeunes issus du milieu militant indépendantiste basque (Lacroix, 2013).

Concernant les jeunes engagés dans l'extrémisme violent djihadiste, la fratrie a une influence beaucoup plus grande que les parents dans le processus de radicalisation. Jean-Christophe Damasini d'Arès (2016) souligne que les illustrations du poids de la fratrie sont nombreuses. Il cite notamment des cas médiatiques ainsi qu'une étude datée de 2008 de l'université de Pennsylvanie qui montre l'implication fraternelle. D'autres spécialistes notent l'importance de la fratrie dans le passage à l'acte violent en retraçant toutes les actions terroristes réalisées par des frères, tels les frères Tsarnaev, auteurs des attentats de Boston en avril 2013, les frères Kouachi par exemple pour l'attentat de *Charlie Hebdo* ou les frères Abdeslam pour les attentats du 13 novembre 2015 en France. *Le Parisien Magazine* a réalisé une enquête approfondie sur ce sujet, intitulée « Terrorisme : des frères de sang³⁵ ». Il recense les travaux américains de Marc Sageman et du laboratoire d'idées New America et interviewe Farhad Khosrokhavar sur ce point. Le poids des liens fraternels entre les combattants islamistes est important selon ces différents auteurs. Selon Farhad Khosrokhavar, interrogé par le journaliste, cette entrée entre frères dans la radicalisation permet de recréer entre eux des liens familiaux basés sur la cohésion, souvent dans un contexte de père mort ou absent. Le lien entre frères protégerait face aux services de renseignement, provoquant moins d'effets de dénonciation, la hiérarchie qui s'instaurerait entre eux rendant également plus efficace la chaîne de commandement. De même, le psychanalyste Fethi Benslama note ce poids des frères dans l'engagement djihadiste en reprenant le jeu de mots de Lacan « fréricité » (cité par Sommier, 2016, p. 73-74). Si de nombreux frères sont impliqués dans différents attentats et dans les départs vers la Syrie, il serait également intéressant d'approfondir la question des sœurs, largement impensée au même titre que, de façon générale, la question des femmes actrices de leur radicalisation, comme nous l'avons déjà évoqué plus haut.

Le poids du groupe de pairs

Au-delà de la socialisation familiale, de nombreux auteurs soulignent l'importance des réseaux amicaux et relationnels (Atran, 2016 ; Crettiez, 2016) dans le processus de radicalisation. Ainsi, Scott Atran constate que « ce n'est pas tant le Coran ou la foi religieuse qui inspire le combattant le plus meurtrier que la perspective de gloire et de reconnaissance par les pairs » (2016, p. 40). Il souligne plus loin que « plus de 80 % de ceux qui rallient l'EI utilisent des relations de pair à pair, principalement des amis, parfois des membres de leur famille. Très peu passent par des mosquées ou par des personnes inconnues » (*ibid.*, p. 41). Cette importance des liens amicaux et loin d'être nouvelle. Ainsi, Alfonso Pérez-Agote (2010) a montré au Pays basque espagnol combien la densité des réseaux associatifs

³⁵ www.leparisien.fr/magazine/grand-angle/terrorisme-des-freres-de-sang-25-11-2015-5311969.php

(sportifs, culturels, gastronomiques, etc.) autour de groupes d'amis fondant une véritable « politique de l'amitié » a contribué à maintenir le nationalisme basque radical durant le franquisme et l'après franquisme même si, au fil des années, le monde social des bandes d'amis, autour du rite du *poteo* a décliné, qui consistait à tourner de bars en bars où avaient lieu des discussions essentiellement politiques. De même, Isabelle Sommier (1995) a montré pour l'extrême gauche comme pour l'extrême droite combien la dimension de la sociabilité est importante dans le passage à la lutte armée en mettant au jour les dimensions affectives de l'engagement. S'appuyant notamment sur l'article de Claudio Novaro, portant sur les membres du groupe armé Prima Linea de la région de la Val di Susa, elle montre que cet auteur a constaté que le passage à la lutte armée est facilité, voire conditionné, par les liens d'appartenance (associatifs, parentaux, amicaux) d'un individu. Elle souligne que son article a eu un certain retentissement, ouvrant ainsi la voie à des recherches « attentives aux parcours individuels, à la dimension affective de l'engagement, y compris armé, ainsi qu'aux effets d'entraînement induits par la solidarité » (Sommier, 1995, p. 173). À noter également les travaux de psychologie sociale de Cass Sunstein (2009) qui éclairent le phénomène de la polarisation de groupe comme la clé de l'extrémisme. Étudiant les « endogroupes » (groupe auquel un individu appartient) et les « exogroupes » (groupe auquel la personne n'appartient pas) dans le cadre des réseaux amicaux et relationnels, il constate que le fait de partager les mêmes croyances, de désigner des adversaires communs tout en rejetant les « exogroupes » environnants peut être constitutif d'une adhésion des jeunes à des thèses radicales. En somme, lorsque des personnes partageant les mêmes idées passent du temps les unes avec les autres, leurs opinions deviennent plus extrêmes. Cet éclairage des dynamiques de groupe interpelle, à notre sens, d'une façon inédite les effets d'entraînements dans le djihadisme que peut produire l'enfermement des jeunes dans un entre-soi au sein de banlieues françaises ségréguées.

Dans cette littérature sur l'entourage comme support d'entrée dans l'engagement radical violent, il y a encore peu de travaux sur les intermédiaires de l'engagement, ce qu'on appelle souvent « les passeurs », les recruteurs. Jean-Luc Marret a pu ainsi mettre au jour une constante dans les caractéristiques des premières cellules constituées de jeunes djihadistes en France, à savoir « l'existence d'un facilitateur, personnage clé, facteur d'opportunité, de sélection, et de formation, assurément d'entraînement » (Marret, 2005, p. 26). Mais cela reste un champ de recherche encore peu exploré. Plus récemment, Xavier Crettiez, Romain Sèze et leur équipe (2017) ont pu décrire, de façon fine, les « personnes-ressources » légitimant le recours aux armes, qui ont été à l'origine de la radicalisation des djihadistes et nationalistes basques et corses interviewés, confirmant ainsi que la radicalisation des individus est loin d'être un phénomène solitaire.

L'absence ou la faiblesse d'analyses de certains espaces et entourages de socialisation à l'extrémisme violent chez les jeunes s'explique peut-être par une focalisation de plus en plus grande sur l'individu au détriment d'explications du contexte sociohistorique et de socialisation des jeunes. En effet, ce sont les explications plus subjectives qui s'imposent actuellement dans les interprétations du phénomène de radicalisation des jeunes.

La montée des perspectives subjectives dans l'interprétation des phénomènes de radicalisation des jeunes

Cette montée d'une lecture plus individualisante du phénomène de la radicalisation s'explique, tout d'abord, selon une partie de la littérature recensée, par la complexité du phénomène djihadiste. Des auteurs ont souligné la difficulté de proposer des déterminants clairs, notamment sociodémographiques, de l'engagement violent. C'est en partie parce qu'il y a eu une montée des classes moyennes ou supérieures dans le djihad, avec des familles d'apparence relativement stables, que l'intérêt porté aux explications plus subjectives et à la prise en compte de la vie psychique du jeune est apparu. Ainsi, le sociologue David Le Breton par exemple, souligne que « comme l'observe Olivier Roy, si les causes de la radicalisation étaient réellement structurelles, l'engagement dans le djihadisme toucherait bien davantage que quelques milliers de jeunes » (2016a, p. 86). Le Breton constate plus loin qu'« évoquer les séquelles postcoloniales ou la marginalisation sociale des jeunes n'explique rien, d'autant que des attentats ont lieu dans des pays sans le moindre passé colonial et même à forte majorité islamique » (*ibid.*, p. 87). Olivier Moos, historien, s'inscrit également dans ce constat. Selon lui, « la diversité ethnique, éducationnelle et sociale des jihadistes européens (issus de 14 familles musulmanes ou convertis "de souche", urbaine ou rurale, classe moyenne salariée ou petit délinquants des banlieues, hommes et femmes), ainsi que la dispersion des itinéraires de mobilisation dans un nombre croissant de plateformes virtuelles et de milieux de socialisation qui ont pris le relais de la traditionnelle "mosquée radicale", se sont révélés de sérieux obstacles à l'élaboration d'une théorie explicative concluante et applicable universellement à ce phénomène » (Moos, 2016, p. 7).

Tout en n'écartant pas les causes économiques, politiques et socio-anthropologiques du phénomène, Farhad Khosrokhavar constate, quant à lui, que les formes subjectives qui leur sont liées sont appréhendées de façon beaucoup plus directe que par le passé. Ces formes de subjectivation n'ont pas, selon lui, été suffisamment prises en compte dans la sociologie classique traitant de l'extrémisme. Il souligne que jusque dans les années 1980, avant la chute du mur de Berlin en 1989, la radicalisation se pourvoyait d'un corpus idéologique bien défini et éliminait de facto la « psychologisation » de la radicalité. À présent, constate-t-il, « la radicalisation se produit non seulement à partir d'une "objectivité" (exclusion des jeunes issus de l'immigration des pays musulmans en Europe, situation conflictuelle dans le monde musulman, politique pro-israélienne des États-Unis vis-à-vis des Palestiniens...), mais la dimension purement subjective revêt une importance grandissante » (2014, p. 16). La centration actuelle des travaux scientifiques sur la notion de radicalisation pousse également à individualiser les lectures, celle-ci impliquant de s'intéresser aux différentes étapes que traverse l'individu avant d'entrer dans des logiques de radicalisation violente.

Le psychanalyste Fethi Benslama avance, de son côté, que le retard de cette grille interprétative s'expliquerait par le fait que le psychiatre Marc Sageman en 2004 avait constaté l'absence de troubles psychologiques chez les djihadistes³⁶ ce qui aurait, selon lui, installé « une forme de négationnisme de la vie psychique dans les processus d'engagement extrémiste » (Benslama, 2016a, p. 28).

³⁶ Sageman M., 2004, *Understanding Terror Networks*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie (États-Unis). Traduction en français : 2005, *Le vrai visage des réseaux terroristes : psychologie et sociologie des acteurs du djihad*, Denoël, Paris.

Aujourd'hui, on assiste même à des écritures croisées entre sociologues et psychanalystes, preuve s'il en est de cette importance accordée à la subjectivation des individus engagés dans des radicalismes violents. Le livre sur l'engagement des femmes dans le djihadisme co-écrit par Farhad Khosrokhavar et Fethi Benslama en témoigne (2017), ce que certains sociologues appelaient déjà de leur vœux, tel Michel Wieviorka qui, dans la Revue française de psychanalyse, en 2009, retraçant les fortes relations de la sociologie avec la psychanalyse dans les années d'après-guerre, et jusqu'au début des années 1970, invite, dans l'analyse des conduites de violence, à s'ouvrir à la perspective de l'individu et du « sujet » complexe dans la compréhension des processus de subjectivation et de désobjectivation qui se jouent dans les conduites de destruction et d'autodestruction, « en se débarrassant, d'un certain sociologisme, généralement d'inspiration durkheimienne ou fonctionnaliste » (Wieviorka 2009, p. 1034-1035).

En revanche, d'autres auteurs ont entrepris de critiquer ces approches subjectivantes de la radicalisation, notamment pour sa fonction dépolitisante. Caroline Guibet Lafaye (2016a) constate que, en plaçant l'accent sur l'individu, ces discours, essentiellement mobilisés par les politiques, se détournent majoritairement des structures, des rapports de force, notamment géostratégiques. Ils se focalisent essentiellement sur l'autoradicalisation et sont dans des logiques d'individualisation et de familialisation de la prévention de la radicalisation. La compréhension du phénomène de radicalisation comme une emprise sectaire contribue également, selon elle, à le dépolitiser et à le subjectiver, en transformant les raisons de cette adhésion à l'islam radical en un processus exclusivement psychologique. Il s'agit pour elle d'utiliser d'autres approches que celles subjectivistes en mobilisant celle notamment des mouvements sociaux intégrant ainsi des processus d'analyse plus dynamiques et relationnels. Selon Rik Coolsaet (2015), le succès de la notion de la radicalisation a placé la responsabilité sur l'individu, ses amis, sa famille ainsi que sur l'idéologie, effaçant peu à peu l'importance du contexte général, grille de lecture principale des études sur le terrorisme.

Xavier Crettiez souligne de son côté la nécessaire prise en compte de la dimension psychologique des engagements radicaux mais qui implique, selon lui, « de se défier de toute insistance sur une psychologie de l'acteur au profit d'une psychologie des interactions » (2016, p. 723). En effet, face aux multiples facteurs de radicalisation qui sont avancés à un niveau individuel : problèmes identitaires, sentiment d'aliénation, de privation relative, d'injustice subie, d'échecs, de stigmatisation, de fragilités existentielles, de quête de sens, il s'avère dangereux, pour certains chercheurs, de se contenter uniquement de cette approche, la quête identitaire d'un individu, sa fragilité ne trouvant écho que s'il y en face des organisations qui leur fournissent des réponses et leur promettent des idéaux (Born, Glowacz, 2017).

Dans le cadre de cette partie, nous dégagerons quelques pistes d'interprétations subjectivistes de la radicalisation. Nous ne prétendons pas qu'elles soient exhaustives compte tenu des multiples théories explicatives proprement individuelles avancées par les auteurs, parfois même propres à un seul cas de jeunes radicalisés. Il s'agit plutôt de montrer les principes de ce type de lecture prenant en compte les ressorts subjectifs des processus de radicalisation. Nous avancerons trois types d'interprétation : le rôle de la frustration dans le processus de radicalisation tout d'abord ; puis ce qui relève de différents remaniements psychiques propres à la construction identitaire dans le temps de l'adolescence et de l'entrée dans la vie adulte, qui gagnent en intensité chez des jeunes plus fragiles ; enfin, les rétributions individuelles et essentiellement symboliques que gagnent ces jeunes à s'investir dans des causes

violentes. À titre d'exemple de la montée grandissante de cette lecture individualisante de la radicalisation, nous présenterons des interprétations détaillées des différentes subjectivités de jeunes radicalisés proposées par trois auteurs.

Interprétation en termes de frustration et de discrimination

L'une des premières thèses subjectives proposées par différents chercheurs est celle du rôle de la frustration dans la radicalisation (Khosrokhavar, 2014). S'il n'existe pas de lien direct entre frustration et radicalisation, Farhad Khosrokhavar (2014) constate néanmoins que les frustrations exercent une certaine influence sur les processus de radicalisation, notamment sur les groupes d'individus les plus fragiles mentalement. Ayant le sentiment que le groupe auquel ils s'identifient (les musulmans, les français de « souche », les juifs, les noirs...) subit des nuisances délibérées de la part de la société, les individus fragilisés cherchent au nom d'une communauté imaginaire à se venger du racisme et de la ghettoïsation qu'ils vivent de manière paroxystique (*ibid.*). De même, pour Younous Lamghari, face au sentiment d'exclusion, d'injustice et d'absence de perspectives, s'engager sur la voie de la radicalité religieuse violente peut donner à un jeune « la possibilité de prendre sa revanche sur cette société qui l'exclut et l'humilie ou de se réaliser et retrouver une fierté sur les terres du jihad » (2015, p. 8). Bertjan Doosje *et al.* (2013), qui ont interviewé 131 jeunes musulmans néerlandais non radicaux, s'interrogent sur la possibilité que ces derniers développent un système de croyance radical. Ils émettent l'hypothèse que cette radicalisation peut survenir si trois déterminants se croisent : si les jeunes ont un sentiment très fort de vivre des injustices, que leur groupe est menacé et qu'ils sont dans des situations élevées d'incertitude personnelle. On retrouve ce phénomène dans d'autres espaces de socialisation des jeunes. À l'appui de différents travaux anglo-saxons, les chercheurs du Centre international de prévention de la criminalité (CIPC) constatent que « les études sur l'extrême droite ont également souligné l'importance de la frustration chez les jeunes, lesquels perçoivent leur propre situation comme étant injuste et discriminatoire » (Cauchy *et al.*, 2015, p. 41). Ces différentes thèses mobilisent, sans forcément la citer, la théorie de la privation relative, très influente en psychologie sociale durant de nombreuses années, qui explique le passage à la révolte d'individus ayant le sentiment d'être privés ou injustement traités par le fait qu'ils comparent leur situation à celle d'autrui. Ainsi, c'est la perception subjective de la marginalisation socio-économique et politique des jeunes, le sentiment de discrimination subie plus que la marginalisation ou la discrimination réelle qui semblent primer chez ces différents auteurs dans l'explication de l'engagement radical de ces jeunes. Selon Michel Born et Fabienne Glowacz, qui retracent dans leur chapitre synthétique sur la radicalisation quelques travaux mobilisant la théorie de la privation relative, « les frustrations proviendraient alors de la différence entre l'investissement de l'individu dans la société et ce qu'il perçoit en recevoir » (Born, Glowacz, 2017, p. 400). Comme le constate Xavier Crettiez, « c'est moins le niveau d'éducation (fort ou faible) qui motive l'engagement violent que la déception d'un avenir bouché » (2011a, p. 49).

Interprétation en termes de construction identitaire

D'autres auteurs soulignent plutôt que l'engagement radical violent est une réponse individuelle à un questionnement identitaire caractéristique de la période adolescente dans une problématique de double identité dans le cas des jeunes issus de la deuxième génération de l'immigration (Garcet, 2015). Toute une littérature actuelle en psychologie et en criminologie associe même la radicalisation à un symptôme proprement adolescent, l'engagement radical pouvant être un moyen d'apaisement d'une souffrance psychique préexistante (Rolling, Corduan, 2017). Pour d'autres, les groupes extrêmes produisent un sentiment d'appartenance fort chez les individus en situation d'incertitude identitaire (Dejean et *al.*, 2016).

D'autres se focalisent spécifiquement sur la vulnérabilité psychologique de ces jeunes engagés, leur engagement radical répondant à une fragilité identitaire. Selon Fethi Benslama, beaucoup d'observateurs de la radicalisation cliniquement peu formés ont affirmé l'absence de problèmes psychologiques des radicalisés alors que « leur trajectoire subjective a été tumultueuse, parfois si risquée que la radicalisation est une tentative de survie à un état d'urgence psychique » (2016b, p.190). Par ailleurs, pour Younous Lamghari (2015), les ruptures sur les plans identitaires et religieux sont au cœur de la radicalisation plus que la dimension sociopolitique même si celle-ci en constitue le moteur, car cette dernière dimension n'explique pas pourquoi certains jeunes se dirigent vers des expériences religieuses violentes alors que d'autres choisissent de s'impliquer dans des formes de contestation légitimes. Benjamin Ducol (2015c), politiste, avance que des perturbations proprement biographiques, comme des ruptures amoureuses/matrimoniales et des pertes d'emploi peuvent rendre plus disponibles certains jeunes à s'engager dans le djihadisme.

Selon Xavier Crettiez (2016), la valorisation de l'estime de soi commande les engagements radicaux. En endossant une identité de combattant au sein d'ETA au Pays basque ou au sein de groupes islamistes, l'individu a une image plus positive de soi. Crettiez souligne plus loin l'importance du désir de reconnaissance dans l'engagement dans les causes radicales. L'entrée dans la radicalité violente peut également constituer un accélérateur identitaire en termes d'appartenance pour les convertis dans le cas du djihadisme ou au Pays basque pour ceux qui ne sont pas basques d'origine (Lacroix, 2013 ; Crettiez, 2016). Le changement de patronyme en entrant dans l'ETA ou dans l'État Islamique participe de cette création d'une nouvelle identité.

De nombreux auteurs ont également avancé le pouvoir virilisant que constitue l'entrée dans des organisations violentes. Ainsi, pour David Le Breton, le djihadisme est un « rite de virilité » pour les jeunes garçons y trouvant une cause qui donne de l'énergie à leur rage (2016). Selon lui, « la radicalisation est d'une part, une manière de disparaître de soi, de s'effacer dans un grand Autre, et par ailleurs de se réfugier dans un virilisme qui donne aux garçons une assurance sans appel sur leur importance, et aux filles, un consentement à la soumission masculine qui leur ôte la peur de devoir sans cesse décider d'elles-mêmes en s'agrippant à un rôle strict d'épouse et de mère » (Le Breton, 2016, p. 88). Ces jeunes renouent avec les anciennes cultures ouvrières, « qui donnaient un statut fort à l'homme, et notamment au "fort en gueule" » (*ibid.*, p. 99). Il en est de même pour Fethi Benslama pour qui « la puissance de l'offre jihadiste procède d'une promesse exaltante, virilisante, sédative de la

douleur d'exister » (2016b, p.198). Dans le cadre d'autres territoires idéologiques violents, cette socialisation virile est également soulignée et s'inscrit, par ailleurs, dans un héritage familial : dans le cas du milieu skinhead, les jeunes ont baigné dans des familles ouvrières très virilistes qui valorisent la force physique et la masculinité (François, 2017).

La quête de sens constitue également un autre motif d'engagement radical violent. Elle est fondamentale durant la période adolescente, les jeunes souhaitant trouver un sens à leur vie (Marcelli, 2016). Il s'agit d'une période de vie où les jeunes sont plus portés par l'idéalité sur fond de remaniement de l'identité (Benslama, 2016b). Farhad Khosrokhavar constate que pour les jeunes qui ont connu un passé délinquant, l'aventure djihadiste peut prendre une dimension d'idéalité accrue. Elle donne du sens à sa vie. En circulant entre différents pays, les jeunes trouvent une raison d'être, dans un engagement absolu en contraste avec leur passé délinquant.

Que ce soit pour les garçons et pour les filles, des psychologues cliniciens et psychanalystes ont également établi l'importance du questionnement autour de la sexualité dans l'« embrigadement djihadiste ». Le psychanalyste Fethi Benslama (2016a) rend compte de l'obsession pulsionnelle dans lequel se retrouve le « sur-musulman » : l'enjeu autour de la corporéité humaine et de ses orifices, autour de l'accroissement de la visibilité du corps féminin dans l'espace social que des fatwas ont tenté de réguler (fatwa de la tétée des grands) en déssexualisant notamment la femme par le devenir mère, l'atteste. De même, les psychologues cliniciens Cindy Duhamel et Alexandre Ledrait (2017), à partir de cas cliniques, voient la radicalisation de jeunes filles dans le djihad comme une solution défensive face aux tensions internes propres à l'adolescence, notamment à la relation d'objet (le rapport à l'autre avec la sexualité sous-jacente) mais également à leur propre histoire familiale autour de cette question. Ils montrent d'ailleurs que celles parvenues à se rendre en Syrie se trouvent confrontées au réel d'une sexualité à laquelle elles ont tenté d'échapper sur le plan fantasmatique. Le vécu d'agressions sexuelles durant leur enfance et/ou leur adolescence serait également omniprésent dans le discours de certaines jeunes filles suivis par le CPDSI de Dounia Bouzar (Bouzar, Martin, 2016).

Interprétation en termes de rétributions

Des auteurs ont entrepris, pour finir, de dégager des rétributions individuelles à s'engager dans l'action violente essentiellement symboliques. Certaines dimensions précédemment citées peuvent également en faire partie, telle la valorisation de soi et l'accélération identitaire (Crettiez, 2016). Toutefois, nous voudrions axer ici notre recension sur deux autres rétributions souvent citées : l'ascension sociale (Mauger, 2016) et la dimension « escapistes » de l'engagement dans des causes violentes (Crettiez, 2016 ; Atran, 2016). Ainsi, l'anthropologue Scott Atran affirme que contrairement aux membres fondateurs d'Al-Qaïda, les aspirants djihadistes d'aujourd'hui sont, la plupart du temps, de jeunes adultes qui se cherchent, à des étapes transitoires de leur vie. La majorité d'entre eux n'ont pas reçu d'éducation religieuse traditionnelle et se sont convertis, à la fin de leur adolescence ou vers l'âge de 20 ans, dans une vocation radicale, séduits par une cause qui apporte du sens, de la camaraderie, l'aventure et la gloire, ce qui expliquerait la jeunesse, selon lui, de leur recrutement (Atran, 2016). Cette

aventure recherchée et ce plaisir intense que les jeunes retirent dans l'engagement radical n'est pas propre au djihadisme (Crettiez, 2016).

Des motifs d'engagement dans l'islamisme radical qui se composent à l'infini des processus de subjectivation

Une partie des auteurs ont entrepris d'affiner les motifs d'engagement des jeunes djihadistes et d'en retracer différentes typologies pouvant se différencier selon le sexe des individus enquêtés, telles Dounia Bouzar et Marie Martin (2016) qui identifient sept principaux motifs d'engagement dans le djihad relevant d'une recherche d'idéal et/ou d'une fuite du monde réel vers un « ailleurs » supposé meilleur. Ces motifs peuvent s'énoncer à l'infini, et dépendre de la subjectivité propre à chaque individu spécifique et à son histoire, ce qui rend difficile d'en retirer des déterminants individuels clairs. Néanmoins, nous allons présenter trois auteurs qui tentent de cerner, sans prétendre à l'exhaustivité, ce qui pousse individuellement des jeunes à s'engager dans l'islamisme violent. En raison de l'absence de cette grille de lecture pour des jeunes engagés dans d'autres espaces radicaux violents, notre focale se portera donc sur le djihadisme.

Farhad Khosrokhavar (2015) décrit trois profils de jeunes djihadistes et tente de cerner leurs différentes subjectivités : les « désaffiliés » djihadistes des banlieues ; les djihadistes des classes moyennes, les jeunes filles djihadistes. La subjectivité des jeunes « désaffiliés », qui ont connu le plus souvent une trajectoire de délinquance ainsi qu'un passage en prison et qui embrassent l'islam radical, est marqué par la haine d'une société qu'ils jugent injuste à leur égard. « L'islamisme radical opère une inversion magique qui transforme le mépris de soi en mépris de l'autre » (Khosrokhavar, 2015, p. 35). Il offre aux jeunes le statut du héros absolu, revêtu du prestige du martyr du combattant. Les jeunes sont prêts à endosser le statut du « héros négatif » par la fascination malsaine que ce dernier exerce sur les médias. Ils se sentent supérieurs aux autres car ils n'ont pas peur de mourir. Les jeunes issus de classes moyennes, « souvent des adolescents attardés », n'ont pas de haine envers la société mais s'engagent dans le djihadisme car ils ont un problème avec l'autorité et les normes. Enfants d'une autorité diluée par les familles recomposées et le droit de l'enfant, ils recherchent dans le djihadisme des normes claires où l'interdit se décline avec clarté, où la place de la femme et celle de l'homme sont restées dans des rôles traditionnels, souhaitant ainsi réhabiliter le patriarcat. Khosrokhavar les qualifie d'anti-Mai 68. Dans des logiques humanitaires, cette jeunesse djihadiste est également en quête de justice pour la Syrie. Pour les combattantes, majoritairement issues de classes moyennes et converties, des raisons humanitaires, un désenchantement à l'égard du féminisme de leur mère et grand-mère, une idéalisation de la virilité, un vécu de la précarité des liaisons conjugales de leurs parents et d'un nivellement de la condition masculine dans le divorce pour certaines d'entre elles, souhaitant une « bonne inégalité » entre hommes et femmes, une fascination pour la violence guerrière constituent leurs principales motivations à s'engager dans l'engagement radical violent. Ces trois figures de jeunes djihadistes s'unifient dans la mort qui devient la catégorie directrice de leur psyché tourmentée (Khosrokhavar, 2015).

Pour Fethi Benslama (2016b), l'offre radicale se saisit des impasses du passage juvénile à l'âge adulte. Dans un état de fragilité identitaire, la radicalisation est une voie de guérison pour le sujet. Son symptôme est effacé par l'effet d'une saturation de l'idéal qui le place dans une mission divine. Sept idéaux opèrent une séduction narcissique chez les jeunes : 1) *la justice identitaire* qui repose sur une théorie de l'« idéal islamique blessé » et du tort fait aux musulmans où le jeune fusionne avec un groupe de pairs pour former une communauté de cœur ; 2) *la dignification et l'accès à la toute-puissance* que confère à des jeunes manquant d'estime de soi le fait de devenir un « surmulsuman ». Le surmulsuman est dans une logique de surenchère à être le plus musulman qu'il soit, établissant des frontières entre purs et impurs, même dans sa propre famille biologique ; 3) *le repentir et la purification* où tuer et se sacrifier par l'attentat-suicide relève pour le jeune de la purification atténuant sa culpabilité de vivre et de désirer. Elle lui permet également d'accéder à une jouissance paradisiaque absolue ; 4) *la restauration du sujet de la communauté contre le sujet de la société* où des jeunes préfèrent l'ordre rassurant d'une communauté aux normes contraignantes qui les libèrent de l'injonction actuelle à la responsabilité individuelle ; 5) *l'effacement de la limite entre la vie et la mort*. Benslama souligne que « le discours des prédicateurs pénètre les fantasmes inconscients des adolescents » dans leur remaniement psychique autour de la vie et de la mort à la sortie de l'enfance. Les jeunes qui souhaitent mourir dans le djihad ont l'impression que cette mort leur permettra de se réveiller de la vie ; 6) *la théorie du mal et de la régénération* : au moment où le jeune dans sa période adolescente a une vision du monde adulte comme une tromperie et où il doit s'adapter au jeu social, l'offre djihadiste est vue comme un nettoyeur d'hypocrites, celle-ci lui présentant le monde comme corrompu et injuste ; 7) *l'achèvement du sens et du jugement dernier*. La transition juvénile est une période de sentiment d'absurdité de l'existence et de montée d'un flot d'émotions. Daech répond ainsi au besoin de sens des jeunes. Par le rétablissement du califat, le jeune a le sentiment de participer à la fin du monde, à l'apocalypse, pour l'avènement du règne de l'autre monde.

Gérard Mauger (2016) distingue, quant à lui, deux cas de figures djihadistes : tout d'abord, celle d'intellectuels de la première génération issue de l'immigration maghrébine qui, par la réaffiliation religieuse, connaît une certaine promotion culturelle palliative d'un échec scolaire relatif en maîtrisant les aspects lettrés d'une culture millénaire. L'entrée dans le djihadisme permet de revaloriser des jeunes qui auraient fréquenté l'université pour en intérioriser suffisamment certaines aspirations culturelles, et qui auraient un certain ressentiment vis-à-vis de celle-ci de ne pas y avoir été reconnus. Ensuite, celle de jeunes en échec scolaire, au départ dans la délinquance, qui trouvent dans le djihadisme, une conversion morale de bonne conduite ; ayant accumulé un capital agonistique, seul capital qu'ils détiennent, ils endossent le statut de « héros négatif » (Khosrokhavar, 2014) dans une communauté djihadiste qui les reconnaît et valorise leurs propriétés guerrières.

L'apport de l'articulation d'une sociologie de la jeunesse à la sociologie de la radicalisation : une temporalité transitoire de la jeunesse propice à la disponibilité biographique dans les engagements radicaux

Dans ces différentes interprétations de la radicalisation des jeunes à la fois socio-économiques, politiques, religieuses, relationnelles, psychologiques, peu de chercheurs articulent les apports de la sociologie de l'adolescence et de la jeunesse dans l'interprétation du phénomène de la radicalisation. En effet, comme le constate Fethi Benslama, « l'élément le plus saillant dans ce tableau – à savoir que les deux tiers ont entre 15 et 25 ans – est, me semble-t-il, un fait d'une grande importance. Il signifie que la grande majorité de cet ensemble dit « de radicalisés » est constitué soit d'adolescents, soit de jeunes adultes qui se trouvent dans la zone moratoire où la traversée de l'adolescence est susceptible de connaître une extension et un état de crise prolongé. Ce fait est peu exploité encore pour penser les ressorts de la radicalisation » (Benslama, 2016b, p. 185). Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, ce sont les psychologues et psychanalystes qui se sont emparés actuellement de cette question de l'âge en montrant que ce phénomène de la radicalisation s'inscrit bien dans une « transition subjective juvénile » (*ibid.*, p. 189). Nous invitons ainsi à ce que les sciences sociales investissent de façon majeure cette question en croisant sociologie de la jeunesse et sociologie de la radicalisation dans l'éclairage de ce phénomène des jeunes engagés dans des causes violentes.

Un des rares chercheurs en sciences sociales à avoir abordé directement cette question est Benjamin Ducol, docteur en science politique de l'Université Laval à Québec et responsable actuellement de la recherche au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) à Montréal. Cette faiblesse numérique des travaux qui croisent sociologie de la jeunesse et ceux sur la radicalisation mérite qu'on s'attarde plus longuement sur ce que ce politiste a énoncé dans le cadre de sa thèse de doctorat à ce sujet, à savoir que la temporalité transitoire de la jeunesse est propice à la disponibilité biographique dans les engagements radicaux (Ducol, 2015c, p. 145-161). Utilisant la notion de disponibilité biographique de Doug McAdam (1988), qui avait constaté que des individus étaient plus disponibles que d'autres à se mobiliser dans le mouvement des droits civiques aux États-Unis, (jeunes étudiants des plus prestigieuses universités américaines issus de la bourgeoisie blanche, jeunes enseignants célibataires, sans enfants, etc.), Ducol constate que l'âge est, dans les trajectoires individuelles de jeunes Belges, Canadiens et Français qu'il a étudiées, un « mécanisme récurrent de disponibilité individuelle » (*ibid.*, p. 145), et notamment d'engagement dans la militance clandestine violente. S'appuyant sur différents travaux, il souligne également que l'âge moyen des militants djihadistes étudiés par Marc Sageman dans son ouvrage *Understanding Terrorism Networks* (2004), est de 25,7 ans ; lors d'attentats-suicide, l'âge médian des djihadistes relevé par Merari (1998) est de 21,3 ans. Edwin Baker (2006) quant à lui, constate que l'âge moyen des individus engagés dans des complots terroristes en Europe est de 27 ans lors de leur arrestation. Il en est de même pour les groupes d'extrême droite comme d'extrême gauche. Mais, selon Benjamin Ducol, « plus que l'âge c'est bien une temporalité singulière dans les cycles de vie, le passage de l'enfance à l'âge adulte aussi

parfois capturé sous les termes d'adolescence ou de jeunesse, qui détermine le spectre des mécanismes de disponibilités biographiques chez un individu. » (2015c, p. 146).

Utilisant les travaux de spécialistes de la jeunesse et des réseaux de sociabilité tels ceux de Claire Bidart, de Michel Grossetti, de Valérie Becquet, il constate que la transition vers l'âge adulte est une temporalité charnière s'accompagnant en particulier d'une transformation des champs d'activité et des univers de sociabilité qui rendent plus disponible à des univers de sociabilité au sein desquels l'engagement djihadiste est valorisé. Montrant que ces transitions biographiques s'opèrent aujourd'hui dans le cadre d'une complexification croissante des parcours individuels, Ducol dégage trois éléments communs dans ces périodes de transition juvénile qui expliqueraient selon lui ce passage de jeunes vers l'engagement clandestin violent : en premier lieu, une faible stabilité des sphères de vie et des investissements qui s'y rattachent. Il explique que les faibles contraintes personnelles des jeunes, en raison du peu d'investissements biographiques contractés dans cette période biographique transitoire, – affectifs, matrimoniaux, professionnels (chômage, emplois instables) ou financiers – les rendent d'autant plus disponibles à investir une pluralité d'espaces sociaux, incluant des univers de sens alternatifs comme des groupes contestataires ou favorables à l'engagement violent. En second lieu, le fait que le contrôle parental diminue et que le jeune s'autonomise de façon croissante durant cette période biographique rend d'autant plus possible, selon cet auteur, l'insertion accidentelle ou voulue dans des univers sociaux favorisant des conduites déviantes. Ducol constate également, à l'appui de travaux anglo-saxons, que la qualité des relations entre parents et enfants joue dans cette exposition à des environnements déviants. En troisième et dernier lieu, les sphères de socialisation et/ou de réseaux relationnels et les modes de sociabilité chez le jeune se transforment. Son univers relationnel relativement stable centré autour des sphères familiale et scolaire laisse progressivement place à un univers relationnel recomposé. Souvent, l'entourage proche ne mesure pas l'ampleur de ces évolutions relationnelles chez le jeune. Ducol montre qu'un de ses enquêtés a vu l'éclatement de son groupe d'amis lors d'orientations scolaires différenciées. Ce politiste souligne que ces changements de relation ne doivent pas être perçus comme seulement subis. Ils sont également le fruit de préférences personnelles de l'individu.

En plus de souligner ce passage de l'adolescence à l'âge adulte sous l'angle d'une temporalité charnière favorable à une plus grande disponibilité biographique de la part de l'individu, il intègre la dimension cognitive dans son interprétation en montrant que cette période se caractérise également par une forte plasticité mentale. Cela expliquerait la quête d'une spiritualité à une autre dans les trajectoires biographiques de jeunes qu'il a interviewés qui seraient passés, tout d'abord, par une conversion au catholicisme puis à l'islam radical. C'est également une période biographique d'intenses expérimentations identitaires qui se vivent dans la sociabilité adolescente, ce qui expliquerait selon lui les conversions religieuses des jeunes en dehors de la sphère familiale.

CONCLUSION ET PISTES D'AVENIR

Au terme de cette revue de littérature, il nous semble majeur dans la compréhension de ce phénomène de s'appuyer sur la littérature concernant l'adolescence et plus globalement la jeunesse, notamment celle qui étudie le poids du groupe de pairs³⁷. L'on sait que la socialisation secondaire prend une place accrue par rapport à la socialisation familiale au cours de l'adolescence. Des analyses approfondies du groupe de pairs permettraient de mieux expliquer ces orientations différenciées vers des univers d'engagements radicaux violents durant la jeunesse. Dans un moment où le souhait de se faire reconnaître et d'être accepté par un groupe est très important, les fonctions qu'il remplit dans la vie du jeune seraient intéressantes à affiner. Il serait également judicieux de mobiliser les travaux qui portent spécifiquement sur la transition à la vie adulte des jeunes en difficulté (Goyette *et al.*, 2011). De même, la littérature sur l'allongement de la période de la « jeunesse » et de désynchronisation des seuils des transitions à la vie adulte (Galland, 2011), sur l'entrée concurrentielle de plus en plus grande pour les jeunes sur le marché de l'emploi et sur les politiques sociales « familialistes », qui somment les parents de soutenir de plus en plus longtemps le passage à l'âge adulte de leurs enfants, éclaireraient également ce passage de jeunes vers des organisations violentes.

Toujours dans ce souci de décloisonner les perspectives sur la radicalisation des jeunes, il serait intéressant de réaliser plus de recherches en comparaisons internationales. Dans les analyses macrosociologiques du phénomène de radicalisation des jeunes, il est à noter l'absence d'interrogations sur les politiques de jeunesse des différents pays. De plus, la politique d'immigration de chaque pays est souvent peu contextualisée. Mobiliser ce type de littérature expliquerait peut-être pourquoi en France les jeunes issus de parents provenant de Turquie sembleraient moins touchés par la radicalisation que ceux provenant du Maghreb. De même, des travaux qui regarderaient la radicalisation au regard de la diversité des politiques publiques visant à promouvoir l'indépendance des jeunes, ou leur citoyenneté socioéconomique, en Europe (Chevalier, 2015) permettraient d'éclairer sous un angle nouveau les processus de radicalisation des jeunes. Pour Farhad Khosrokhavar, « la radicalisation – avec son expression la plus tangible, le terrorisme – est l'un des lieux où se joue le mal-être d'une partie des citoyens dans un monde dépourvu de réelle citoyenneté » (2014, p. 185). Bigo *et al.* (2014) appellent à ne pas se concentrer sur la seule échelle individuelle ou du groupe, mais à regarder aussi le réseau de relations que ces individus et ces groupes entretiennent avec une série d'autres acteurs, et notamment avec les autorités des États au sein desquels ils évoluent. Jean-Luc Marret montre que « les jihadistes de France et ceux des États-Unis sont en partie le produit de chacune de ces sociétés », (2005, p. 25). Il est donc important de réinscrire chaque phénomène dans la société dans laquelle ces jeunes s'inscrivent pour comprendre les similarités comme les différences de processus de radicalisation selon les territoires donnés. De même, comme le constate le rapport de l'Alliance Athéna, remis au gouvernement en mars 2016 par Alain Fuchs, président de l'Alliance et du CNRS, « d'autres pays, par exemple l'Allemagne, ne semblent [...] pas être concernés de la même

³⁷ À noter sur ce point, le numéro 2 de la *Revue de socio-anthropologie de l'adolescence* (RSAA) spécifiquement sur la question des pairs qui se questionne sur leur rôle d'agents de socialisation, alternative ou pas à la famille, et comme constitutifs d'une sous-culture adolescente (voir l'appel à contribution : <http://revue-rsaa.com/index.php/les-numeros/numero-2-les-pairs>).

manière, d'où l'importance de mener des recherches comparées » (Alliance Athena, 2016, p. 44). Nous invitons également à comparer différents engagements radicaux violents chez les jeunes pour ne pas se cantonner à l'analyse du djihadisme. La focale sur ce dernier appauvrit les perspectives de recherches sur la radicalisation des jeunes et stigmatise la jeunesse musulmane. Des rapports comme celui du CIPC, qui a abordé aussi bien le radicalisme religieux, notamment islamiste, que le radicalisme d'extrême droite, ou bien comme celui de Crettiez et Sèze (2017) comparant engagement djihadiste, nationaliste corse et basque devraient être menés plus systématiquement et spécifiquement au niveau des jeunes. Les recherches sur les engagements juvéniles au sein de mouvements extrémistes chrétiens et juifs ainsi qu'au sein des milieux d'extrême droite violents en France restent encore à construire.

Il serait également crucial pour l'avenir de la recherche portant sur la jeunesse séduite par la radicalisation violente que soient effectuées plus d'enquêtes empiriques et généralisables. Comme nous l'avons dit en introduction de cette revue, les travaux sur la radicalisation sont souvent de seconde main et les personnes interrogées sont numériquement assez faibles. Il faudrait tout d'abord développer des outils statistiques qui permettraient une cartographie réelle de cette jeunesse impliquée dans différents types de radicalisation mais également, comme le préconise Amel Boubekour, désenclaver ces recherches du *policy*, « c'est-à-dire visant à un diagnostic à l'adresse des pouvoirs publics du seul monde des *think tanks* » (Boubekour, 2010, p. 40). Une des constantes de ces rapports est de terminer par des préconisations pour assurer une meilleure prévention des jeunes et faire face au péril que cela constitue. Cette question de la radicalisation des jeunes n'est pas étudiée par les chercheurs en tant que telle et est, dès le commencement de la recherche, pensée sous l'angle possible de futures interventions sociales. Il s'agit également d'investir beaucoup plus l'analyse des trajectoires biographiques des jeunes radicalisés, comme le récent rapport de Crettiez et Sèze (2017), qui décrit finement les trajectoires biographiques de militants djihadistes, corses, basques. Ce type de rapport doit être développé ciblant les jeunes spécifiquement, la plupart des derniers rapports recensant plutôt les prises de positions des jeunes sur leur engagement dans l'islam radical. Comme le recommande également Olivier Fillieule dans son article qui analyse le désengagement d'individus d'organisations radicales en mobilisant une approche processuelle et configurationnelle, il s'agit de « ne plus raisonner en fonction de variables indépendantes et dépendantes, au profit d'une « description épaisse » des phénomènes » (Fillieule, 2012, p.54), notamment en articulant les différents niveaux macro, méso, microsociologique dans l'analyse de trajectoires militantes. Comme le constatent Carine Guérandel et Éric Marlière, alors qu'on souligne que les explications sont multifactorielles, « ces dimensions ne sont jamais réellement abordées au travers d'une analyse fine de parcours de vie de jeunes et restent cantonnées à l'évocation très générale de déterminismes macrosociologiques » (Guérandel, Marlière, 2016, p. 15). En effet, le plus souvent ces facteurs dépendent des cycles de vie de l'individu et il serait intéressant de voir comment dans une trajectoire de vie, l'entourage comme les lieux de socialisation, et des facteurs structurels comme proprement individuels, ont joué différemment selon les périodes de vie du jeune engagé. Par ailleurs, un grand flottement existe dans toute la littérature sur le djihadisme, entre les jeunes qui sont susceptibles de se radicaliser, ceux en voie de radicalisation, et ceux qui sont réellement entrés dans les organisations violentes se réclamant de Daech. La littérature scientifique sur ce point devrait plus expliciter à quels niveaux d'analyse de la

radicalisation ils se situent pour ne pas entraîner une certaine confusion. Mais cette confusion s'explique en partie comme nous l'avons mentionné en introduction par la notion même de radicalisation qui a tendance à appréhender le processus de radicalisation le plus en amont possible, avant même l'adoption de pensées extrêmes et l'entrée dans des organisations violentes.

En plus de développer les trajectoires biographiques, il serait également majeur de beaucoup plus développer des enquêtes ethnographiques sur l'engagement des jeunes Français dans différents territoires idéologiques radicaux violents. Le beau travail de recherche de Meryem Sellami et Jihed Haj Salem (2016) sur la conversion djihadiste des jeunes en Tunisie postrévolutionnaire, à partir d'une enquête ethnographique de Jihed Haj Salem dans les quartiers marginalisés en Tunisie, mériterait d'être prolongé dans le cadre de la France, les salafistes quiétistes non violents ayant plus été observés en France. Ces auteurs montrent que la subjectivité nouvelle du « sur-musulman » (Benslama, 2015) « prend ancrage d'abord dans le corps à travers de nouveaux codes affichés par les jeunes djihadistes dans des espaces d'activisme au sein des quartiers marginalisés » (Sellami, Haj, 2016, p.130), notamment au niveau du visage, des vêtements, de l'odeur, de l'emprunt d'un pseudonyme, de la gestualité, de la ponctuation du langage, de la temporalité et de l'habilitation physique. Ces pratiques et rituels quotidiens devenant totalement liés à leur identité interrogent sur les coûts qu'impliqueraient pour ces jeunes de sortir de cet engagement.

Cette revue de littérature ne prétend pas à l'exhaustivité. L'apport de la sociologie cognitive à l'appréhension du processus de radicalisation des jeunes et notamment des transformations identitaires que vivent les jeunes engagés, de même que la sociologie qui prend en compte les dimensions affectuelles et émotionnelles de l'engagement dans des organisations violentes, ainsi que tout le travail de cadrage de ces organisations pour attirer les jeunes à leur cause ont été faiblement abordés. Nous espérons que cette revue de littérature invitera les chercheurs à investir encore plus de pans de recherches à l'état de défrichement actuellement sur la question de la jeunesse impliquée dans la radicalisation violente et à croiser la sociologie de la jeunesse à celle de la radicalisation. Différentes recherches en cours depuis les attentats de 2015 portant directement sur cette question des jeunes dans la radicalisation ouvrent des perspectives prometteuses. Certaines sont recensées dans le blog *Radicalisations Processus et trajectoires de radicalisation*³⁸, notamment celle de Laurent Bonelli, qui appréhende la radicalisation chez les jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse, ou celle de Séraphin Alava et son équipe sur le rôle des médias sociaux dans la radicalisation des jeunes conduisant vers l'extrémisme violent.

³⁸ <http://radical.hypotheses.org/> Ce blog de veille scientifique a été créé au départ pour accompagner l'école thématique CNRS sur Processus et trajectoires de radicalisation, co-organisée par Sylvie Ollitrault, directrice de recherche au CNRS, CRAPE Rennes et INSHS ; Jacques Semelin, directeur de recherche CNRS, CERI, Sciences Po Paris ; Ariane Jossin, chercheuse CNRS contractuelle, Programme Saisir l'Europe ; Pamela Torres, doctorante, CERI/Sciences Po). Le blog est alimenté par Jeanne Pawella, chercheuse partenaire à Panthéon-Sorbonne.

Bibliographie

Adraoui M.-A., 2013, *Du Golfe aux banlieues : le salafisme mondialisé*, Presses universitaires de France, Paris.

Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), 2005, *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le deuxième Forum social européen*, La Dispute, Paris.

Alava S., 2017, « La radicalisation violente commence-t-elle vraiment sur Internet ? », *The Conversation*, (<https://theconversation.com/la-radicalisation-violente-commence-t-elle-vraiment-sur-internet-70539>).

Alava S., Frau-Meigs D., Ghayda H., avec la collaboration de Hussein H. et Wei Y., 2017, *Youth and violent extremism on social media: mapping the research*, Rapport UNESCO. (<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002603/260382e.pdf>).

Alava S., Najjar N., Hussein H., 2017, « Étude des processus de radicalisation au sein des réseaux sociaux : place des arguments complotistes et des discours de rupture », *Quaderni*, n°94, octobre, p. 29-40.

Albera F., 2016, « Une jeunesse allemande : un film d'actualité ? », *Chimères*, n°89, p. 85-99.

Alliance Athena, 2016, *Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent. État des lieux, propositions, actions*, Rapport remis à Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, mars (www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000158.pdf).

Amghar S., 2006, « Le salafisme en Europe. La mouvance polymorphe d'une radicalisation », *Politique étrangère*, n°1, printemps, p. 65-78 (www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-1.htm).

Amghar S., 2011a, *Le salafisme d'aujourd'hui. Mouvements sectaires en Occident*, Michalon, Paris.

Amghar S., 2011b, « Le salafisme en France : acteurs, enjeux et discours », *Sens-Dessous*, n°9, p. 35-48 (www.cairn.info/revue-sens-dessous-2011-2-page-35.htm).

André T., 1995, « Les enfants perdus de la Commune », *Cultures et conflits*, n°18, p. 35-48, (<http://journals.openedition.org/conflits/449#quotation>).

Arêas C., 2015, « La médiatisation de « l'affaire de la burqa » en France : stratégies de visibilité et crise iconique », *Canadian Journal of Communication*, n°1, vol. 40, p. 29-50 (www.cjc-online.ca/index.php/journal/article/view/2839/2521).

Atran S., 2016, *L'État islamique est une révolution*, Éditions Les liens qui libèrent, Paris.

Audigier F., Girard P. (dir.), 2011, *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Éditions Riveneuve, Paris.

- Audoin-Rouzeau S., 2017, « L'après-13 Novembre. Naissance et mort d'une "culture de guerre"? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 134, avril-juin, p. 11-19.
- Bacqué M.-H., Epstein R., Ouardi S., Simon P. et Zappi S. (dir.), 2015, Dossier « Ma cité a craqué. Dix ans après les révoltes urbaines de 2005 », *Mouvements*, n° 83, vol. 3.
- Baker E. C., 2006, *Media Concentration and Democracy. Why Ownership Matters*, Cambridge University Press, Cambridge (Royaume-Uni).
- Bantigny L., 2008, « Une jeunesse rédemptrice. Interprétations et usages politiques de la contestation (autour de mai-juin 1968) », *Histoire@Politique*, n°4, p. 1-17 (www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-1-page-10.htm).
- Baranger T., Bonelli L., Pichaud F., 2017, « La justice des mineurs et les affaires de terrorisme ». *Les Cahiers de la justice*, n° 2, p. 253-264.
- Bazex H., Bénézech M., Mensat Jean-Yves, 2017, « "Le miroir de la haine". La prise en charge pénitentiaire de la radicalisation : analyse clinique et criminologique de 112 personnes placées sous main de justice », *Annales médico-psychologiques*, n°3, vol. 175, mars, p. 276-282.
- Bazin M., Ferragu G., Sécail C., 2017, « Appel à articles Dossier Médias et attentats (titre provisoire) » pour *Le Temps des médias. Revue d'histoire*, (<https://reat.hypotheses.org/471>)
- Belaala S., 2008, *Les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier*, Rapport final pour la Commission européenne, CEIS, https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2204/files/2016/02/ec_radicalisation_study_on_trigger_factors_fr.pdf
- Benslama F., 2016a, *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*, Le Seuil, Paris.
- Benslama F., 2016b, « Subjectivité et politique de la radicalisation », *La clinique lacanienne*, n° 27, p. 183-198.
- Benslama F., Khosrokhavar F., 2017, *Le jihadisme des femmes. Pourquoi ont-elles choisi Daech ?*, Le Seuil, Paris.
- Béraud C., Galembert C. de, Rostaing C., 2016, *De la religion en prison*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- Berthaut J., 2013, *La banlieue du « 20 heures »*. *Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Agone, Marseille.
- Berthet V., 2017, « Radicalisation et djihadisme : où en est la recherche des sciences sociales ? », n° 2 mars, p. 1-19.
- Bertho A., 2016, *Les enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs*, La Découverte, Paris.
- Bertrand M., 2017, « Le djihadisme à l'adolescence », *Adolescence*, n°1, vol. 35, p. 135-148.
- Beski-Chafiq C., Birmant J., Benmerzoug H., Taïbi A., Goignard A., 2010, *Jeunes et radicalisation islamiste : parcours, facteurs et acteurs influents, Lille, France 2008-2009*, ADRIC Paris/Centre for Studies in

- Islamism and Radicalisation (CIR), Aarhus University (Danemark) [<https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2725/files/2016/04/Jeunes-et-radicalisation-islamiste.pdf>].
- Beunaiche N., 2007, *Attentats-suicide et figure(s) médiatique(s) du kamikaze dans la presse française*, Mémoire de l'institut d'étude politique (IEP) de Lyon (http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2007/beunaiche_n/pdf/beunaiche_n.pdf).
- Bigo D., Bonelli L., Guittet E.-P., Ragazzi F., 2014, *Preventing and Countering Youth Radicalisation in the EU*, Directorate general for internal policies/LIBE Comitee, European Union, Bruxelles ([www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/etudes/join/2014/509977/IPOL-LIBE_ET\(2014\)509977_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/etudes/join/2014/509977/IPOL-LIBE_ET(2014)509977_EN.pdf)).
- Bizina M., Gray D., 2014, « Radicalization of Youth as a growing concern for counter-terrorism policy », *Global security studies*, n°1, vol. 5, p. 73-79 (<http://globalsecuritystudies.com/Bizina%20Youth-AG.pdf>).
- Blee K. M., 2005, « Women and organized racial terrorism in the United States », *Studies in Conflict & Terrorism*, n°5, vol. 28, p. 421-433. |
- Bonelli L. (dir.), 2011, « Le passage par la violence en politique », *Cultures et conflits*, n° 81-82, p. 1-3.
- Bonelli L., [2011] 2017, « Sur les sentiers escarpés de la lutte armée. », *Le Monde diplomatique*, n° 151, février-mars, p. 6-10.
- Bonelli L., 2015, « Attentats de Paris, l'onde de choc. Les chemins de la radicalisation », *Le Monde diplomatique*, n° 731, février, p. 1, 14 et 15 (www.monde-diplomatique.fr/2015/02/BONELLI/52619).
- Born M., Glowacz F., 2016, « Chapitre 14. Du terrorisme à la radicalisation violente », in Born M., Glowacz F., *Psychologie de la délinquance*, 4^e éd., De Boeck Supérieur, Louvain-La-Neuve (Belgique), p. 383-417.
- Borum R., 2011a, « Radicalization into violent extremism. I- A review of social science theories », *Journal of Strategic Security*, n° 4, vol. 4, p. 7-36 (<http://dx.doi.org/10.5038/1944-0472.4.4.1>).
- Borum R., 2011b, « Radicalization into violent extremism. II- A review of conceptual models and empirical research », *Journal of Strategic Security*, n° 4, vol. 4, p. 37-62 (<http://dx.doi.org/10.5038/1944-0472.4.4.2>).
- Botha A., 2013, *Assessing the Vulnerability of Kenyan Youths to Radicalisation and Extremism*, Institute for Security Studies, paper 245, p. 1-28 (www.files.ethz.ch/isn/164232/Paper245.pdf).
- Boubeker A., 2003, *Les mondes de l'ethnicité : la communauté d'expérience des héritiers de l'immigration maghrébine*, Éditions Balland, Paris.
- Boubeker A., 2010, « La littérature sur les violences islamistes en Europe : des approches incertaines, un objet aux enjeux multiples », in Crettiez X., Mucchielli L. (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, Paris, p. 31-43.
- Boulin A., 2017, *Les adolescents et leur famille. Revue de littérature*, Rapport d'étude de l'INJEP (www.injep.fr/sites/default/files/documents/rapport-2017-05-rl-ado-famille.pdf).

- Boumaza M., 2002, *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours : hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, Thèse de science politique, Université de Strasbourg.
- Bouron S., « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone*, n° 54, p. 45-72.
- Bouzar D., 2016, *Ma meilleure amie s'est fait embrigader*, La Martinière Jeunesse, Paris.
- Bouzar D., Caupenne C., Valsan S., 2014, *La métamorphose opérée chez le jeune par les nouveaux discours terroristes. Recherche-action sur la mutation du processus d'endoctrinement et d'embrigadement dans l'islam radical*, novembre, CPDSI (<http://www.cpsdi.fr/wp-content/uploads/2016/07/LA-METAMORPHOSE-OPEREE-CHEZ-LE-JEUNE-PAR-LES-NOUVEAUX-DISCOURS-TERRORISTES-DEF.pdf>).
- Bouzar D., Martin M., 2016, « Pour quels motifs les jeunes s'engagent-ils dans le djihad ? », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, vol.64/6, octobre, p. 353-359.
- Brie G., Ramboug C., 2015, *Radicalisation. Analyses scientifiques versus Usage politique*, CIRAP/Dossier thématique ENAP (www.enap.justice.fr/sites/default/files/edito/pdf/dossier_thematique_radicalisations_sept2015.pdf).
- Briquet J.-L., 1997, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Belin, Paris.
- Brodiez A., 2004, « Militants, bénévoles, affiliés, affranchis... de l'applicabilité historique des travaux sociologiques », in Ferrand-bechmann D. (dir.), *Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?* L'Harmattan, Paris, p. 279-291 (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00174309/document>).
- Bronner Gérald, 2009, *La pensée extrême : comment des gens ordinaires deviennent des fanatiques*, Denoël, Paris.
- Bugnon F., 2015, *Les "amazonnes de la terreur". Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Payot, Paris.
- Bugnon F., Lacroix I. (dir.), 2017, *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris.
- Bugnon F., 2009, « Quand le militantisme fait le choix des armes. À propos des femmes d'Action directe et des médias », *Sens public* [en ligne], mai (www.sens-public.org/article.php3?id_article=683).
- Bulinge F., 2014, « Radicalisation sur Internet : méthodes et techniques de manipulation », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, n°30, p. 32-42.
- Burgat F., 2010, *L'islamisme à l'heure d'al-Qaida*, La Découverte, Paris.
- Burgat F., 2016, *Comprendre l'islam politique. Une trajectoire de recherche sur l'altérité islamique, 1973-2006*, La Découverte, Paris.
- Cardi C., Pruvost G., 2011, « La violence des femmes : un champ de recherche en plein essor », *Champ pénal/ Penal field* [en ligne], vol. 8, (<http://journals.openedition.org/champpenal/8102>).

- Cardi C., Pruvost G. (dir.), 2012, *Penser la violence des femmes*, La Découverte, Paris.
- Casajus E., 2015, « Identité de groupe chez les Identitaires : esthétiser les siens, se distinguer des autres », *Interrogations* [en ligne], n° 21 (www.revue-interrogations.org/Identite-de-groupe-chez-les).
- Castel R., 2007, *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes ?*, Le Seuil, Paris.
- Casutt G., 2014, « Militer au féminin pour le jihad : une forme de "féminislamisme" dans le sentier d'Allah », Communication au 9^e *Forum des religions*, 3 mai, Université de Fribourg.
- Cauchy D., Madriaza P., Ponsot A.-S., 2015, *Comment prévenir la radicalisation : une revue systématique*, Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), Montréal (Canada).
- Chaouch M., 2016, *La représentation médiatique du terrorisme : Analyse de la construction médiatique de l'événement terroriste et approche des implications psychosociales ?*, Mémoire de master 1 en sociologie, Université Caen Normandie.
- Chevalier T., 2015, *L'État social et les jeunes en Europe : analyse comparée des politiques de citoyenneté socioéconomique des jeunes*, Thèse de science politique, Sciences Po Paris.
- Collovald A., Gaiti B. (dir.), 2006, *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, La Dispute, Paris.
- Conseil du statut de la femme et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, 2016, *L'engagement des femmes dans la radicalisation violente*, octobre, Conseil du statut de la femme, Québec (www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/radicalisation_recherche_francais.pdf).
- Coolsaet R., 2015, « Radicalisation, entre contexte et responsabilité individuelle », *L'Observatoire*, n° 86, p. 11-20.
- Cortesero R., Marlière E. (coord.), 2015, Dossier « Les émeutes de 2005, dix ans après. Rétrospective et perspectives », *Agora débats /jeunesses*, n° 70.
- Crépon S., 2006, *La nouvelle extrême droite, enquête sur les jeunes militants du Front national*, L'Harmattan, Paris.
- Crettiez X., 1993, « La mise en scène de la violence politique à travers les conférences de presse du FLNC », *Cultures et conflits*, n°9-10, p.357-375 (<http://journals.openedition.org/conflits/419>).
- Crettiez X., 1999, *La question corse*, Complexe, Bruxelles (Belgique).
- Crettiez X., 2006, *Violence et nationalisme*, Odile Jacob, Paris.
- Crettiez X., 2010, « Introduction. Penser la violence politique », *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, Paris, p. 7-28.
- Crettiez X., 2011a, « " High Risk Activism" : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, n° 34, p. 45-60 (<https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2011-1-page-45.htm>).

Crettiez X., 2011b, « "High Risk Activism" : essai sur le processus de radicalisation violente (seconde partie) », *Pôle Sud*, n° 35, p. 97-112 (<https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2011-2-page-97.htm>).

Crettiez X., 2014, « Penser la violence collective », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, n°30, p. 5-11.

Crettiez X., 2016, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, n°5, vol. 66, p. 709-727.

Crettiez X., Mucchielli L. (dir), 2010, *La violence politique en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, Paris.

Crettiez X., Sèze R. (dir.), avec la collaboration de Ainine B. et Lindemann T., 2017, *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*, Rapport du CESDIP et de l'INHESJ pour le ministère de la Justice, août (<https://inhesj.fr/evenements/tous-les-actualites/rapport-saisir-les-mecanismes-de-la-radicalisation-violente>).

Cucchetti H., 2017, « Détruire la République : la part de la violence politique dans l'Action française d'après-guerre », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 23-40.

Damaisin d'Arès J.-C., 2016, « Un cadre théorique en matière de criminologie fourni, mais peu de réponses claires liées au terrorisme », in Damaisin d'Arès J.-C., *Terrorisme islamiste. Recrutement et radicalisation. Nos enfants sont concernés*, Éditions Jean-Pierre Otelli, Levallois-Perret.

Dechezelles S., 2011, « Boia chi molla ! Les nouvelles générations néofascistes italiennes face à l'(in)action violente », *Cultures et conflits*, n° 81-82, p. 101-123.

Dejean F., Mainich S., Manaï B., Touré Kap L., 2016, *Les étudiants face à la radicalisation religieuse conduisant à la violence. Mieux les connaître pour mieux prévenir*, Rapport de recherche présenté dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble (<http://iripi.ca/wp-content/uploads/2016/05/iripi-rapport-radicalisation.pdf>).

Della Porta D., 1995, *Social Movements, Political Violence and the state. A comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge University Press, Cambridge (Royaume-Uni).

Della Porta D., 2013, *Clandestine Political Violence*, Cambridge University Press, Cambridge (Royaume-Uni).

Derville G., 1997, « La stigmatisation des « jeunes de banlieue » », *Communication et langages*, n° 113, 3^e trimestre, p. 104-117 (www.persee.fr/doc/colan_0336-1500_1997_num_113_1_2789).

Dominici T., 2017, « Itinéraire d'un entrepreneur politique au cœur de la violence indépendantiste corse. Analyse sociologique du parcours militant de Jean-Michel Rossi », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 201-226.

Doosje B., 2013, « Determinants of radicalization of islamic youth in the Netherlands : Personal uncertainty, perceived injustice, and perceived group threat », *Journal of Social Issues*, no 69, p. 586-604.

Doosje B., Moghaddam F. M., Kruglanski A. W., Wolf A. de, Mann L., Feddes A. R., 2016, « Terrorism, radicalization and de-radicalization », *Current Opinion in Psychology*, vol. 11, octobre, p. 79-84.

Douillet A.-C., 2017, *Sociologie politique. Comportements, acteurs et organisations*, Armand Colin, Paris.

Douville O., 2016, « Préface », in Epstein D., *Dérives adolescentes : de la délinquance au djihadisme*. Éres, Toulouse, p. 7-14.

Douville O., Selim M., « Candidats au Djihad. Une halte chez un psychanalyste », *Journal des anthropologues*, n° 146-147, p. 263-274.

Ducol B., 2013, « Les dimensions émotionnelles du terrorisme : émotions, radicalisation violente et engagement terroriste », *Revue canadienne des études supérieures en sociologie et criminologie (RCESSC)*, vol. 2/2, p. 89-101.

Ducol B., 2015a, « La "radicalisation" comme modèle explicatif de l'engagement clandestin violent : contours et limites d'un paradigme théorique » *Politeia*, n° 28, p. 127-147.

Ducol B., 2015b, « Comment le jihadisme est-il devenu numérique ? Évolutions, tendances et ripostes », *Sécurité et stratégie*, n° 20, p. 34-43.

Ducol B., 2015c, *Devenir djihadiste à l'ère numérique. Une approche processuelle et situationnelle de l'engagement au regard du Web*, Thèse de doctorat en science politique, Université Laval, Québec (www.theses.ulaval.ca/2015/31398/31398.pdf).

Dufour P., Hayes G., Ollitrault S., 2012, « Présentation : Radicalités et radicalisations – la fabrication d'une nouvelle "norme" politique ? », *Lien social et Politiques*, n°68, automne, p. 7–12 (DOI: [10.7202/1014802ar](https://doi.org/10.7202/1014802ar)).

Duhamel C., Ledrait A., 2017, « Djihad au féminin : promesse d'une solution aux éprouvés pubertaires », *Adolescence*, n° 2, vol. 35, p. 413-432.

Duhamel C., Ledrait A., 2017, « Djihad au féminin : promesse d'une solution aux éprouvés pubertaires », *Adolescence*, vol. 35/2, 2017, p. 413-432.

Dunezat X., 2008, « La division sexuelle du travail militant dans les assemblées générales : le cas des mouvements de "sans" », *Amnis* [en ligne], n° 8 (<http://journals.openedition.org/amnis/524>).

Dupuis-Déri F., 2016, *Les Blacks Blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, 5^e édition revue et augmentée, Lux éditions, Montréal (Canada).

Elias N., [1989] 2017, « Le terrorisme en République fédérale : expression d'un conflit de générations », in Elias N., *Les Allemands. Luttres de pouvoir et développement de l'habitus aux XIX^e et XX^e siècles*, traduit par Marc Joly et Marc de Launay, Le Seuil, Paris, p. 309-395.

Epstein D., 2016, *Dérives adolescentes : de la délinquance au djihadisme*, Éres, Toulouse.

Ermoshina K., 2012, « Le militantisme étudiant : radicalisation ou dé-radicalisation ? », in Orfali B. (dir.), *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle. Radicalisation ou dé-radicalisation ?*, L'Harmattan, Paris, p. 145-156.

Falquet J., 1997, « Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [en ligne], n°5 (<http://journals.openedition.org/clio/411>).

Felices-Luna M., 2008, « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et société*, n°2, vol. 32, p. 163-185 (www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2008-2-page-163.htm).

Felices-Luna M., Lehalle S., 2012, « La détention politique : un vécu de luttes, un lieu de combats », *Criminologie*, vol. 45/1, p. 93-113 (DOI: [10.7202/1008378ar](https://doi.org/10.7202/1008378ar))

Féron E., 2003, « La représentation médiatique du phénomène terroriste : quelques enseignements du cas Nord-Irlandais », *Topiques*, n° 83, p. 135-147 (www.cairn.info/revue-topique-2003-2-page-135.htm).

Ferret J., 2012, « Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse Kale Borroka en Espagne », *Papeles del CEIC*, n°84, Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea Vizcaya, España, septembre, p. 1-50 (www.identidadcolectiva.es/pdf/84.pdf).

Fillieule O., 2012, « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, p. 37-59 (www.erudit.org/fr/revues/lsp/2012-n68-lsp0495/1014804ar.pdf).

Fize M., 2016, *Radicalisation de la Jeunesse. La montée des extrêmes*, Eyrolles, Paris.

François S., 2017, « La violence skinhead dans l'Aisne », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 159-176.

Galland O., 2011, *Sociologie de la jeunesse*, 5^e édition, Armand Colin, Paris.

Galland O., Muxel A., (2018), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, PUF, Paris.

Garcet S., 2015, « Adolescence et double identité. Quand l'engagement radical violent devient une réponse à un questionnement identitaire », *L'Observatoire*, n° 86, p. 18-20.

Garcin-Marrou I., 2007, *De la violence et des médias*, L'Harmattan, Paris.

Gardenier M., 2017, « La figure du "casseur" : retour sur les affrontements du contre-sommet de l'OTAN de 2009 à Strasbourg », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 227-248.

Geay K., 2014, « "Messire Dieu, premier servi." Étude sur les conditions de la prise de parole chez les militants traditionalistes de Civitas », *Politix*, n° 106, p. 59-83.

Geeraets S., 2012, « Digital radicalization of youth », *Social Cosmos*, n° 3, p. 25-32.

Gicquel L., 2015, *Le traitement médiatique autour de l'islam en France. L'exemple de la chaîne de télévision publique France 2*, Mémoire de fin d'études, IEP de Toulouse (https://memoires.sciencespo-toulouse.fr/uploads/memoires/2015/5A/memoire_GICQUEL-LAURA-NTA3Nz13NjYuOA=.pdf).

- Giry J. (dir.), 2017, « Les théories du complot à l'heure du numérique », *Quaderni*, n° 160, automne.
- Gobille B., 2010, « Charles Tilly et la violence collective : moment critique et formation conceptuelle, 1968-1979 », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 19, p. 173-182 (<http://traces.revues.org/4917>).
- Goyette M., Pontbriand A., Bellot C., 2011, *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté : Concepts, figures et pratiques*, Presses de l'Université du Québec, Ste-Foy.
- Granger T., 2001, « Une stratégie de l'IRA : la lutte en prison (1971-1981) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 70, p. 19-30.
- Guenifi A., 2014, « Le profil psychologique de l'engagement dans le salafisme », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, Revue de l'INHESJ, n° 30, p.22-31.
- Guérandel C., Marlière E., 2016, « Les djihadistes à travers *Le Monde*. Pluralité des analyses et impensés », *Hommes et migrations*, n° 1315, p. 9-16.
- Guibet Lafaye C., 2016a, « Interprétations politiques de la causalité terroriste », *Revue internationale de philosophie en ligne [Metabasis.it]*, « Frammenti 3 », n° 21, vol. 9, mai, p. 27-54 (www.metabasis.it/articoli/21/21_Guibet%20Lafaye.pdf).
- Guibet Lafaye C., 2016b, « Approche critique des sociologies de la radicalisation », *Forum de la DAP « Radicalisation violente, engagement et désengagement »*, octobre, Paris (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01381974/document>).
- Guibet Lafaye C., 2017, « Portraits de terroristes. Décrire et juger plutôt que comprendre : l'action politique violente vue par la presse », *Communication*, vol. 34/2, (<http://journals.openedition.org/communication/7354>).
- Guibet Lafaye C., Brochard P., 2016, « La radicalisation vue par la presse : fluctuation d'une représentation », *Bulletin de méthodologie sociologique (BMS)*, n° 1, vol. 130, p. 1-24 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01321094/document>).
- Guidère M., 2016, « Internet, haut lieu de la radicalisation », *Pouvoirs*, n° 158, p. 115-123.
- Gutton P., 2015, *Adolescence et djihadisme*, L'Esprit du temps, Le Bouscat.
- Hajjat A., 2014, « Rébellions urbaines et déviances policières. Approche configurationnelle des relations entre les "jeunes" des Minguettes et la police (1981-1983) », *Cultures et conflits*, n° 93, printemps, p. 11-34. (<http://journals.openedition.org/conflits/18839#quotation>).
- Hamel J.-F., 2014, « De Mai à Tarnac. Montage et mémoire dans les écritures politiques de Jean-Marie Gleize et Nathalie Quintane », in Rubino G., Viart D. (dir.), *Le roman français contemporain face à l'histoire. Thèmes et formes*, Quodlibet Studio, Macerat (Italie), p. 445-464 (http://oic.uqam.ca/sites/oic.uqam.ca/files/documents/de_mai_a_tarnac._montage_et_memoire_dans.pdf).
- Haq R. U., 2014, « Youth radicalization in Pakistan », *United States Institute of Peace. Peacebrief*, p. 1-5 (www.usip.org/sites/default/files/PB%20167_Youth_Radicalization_in_Pakistan.pdf).

Hare I., 2016, « Médias et terrorisme entre changements et continuités », *Les Cahiers de la SFSIC*, Société française des sciences de l'information et de la communication, n° 12, p. 41-52.

Hegghammer T., 2006, « Combattants saoudiens en Irak : modes de radicalisation et de recrutement », *Cultures et conflits*, n° 64, p. 111-127 (<http://journals.openedition.org/conflits/2128>).

Hermant D., 1995, « L'espace problématique de la violence politique des enfants », *Cultures et conflits* [en ligne], n° 18 (<http://journals.openedition.org/conflits/461>)

Ihl O., 2002, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, n° 2-3, p. 125-144 (www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-2-p-125.htm).

Ilyas M., 2014, « Les femmes affiliées à "Muslims Against Crusades" et "Women4Shariah" », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, n° 30, p. 117-125.

Ion J., 1997, *La fin des militants?*, Éditions de l'atelier, Paris.

Jaccard A., 2017, « La "radicalisation" : une pensée à partir d'un cas clinique », *Connexions*, no 107, p. 107-114.

Jobard, F., Lévy, R., Lamberth, J., Névanen, S., 2012, « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, n°3, vol. 67, p. 423-451 (www.cairn.info/revue-population-2012-3-page-423.htm).

Jovelin E., 2016, « De la délinquance à la radicalisation- L'exemple de Mohamed Merah », *Hommes et migrations*, n° 1315, p. 59-68.

Kadio B. G. R., 2016, *Le processus de catégorisation sociale des personnes de culture musulmane dans le discours médiatique canadien sur le terrorisme*, Mémoire de l'École d'études sociologiques et anthropologiques, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa.

Kepel G. (dir), 2008, *Al-Qaida dans le texte. Écrits d'Oussama ben Laden, Abdallah Azzam, Ayman al-Zawahiri et Abou Moussab al-Zarqawi*, Presses universitaires de France, Paris.

Kepel G., 2015, (avec la collab. d'A. Jardin), *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Gallimard, Paris.

Khedimellah M., 2001, « Jeunes prédicateurs du mouvement Tabligh. La dignité identitaire retrouvée par le puritanisme religieux ? », *Socio-anthropologie* [en ligne], n° 10 (<http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/155>).

Khosrokhavar F., 2014a, *Radicalisation*, Maison des sciences de l'homme, Paris.

Khosrokhavar F., 2014b, « Nouveau paradigme de la violence en prison », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, n° 30, p. 12-21.

Khosrokhavar F., 2015, « Les trajectoires des jeunes jihadistes français », *Études*, n° 6, juin, p. 33-44.

Khosrokhavar F., 2016, « La sociologie de la radicalisation : entretien avec Farhad Khosrokhavar », *SENS. Ressources en sciences économiques et sociales* [en ligne], ENS-Lyon, 10 janvier 2016 (<http://ses.ens-lyon.fr/articles/la-sociologie-de-la-radicalisation-entretien-avec-farhad-khosrokhavar-291659>).

- Lacroix I., 2009, « Maintenir son engagement en prison : le cas des militants basques », in Nicourd Sandrine (dir.), *Le travail militant*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, p. 47-56.
- Lacroix I., 2011, « Les femmes dans la lutte armée au Pays basque : Représentations, division sexuelle du travail et logique d'accès à la violence politique », *Champ Pénal/Penal Field, Nouvelle revue internationale de criminologie* [en ligne], vol. 8, avril (<http://champpenal.revues.org/8076>).
- Lacroix I., 2013, « “C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !” Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, n°102, p.35-61.
- Laffineur J., 2015, « Médias sociaux : acteurs et outils de radicalisation ? », *L'Observatoire*, n°86, p. 21-25.
- Lamghari Y., 2015, « Radicalisation violente. Analyse et balises pour le travailleur social », *L'Observatoire*, n°86, p. 5-14.
- Landivar D., Ramillien É., Dell'Omodarme M., 2016, « Les attentats comme objets médiatiques instables. Une enquête sous l'angle des humanités numériques », *Hommes et migrations*, n° 1315, p. 19-30 (<http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3708>).
- Lardeux L., 2016, « Engagement contemporain des jeunes : fossilisation et fertilisation », in Gurnade M.-M., Ait-Ali C. (dir.), *Jeunesses sans parole, jeunesses en paroles*, L'Harmattan, Paris, p. 107-119
- Lavergne C., Perdoncin A., 2010, « Éditorial. La violence à l'épreuve de la description », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 19, p.5-25 (<http://journals.openedition.org/traces/4878>).
- Lazar M., 2017, « Le terrorisme en Italie et en France. Questions de recherche », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 134, p. 37-50.
- Le Breton D., 2016a, « Le djihadisme comme rite de virilité », in Jeffrey D. et al., *Jeunes et djihadisme. Les conversions interdites*, Presses de l'Université Laval, Québec, p. 75-113.
- Le Breton D., 2016b, « Jeunesse et djihadisme », *Le Débat*, n° 188, p. 119-130.
- Lebourg N., 2017, « Espaces et violences de l'extrême droite radicale », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 41-68.
- Luck S., 2008, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine : socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, Thèse de science politique, 17 octobre, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00338951v1/document>).
- Ludot M., Radjack R., Moro M.-R., 2016, « Radicalisation djihadiste et psychiatrie de l'adolescent », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, vol. 64, n°8, décembre, p. 522-528 (Doi : [10.1016/j.neurenf.2016.08.003](https://doi.org/10.1016/j.neurenf.2016.08.003)).
- Ludot M., Radjack R., Moro M.R., 2016, « Radicalisation djihadiste » et psychiatrie de l'adolescent », *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, vol. 64/8, p. 522-528.

- Lynch O., 2013, « British Muslim Youth : Radicalisation, Terrorism and the Construction of the "Other" », *Critical Studies in Terrorism*, n°2, vol. 6, p.241-261.
- Lynch O., 2015, « Suspicion, exclusion and the othering of British Muslims since 9/11: the victimisation of an entire population ? », in Argomaniz J., Lynch O. (Eds.), *International Perspectives on Terrorist Victimisation: An interdisciplinary approach. (Rethinking Political*
- Malet D., 2013, *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford University Press, New York (États-Unis).
- Manuel A., 2014, *Problematizing youth radicalization in Canadian educational spaces*, McGill University, Montréal (Canada).
- Marcelli D. (dir.), 2016, *Adolescents en quête de sens : parents et professionnels face aux engagements radicaux*, Érès, Toulouse.
- Marret J.-L., 2005, « Les jihadistes en France et aux États-Unis », in Jean-Luc Marret (dir.), *Les fabriques du Jihad*, Presses universitaires de France, Paris, p. 11-27.
- Masclat O., 2003, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris.
- Mathieu L., 2008, « Un "nouveau militantisme" ? À propos de quelques idées reçues », *Contretemps*, (www.contretemps.eu/nouveau-militantisme-propos-quelques-idees-recues/)
- Mauger G., 1994, *Les Jeunes en France. État des recherches*, La Documentation française, Paris.
- Mauger G., 2006, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges.
- Mauger G., 2016, « Sur la "radicalisation islamiste" », *Savoir/Agir*, n° 37, p. 91-99.
- McAdam D., 1988, *Freedom Summer. The idealists revisited*, Oxford University Press, Oxford ; 2012, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Éditions Agone, Marseille.
- Melchior H., 2017 « La Ligue communiste et la question de la violence dans les années 68 : l'exemple de Rennes », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), 2017, *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 69-89.
- Mendel G., 1968, *La révolte contre le père : une introduction à la sociopsychanalyse*, Payot, Paris.
- Merari A., 1998, « The readiness to kill and die : Suicidal terrorism in the Middle East », in Reich W. (dir.), *Origins of terrorism: Psychologies, ideologies, theologies, states of mind*, Woodrow Wilson Center Press, Washington (États-Unis), p. 192-210.
- Moos O., 2016, « Le jihad s'habille en Prada. Une analyse des conversions jihadistes en Europe », *Cahiers de l'Institut Religioscope*, n° 14, août, p. 1-40.
- Mucchielli L., 2010, « Les émeutes urbaines dans la France contemporaine », in Crettiez X., Mucchielli L., *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, Paris, p. 141-176.

Muxel A., 2011, *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, Paris.

Muxel A., 2012, « La tentation des partis extrémistes chez les jeunes », in Orfali B. (dir.), *La banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle. Radicalisation ou dé-radicalisation ?*, L'Harmattan, Paris p. 23-35.

Mwangi J., 2017, « The process and trends of youth radicalization in kenya's mombasa and nairobi counties », *3rd MISR Graduate Students' Conference*, 28-29 juillet, p. 1-21 (<https://misr.mak.ac.ug/sites/default/files/events/Mwangi-MISR-GSC%202017.pdf>).

Nathan T., 2017, *Les âmes errantes*, L'Iconoclaste, Paris.

Oppenheim D., 2017, « Dialoguer avec des adolescents et jeunes adultes dans le contexte du développement des idéologies radicales, du terrorisme et des guerres barbares », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, n°3, vol. 65, p. 164-168 .

Passy F., 2004, « Le désenchantement politique des jeunes, quelques mythes à déconstruire par l'étude de la protestation altermondialiste », in Oser F *et al.*, *Jeunesse et politique : Deux mondes séparés ?*, Université de Fribourg (https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_5E615DB056C9.P001/REF).

Patinaux H., 2017, « Stratégie, rapport de force et usage de la violence politique dans la France contemporaine : l'exemple du mouvement autonome à travers ses territoires politiques », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 135-58.

Pauwels L.(dir.), Brion F, De Ruyver B., Easton M., Schils N., Laffineur J., 2014, *Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Une recherche qualitative et quantitative*, Universiteit Gent, SVA, UCL. (http://www.belspo.be/belspo/fedra/ta/synta043_fr.pdf)

Pels T., De Ruyter Doret J., 2012, « The Influence of Education and Socialization on Radicalization: An Exploration of Theoretical Presumptions and Empirical Research », *Child Youth Care Forum*, vol. 41/3, p. 311-325 (www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3337995/).

Pérez-Agote A., 2010, « Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au xxie siècle », in Crettiez, Mucchielli L. (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état les lieux*, La Découverte, Paris, 2010, p. 105-122.

Puaud D., 2016, « Le spectre du radical islamiste », *Journal des anthropologues*, n° 146-147, p. 243-261.

Pudal B., 1989, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

Pugeault-Cicchelli C., Cicchelli V., Ragi T. (dir.), 2004, *Ce que nous savons des jeunes*, Presses universitaires de France, Paris.

Raflik J, 2016, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Gallimard, Paris.

Ragazzi F., 2014, *Vers un « multiculturalisme policier » ? La lutte contre la radicalisation en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni*, Science Po - CERI CNRS/Les études du CERI n° 206, Paris.

- Ramakrishna K., 2016, « Understanding youth radicalization in the age of ISIS : A psychosocial analysis », *E-international relations* [en ligne], 11 février (www.e-ir.info/2016/02/11/understanding-youth-radicalization-in-the-age-of-isis-a-psychosocial-analysis/)
- Rampazzo Bazzan M. (dir.), 2013, Dossier « Des luttes étudiantes dans les années soixante en Europe Occidentale (Allemagne, France, Italie) », *Cahiers du GRM*, cahier 3, (<http://journals.openedition.org/grm/254>)
- Rapin A.-J., 2008, « L'objet évanescent d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », *Cahiers du RMES*, n° 1, vol. 5, p. 165-214 (DOI: [10.7202/1027551ar](https://doi.org/10.7202/1027551ar)).
- Renard J.-B., 2015, « Les causes de l'adhésion aux théories du complot », *Diogène*, no 249-250, p. 107-119.
- Rigouste M., 2004, « Le langage des médias sur "les cités" : représenter l'espace, légitimer le contrôle », *Hommes et migrations*, n° 1252, novembre-décembre, p. 74-81.
- Rivière J., Tissot S., 2012, « La construction médiatique des banlieues. Retour sur la campagne présidentielle de 2007 », *Métropolitiques.eu*, (<http://www.metropolitiques.eu/La-construction-mediatique-des.html>).
- Roche A., 2006, « Les jeunesses au prisme de la sociologie. État des lieux », *Siècles*, n°24, p. 9-23 (<http://journals.openedition.org/siecles/1466>).
- Rolling J., Corduan G., 2017, « La radicalisation, un nouveau symptôme adolescent ? », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, Prépublication disponible en ligne depuis le 21 novembre (Doi : [10.1016/j.neurenf.2017.10.002](https://doi.org/10.1016/j.neurenf.2017.10.002)).
- Rossi F., 2011, *La « lutte armée » entre justice, politique et histoire. Usages et traitements des « années de plomb » dans l'Italie contemporaine (1968-2010)*, Thèse de doctorat en science politique, 10 novembre, Université de Nanterre (<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00642122/document>).
- Roy O., 2014, « Al-Qaida et le nihilisme des jeunes », *Esprit*, n°3, mars-avril, p. 112-116.
- Roy O., 2016, *Le djihad et la mort*, Le Seuil, Paris.
- Sageman M., 2004, *Understanding Terror Networks*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie (États-Unis).
- Sauvadet T., 2006, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Armand Colin, Paris.
- Schifres S., 2004, *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine et de sociologie politique, Université de Nanterre (<http://sebastien.schifres.free.fr/maitrise.htm>).
- Schifres S., 2008, « Le mouvement autonome en Italie et en France (1973 - 1984) », Mémoire de master 2 de sociologie politique, Université Paris 8 (<http://sebastien.schifres.free.fr/master.html>).
- Schmid A. P., 2013, *Radicalisation, De-Radicalisation, Counter-Radicalisation : A Conceptual Discussion and Literature Review*, International Center for Counter-Terrorism/ICCT Research Paper, The Hague [www.icct.nl/download/file/ICCT-Schmid-Radicalisation-De-Radicalisation-Counter-Radicalisation-March-2013.pdf].

- Sellami M., Haj Salem J., 2016, « Conversion djihadiste des jeunes en Tunisie postrévolutionnaire : altérité, corporalité et spatialité », in Jeffrey D. et al., 2016, *Jeunes et djihadisme. Les conversions interdites*, Presses de l'Université Laval, Québec, p. 115-161.
- Silke A., 2008a, « Holy warriors. Exploring the psychological processes of jihadi radicalisation », *European Journal of Criminology*, n° 1, vol. 5, p. 99-123.
- Silke A., 2008b, « Research on terrorism : A review of the impact of 9/11 and the global war on terrorism », in Chen H., Reid E., Sinai J., Silke A., Ganor B. (dir.), *Terrorism Informatics : Knowledge Management and Data Mining for Homeland Security*, Springer-Verlag, New York (États-Unis) [www.researchgate.net/publication/227253950_Research_on_Terrorism_A_Review_of_the_Impact_of_911_and_the_Global_War_on_Terrorism].
- Sommier I., 1998, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- Sommier I., 2010, « Réflexions autour de la "menace" ultra-gauche en France », in Crettiez X., Mucchielli L. (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*. La Découverte, Paris, p. 45-65.
- Sommier I., 2011, « La contestation juvénile des années 1960. Âge de la rébellion ou temps de la révolution ? », in Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Sommier I., 2012, « Engagement radical, désengagement et radicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, p. 15-35 (www.erudit.org/fr/revues/lsp/2012-n68-lsp0495/1014803ar/).
- Sommier I., 2015, « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque », *Terrains/Théories* [en ligne], n° 2, (<http://journals.openedition.org/teth/236#quotation>).
- Sommier I., 2016, « L'engagement radical a-t-il un âge ? », in Marcelli D. (dir.), *Adolescents en quête de sens : parents et professionnels face aux engagements radicaux*, Érès, Toulouse, p. 61-78.
- Sueur J.-P., 2015, *Filières « djihadistes : pour une réponse globale et sans faiblesse*, Rapport d'information du sénat 2014-2015 n° 388 (www.senat.fr/rap/r14-388/r14-388.html).
- Sunstein C., 2009, *Going to Extremes: How Like Minds Unite and Divide*, Oxford University Press, New York (États-Unis).
- Tanner S., Campana A., 2014, *The Process of Radicalization: Right-Wing Skinheads in Quebec*, Working paper Series, n° 14-07, Canadian network for research on terrorism, security and society, (http://tsas.ca/wp-content/uploads/2014/08/TSASWP14-07_Tanner-Campana.pdf).
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent*. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France, Presses universitaires de France, Paris.
- Vasile J., Karray A., 2017, « Parcours d'adolescents en aliénation sectaire. Une étude clinique exploratoire auprès de quatre mères d'adolescents "radicalisés" en France », *Pratiques psychologiques*, n°2, vol. 23, juin, p. 111-126 (DOI : [10.1016/j.prps.2017.02.003](https://doi.org/10.1016/j.prps.2017.02.003)).

Wieviorka M., 2009, « Détruire, se détruire dans la perspective sociologique du "sujet" », *Revue française de psychanalyse*, vol. 73/4, p. 1023-1035.

Windisch U., 2007, *Violences jeunes, médias et sciences sociales*, L'Age d'homme, Lausanne (Suisse).

Wolfberg W., 2012, *The Homegrown Jihad : A Comparative Study of Youth Radicalization in the United States and Europe*, Graduate Theses and Dissertations, University of South Florida (<http://scholarcommons.usf.edu/etd/4421>).

Zancarini-Fournel M., 2008, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Le Seuil, Paris.

Zegnani S., 2013, *Dans le monde des cités. De la galère à la mosquée*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.

Zellner W., 1995, *Countercultures : A sociological analysis*, St. Martin's Press, New York (États-Unis).

RADICALISATIONS ET JEUNESSES

L'enjeu de cette revue de littérature est de recenser les travaux qui appréhendent directement ou indirectement la question des jeunes dans le processus de radicalisation violente. La radicalisation est un phénomène complexe qui nécessite de s'appuyer sur différentes disciplines. Si l'histoire, la science politique, la sociologie sont les principales disciplines recensées, cette revue puise également dans les sciences de l'éducation, la psychologie et la psychanalyse qui n'évacuent pas le rôle complémentaire des sciences sociales dans leur interprétation.

Depuis les attentats de janvier et novembre 2015, la radicalisation violente de type djihadiste s'est imposée dans l'agenda médiatique, scientifique comme dans celui des pouvoirs publics. L'existence de programmes de « déradicalisation » pour la jeunesse radicalisée ou en voie de l'être, la prise en charge éducative de ces jeunes par la Protection judiciaire de la jeunesse attestent de l'apparition d'une nouvelle figure « dangereuse » supplantant celle de la délinquance juvénile classique. Pour autant, dans le champ scientifique, la jeunesse de cette radicalisation est peu étudiée comme objet principal, au profit d'une analyse plus générale sur la radicalisation.

Cette revue de littérature tente de décroiser sociologie de la radicalisation et sociologie de la jeunesse en mettant en dialogue les travaux portant sur les jeunes, issus des pays occidentaux, engagés dans des organisations radicales pouvant déboucher sur l'action violente. Comment la radicalisation politique et/ou religieuse des jeunes a-t-elle été appréhendée historiquement et dans ses formes contemporaines ? Faisant le choix de ne pas se limiter au djihadisme, cette revue de littérature rend compte des formes d'engagement radical au sein desquels les jeunes sont présents (de l'extrême droite à l'extrême gauche et aux indépendantismes). En mettant en lumière la morphologie de cette jeunesse dite « radicalisée » ainsi que les facteurs les amenant vers ce type de parcours de vie, elle affirme la nécessité de varier les différents niveaux d'analyses sociologiques et les regards disciplinaires pour comprendre ce phénomène.

Reprographie : atelier d'impression et de tirage de la direction des finances, des achats et des services (DFAS)
du secrétariat général des ministères sociaux (SGMAS)